

la démocratie des places

Benjamin Sourice

LA DÉMOCRATIE DES PLACES

sous-titre à venir

Préface de Loïc Blondiaux

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38 rue Saint-Sabin 75011 Paris

Tél. : 01 43 14 75 75/www.eclm.fr

Maison d'édition de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (www.fph.ch), les **Éditions Charles Léopold Mayer** (ECLM) offrent un service éditorial aux acteurs de la transition écologique, sociale et économique. Elles éditent ainsi des ouvrages qui doivent leur permettre de développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer, autour de quatre grands thèmes : transition vers des sociétés durables, gouvernance légitime et coopérations régionales, éthique et responsabilité, information citoyenne. Les ECLM sont membres de la CoreDEM (communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale, www.coredem.info), et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (www.alliance-editeurs.org).

Vous trouverez des compléments d'information, des mises à jour, l'actualité des auteurs, etc. sur le site www.eclm.fr.

© Éditions Charles Léopold Mayer, 2017

Essai n° 224

ISBN 978-2-84377-206-1

Mise en pages : La petite Manufacture – Delphine Mary

Conception graphique : Nicolas Pruvost

L'auteur

Benjamin Sourice présentation auteur à venir

Les Engraineurs présentation association à venir

PRÉFACE

Loïc Blondiaux¹

Comment rendre compte d'événements aussi singuliers que le mouvement espagnol des Indignés ou que Nuit Debout ? Dans les deux cas, l'occupation soudaine de lieux symboliques par une population anonyme et de plus en plus nombreuse a déjoué les anticipations et mis les interprètes au défi. Si l'on pouvait sans doute s'attendre à un sursaut de la population espagnole face à la crise économique et à la trahison de ses élites, pourquoi a-t-il pris cette forme-là, celle d'un rassemblement physique et ouvert, choisissant la délibération orientée vers le consensus plutôt que la représentation, l'action immédiate plutôt que l'institutionnalisation ? De même, alors que chacun semblait avoir acté l'impossibilité d'un tel mouvement en France, pourquoi Nuit Debout a-t-il émergé, à ce moment-là et avec cette trajectoire-là ? Les motifs qui sous-tendent les émotions populaires sont parmi les plus difficiles à interpréter. Si l'on sait ce qui fait courir les politiques professionnels ou décoder les intentions des groupes d'intérêt, on sait moins pourquoi tout ou partie d'un peuple se révolte et pourquoi il choisit, au sein du répertoire des formes de mobilisation disponibles à un moment donné, tel ou tel style de protestation ?

Ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'ouvrage de Benjamin Sourice que d'essayer d'esquisser des réponses à ces questions et de le faire en multipliant les pistes d'interprétation à propos des cas espagnol, grec et français de mouvements de places qui sont apparus respectivement en 2011 (Espagne et Grèce) et 2016 (France). La perspective n'est ni celle d'un témoin relatant son expérience, ni celle d'un observateur détaché, journaliste ou chercheur, cherchant à reconstituer de l'extérieur ce qui s'est passé. Fondée sur

1. Chercheur et professeur en science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Auteur de *Le Nouvel esprit de la démocratie*, Éditions du Seuil, 2008.

des observations nombreuses et des entretiens avec les acteurs, elle emprunte une autre voie, celle d'un acteur (de Nuit Debout, notamment, dont il a été l'un des protagonistes), désireux tout à la fois de décrire ce qui s'est passé sur ces places mais surtout de mettre en perspective ces expériences dans le cadre d'une réflexion plus générale sur la crise des démocraties contemporaines.

Il y a donc dans ce livre matière à mieux connaître ces mouvements mais aussi à leur donner une signification politique plus générale. Il faudra sans doute se tourner vers les sciences sociales, et notamment vers les enquêtes sociologiques en cours sur Nuit Debout, pour en savoir plus sur le profil des participants ou leurs trajectoires ultérieures. D'autres éclairages, à l'instar de ceux fournis par les travaux d'Héloïse Nez cités dans le livre, permettront d'étayer la description des procédures d'assemblée. Il faudra sans doute attendre encore l'ouvrage de synthèse ou la comparaison universitaire qui permettront de saisir ces mouvements dans leur exhaustivité. Mais l'ouvrage de Benjamin Sourice est précieux à plus d'un titre.

Loin d'accréditer l'idée du caractère « spontané » de ces mouvements, il les replace dans une temporalité et un contexte élargis. Il rappelle judicieusement qu'il est impossible de comprendre les rassemblements espagnols du 15 mai 2011 sans rappeler l'intensité de la crise qui touche à cette occasion de plein fouet des jeunes qui se disent « sans futurs » et des classes moyennes qui n'ont désormais plus rien à perdre, ni même sans faire référence aux mobilisations antérieures, et en particulier à la plateforme PAH de lutte contre les expulsions. Il retrace également le contexte de tentative de « convergence des luttes » sociales et environnementales dans lequel Nuit Debout a émergé, [cinq après un relatif échec d'importer les Indignés en France]. Dans les deux cas, il insiste sur le rejet des formes de mobilisation politique traditionnelles, syndicales ou émanant de partis, qui a été à l'origine de ces mouvements, au point parfois de susciter incompréhension et tensions en leur sein, notamment entre les différentes générations ou tendances politique d'un public militant devant cohabiter avec la grande diversité des participants. Son rappel des débats houleux qui, à Nuit Debout, ont opposé ceux qui souhaitaient maintenir avant toute chose sa forme « assembléiste » et « horizontale », centrée sur la délibération

à ceux qui préconisaient la transformation en mouvement plus classique de revendications et de transformation du système, est important.

Mais le point sur lequel l'ouvrage insiste, après d'autres, à propos de ces mouvements de places, est bien le caractère omniprésent de la référence à l'idéal démocratique dans les discours et les pratiques expérimentales auxquels ils ont donné naissance. Benjamin Sourice développe à cette occasion l'hypothèse bien fondée selon laquelle il s'agirait aussi de mouvements résilients et réactifs, décidés à combattre un « camp anti-démocratique » en pleine euphorie depuis quelques années. Face à la menace réelle d'un « capitalisme autoritaire » fondé sur l'alliance de la technocratie et de pouvoirs politiques fantoches au service du marché, n'hésitant pas au besoin à restreindre les libertés fondamentales, le « camp démocratique » comme il le nomme chercherait à ouvrir de nouvelles voies critiques, en commençant par redonner un sens aux mots, en premier lieu celui de démocratie, mais aussi en développant de nouvelles pratiques militantes et citoyennes fondées sur un renouvellement des formes d'engagement collectif et politique.

En se plaçant sous l'égide de Cornélius Castoriadis notamment, l'auteur montre comment les idéaux d'émancipation et d'autogouvernement ont été au cœur du discours des acteurs des mouvements de place. Les places furent à cet égard des « laboratoires à ciel ouvert » d'expérimentation de formes de vie démocratique nouvelle fondées sur « la réappropriation collective de l'espace et du temps, soudainement rendus disponibles pour réfléchir, agir, partager ».

L'ouvrage revient à juste titre sur les contraintes qui ont pesé sur ces expériences et sur les limites de cette forme originale de mobilisation dans laquelle le processus délibératif a pu compter souvent plus que le résultat qu'il était censé produire. Jusqu'où faire passer la recherche du consensus sur toute autre considération pratique ou stratégique, au risque de l'épuisement ou de l'impuissance ? Comment se protéger des acteurs et des discours qui s'incrusteront dans le mouvement pour porter un agenda autoritaire au nom de valeurs démocratiques ? Comment éviter que la poignée d'acteurs en charge de l'organisation ou de la communication ne pèse trop sur le cours des choses selon la vieille « loi d'airain de l'oligarchie » de Robert Michels ? De tout cela, il est question dans cet

ouvrage documenté et l'on pourra saluer la finesse des analyses que chacun de ces points suscite chez l'auteur.

Au-delà de l'innovation procédurale et du répertoire des formes d'assemblée mises en œuvre, Benjamin Sourice insiste également sur la contribution de ces mouvements à la formation d'un nouveau type de militants, plus autonomes à l'égard de toute forme d'organisations politiques, allergiques à la représentation, plus pragmatiques et que l'on a vu s'investir, après qu'ils ont volontairement quitté les places occupées, dans différents mouvements de solidarité et de structures autogérées en Grèce ou dans les multiples collectifs citoyens qui ont contribué à revitaliser la démocratie espagnole au cours de ces dernières années. Cette galaxie d'initiatives nouvelles vise souvent à développer des alternatives à l'échelle locale tout en faisant participer les habitants et cohabiter les différents publics, poursuivant ainsi l'expérimentation démocratique née des occupations. Les mouvements de places auraient été ainsi un creuset au sein duquel se sont formées et forgées de nouvelles identités et pratiques militantes autant et sinon plus que l'origine d'un processus destituant.

L'ouvrage rappelle enfin, et l'avertissement est essentiel dans la période actuelle, que la démocratie ne repose pas que sur des procédures mais aussi sur des valeurs, des principes, des droits, voire un ethos dont il convient que le plus grand nombre de citoyens possible soient porteurs. Le livre de Benjamin Sourice a peu à voir avec le « citoyennisme », en vogue aujourd'hui qui tend à fétichiser les procédures (référendums ou *civic tech*) sans se préoccuper des valeurs qui animent ceux qui les utilisent. Il plaide au contraire, et c'est l'un des apports majeurs du livre, pour que l'on prenne exemple sur ces « mouvements citoyens » qui ne se sont pas contentés de jouer avec la panoplie des outils de la démocratie directe, mais ont cherché à diffuser le plus largement possible ces idéaux d'égalité, de liberté positive et d'émancipation universelle si malmenés aujourd'hui.

INTRODUCTION

L'immédiateté de la revendication démocratique

« Démocratie réelle maintenant ! » est inscrit en larges lettres sur la banderole qui flotte ce 15 mai 2011 au-dessus de la Puerta del Sol, sur cette place madrilène qui ne cesse de se remplir d'un flot grandissant de militants et de citoyens indignés bien déterminés à prendre la rue pour ne plus se taire et ne plus subir la crise que traverse alors l'Espagne et qui est perçue comme une « escroquerie des banquiers et des politiciens ». Ce slogan, cette réclamation de démocratie, est aussi le nom d'une « plateforme d'action¹ » apparue au début de l'année 2011 en Espagne en vue de réunir une centaine d'initiatives militantes plus ou moins formelles et d'agir en dehors des partis et des syndicats², à la recherche de nouvelles formes de mobilisation et d'organisation plus horizontales, moins hiérarchiques et plus populaires. Depuis plusieurs mois, les inscriptions vindicatives fleurissent sur les murs et la colère monte : « Sans toit, sans boulot, sans avenir et sans peur ! » ou « Qu'ils s'en aillent tous ! » La population souffre de la crise, mais c'est surtout l'attitude des pouvoirs publics qui alimente le ressentiment, plus particulièrement le fait que les « responsables de la crise », les banquiers et les institutions financières en premier lieu, ne soient aucunement inquiétés par la justice tandis que les scandales de corruption se multiplient au sein de la classe politique.

Ce sont ces « jeunes sans futur³ », victimes de la crise et du chômage qui culmine à 20 % en Espagne (45 % chez les 16/25 ans⁴), qui décident d'occuper les places dans une cinquantaine de localités ce 15 mai 2011. Une date qui donnera son nom au mouvement

1. Democracia Real Ya.

2. Alcáide Soledad, « Movimiento 15-M: los ciudadanos exigen reconstruir la política », *El País*, 17 mai 2011.

3. Le collectif « Juventud Sin Futuro » est l'un des initiateurs de l'appel « Democracia Real Ya ».

4. « En Espagne, le chômage atteint son plus haut niveau depuis 15 ans », *Le Monde*, 28 octobre 2011.

populaire qui va s'ensuivre, le « 15-M », aussi connu sous le nom de « Los Indignados » (les Indignés), même si ce sont les médias qui l'ont ainsi qualifié, en référence à l'ouvrage de Stéphane Hessel⁵ caracolant en tête de gondole chez les libraires. L'inspiration vient des révolutions du Printemps arabe, de la révolte de la jeunesse tunisienne et de l'occupation de la place Tahir au Caire. C'est bien en puisant dans ce dernier exemple que les jeunes Espagnols décident au soir du 15 mai de camper sur la Puerta del Sol, cette place d'où part le kilomètre zéro, se positionnant instinctivement au centre même de la capitale et du pays. Cette première nuit, les occupants posent, sans le savoir encore, la première pierre d'un immense camp autogéré (Acampada Sol) qui s'installera les nuits suivantes et s'étendra dans le reste de l'Espagne, malgré plusieurs opérations des forces de police pour les déloger. La répression des premiers jours fut au contraire le déclencheur d'une vague de solidarité qui permit de dépasser le profil militant des primo-occupants et d'attirer sur les places la plupart des composantes sociales de l'Espagne moderne. Au-delà de l'occupation, c'est donc bien le soutien populaire inédit et immédiat dont bénéficia le mouvement qui marque l'avènement d'une forme originale de mobilisation politique, dépassant les identités militantes traditionnelles et offrant l'idéal de démocratie comme nouvel horizon des revendications populaires.

Ce livre se propose d'explorer le phénomène du « mouvement des places » en Europe (Espagne, Grèce et France) entre 2011 et 2016 comme phénomène d'expérimentation et de composition d'un nouvel idéal démocratique. Cette expérimentation démocratique qui a lieu sur les places occupées, ou « libérées » selon une expression commune, prend désormais une forme classique sous les traits de ces grandes assemblées populaires qui occupent à la fois l'espace et le temps. En effet, au-delà de sa fonction délibérative, cette forme-assemblée doit aussi être perçue comme une technique pour se réappropriier collectivement un espace public commun. Enfin, ces mouvements s'articulent autour d'une même signalétique collective et d'un même symbolisme démocratique (les signes de main

5. Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, Indigène éditions, 2010. En un an, le livre a été traduit en 34 langues et écoulé à plus de 4 millions d'exemplaires.

au-dessus de la tête), permettant d'exprimer accords et affects en fonction des sujets débattus, une codification retenue et enrichie à travers les continents où s'exhortaient les occupations de places. Ces mouvements marquent l'avènement de nouvelles dynamiques militantes et politiques qui traversent désormais nos sociétés et présagent une potentielle refondation des rapports sociaux sur la base d'un nouveau consensus démocratique, participatif et émancipateur. Après ces quelques considérations descriptives, nous débiterons notre analyse par ce slogan initial qui tient lieu de fil rouge aux différentes mobilisations à travers le continent européen : « Démocratie réelle maintenant ! » Cet appel originel contient en trois mots seulement les fondements objectifs et subjectifs qui permirent de faire éclore ces mouvements.

LA FIN DE L'ILLUSION DÉMOCRATIQUE

Bien entendu, le concept de démocratie est central et fait appel à un large spectre de conceptions politiques et historiques remontant à la Grèce antique, mais dont nous épargnerons l'exposé au lecteur dans un premier temps, pour nous pencher d'abord sur la revendication d'authenticité et d'immédiateté. Dans la perception des manifestants, la démocratie n'est donc pas réelle bien que tous, à l'inverse des révolutionnaires du Printemps arabe qui les inspirent, vivent dans le bloc dit des « démocraties occidentales » et non sous le joug d'un dictateur ou d'un autocrate à la manière de Ben Ali ou de Moubarak. La critique ne se porte pas tant sur la forme que sur le fond, sur la perception d'un décalage et d'une perte de sens entre les pratiques et l'idéal démocratique. Cette revendication de réalité et de sens exprime le désir de rompre avec ce qu'ils considèrent comme une illusion de démocratie à l'égard d'une « fausse démocratie » et de valeurs perverties. Tout cela se traduit également par un rejet et une dénonciation de la représentation nationale, soulignés par le slogan « Ils ne nous représentent pas » que l'on retrouvera en Espagne comme en Grèce. Dans un contexte commun de crise économique, il est reproché aux élus de brader les droits et les libertés des citoyens, en partie matérialisés dans l'accès aux services publics et à la sécurité sociale, pour satisfaire aux exigences

d'austérité des créanciers internationaux. Cette politique est perçue comme une trahison d'autant plus révoltante qu'elle est l'œuvre de gouvernements de gauche, en Espagne sous la présidence du socialiste de José Luis Zapatero (2004-2011), en Grèce avec le Pasok de Georges Papandréou (2009-2011), et en France, Nuit debout apparaît dans un contexte de fin de mandat chaotique de François Hollande (2012-2017).

La rupture collective de l'illusion qui s'opère dans ces pays par le mouvement d'occupation de places touche également quelque chose de plus profond, une déception commune qui concernerait en premier lieu les classes moyennes paupérisées et le précaire⁶ moderne venus s'agréger sur les places. Ainsi, il apparaît au fil des témoignages que ce décalage avec le réel s'enracine à la fois dans l'expérience d'une perte de contrôle sur la vie politique et dans la sensation, plus diffuse mais aussi plus répandue socialement, d'une absence de prise sur la vie quotidienne, un sentiment intime de dépossession et de perte de pouvoir. En Grèce tout particulièrement, l'idée de « reprendre sa vie en main » fut un élément de langage courant tant parmi les occupants de places qu'ultérieurement dans la communication de Syriza, dont le programme s'articulait intimement avec les revendications du mouvement social. D'un point de vue plus analytique, il apparaît évident que toutes ces personnes expérimentent un sentiment commun qui prend ses racines dans la rupture du contrat social et de la promesse de progrès sur lesquels reposait l'alliance du capitalisme et de la démocratie occidentale moderne.

Enfin, c'est pour l'Espagne et la Grèce en particulier, la fin du pacte social post-dictatorial de transition démocratique né au début des années 1980. Si en Grèce les colonels de la junte ont été jugés (pison à vie pour trahison), la loi d'amnistie espagnole votée en 1977 dans la foulée de la mort du général Franco ouvre une période d'amnésie démocratique qui permet de passer sous silence les responsabilités individuelles et collectives (armée, Église, administration, etc.)⁷.

6. Le « précaire », contraction de « précarité » et de « salariat », désigne les travailleurs précaires.

7. Danielle Rozenberg, « Le "pacte d'oubli" de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé », *Politix* 2/2006, n° 74, p. 173-188.

C'est dans ce terreau d'impunité que prennent racine les régimes où prospèrent la corruption et le clientélisme. Néanmoins, dans une Europe en voie de construction, cette amnésie démocratique a permis de conduire à marche forcée l'intégration de ces pays à la Communauté économique européenne, qui offrait la promesse (l'illusion?) de la prospérité et de l'accès à la consommation de masse. L'écroulement financier que ces pays ont connu, une décennie seulement après leur passage à la monnaie unique, résonne alors comme un terrible retour à la réalité. Néanmoins, désillusionnés et choqués par la violence de la crise, c'est pourtant ce principe de réalité que les peuples revendiqueront sur les places occupées.

LA QUÊTE DE RÉALITÉ ET L'EXPÉRIENCE DE L'ABSURDE

La réclamation d'authenticité découle également de l'expérience quotidienne de l'absurdité du monde ainsi que d'une perte de sens confinant à la dystopie. Ce sentiment d'insoutenable incohérence des êtres et des sociétés, en son temps exprimé par *L'Homme révolté* d'Albert Camus, s'exprime désormais à travers une forme d'indignation collective qui s'enracine chez le plus grand nombre. Plus qu'une simple perte de repères, cette indignation exprime une angoisse existentielle due à la disparition quotidienne, continue même, des grands récits qui structurent la vie sociale autant que la vie personnelle, marquées à la fois par l'écroulement du religieux et des identités narratives⁸, concept que le philosophe Paul Ricoeur définit comme la capacité d'une personne à mettre en récit de manière concordante, dans une trame historique cohérente, les différents événements de son existence. Alors que l'individu est de plus en plus renvoyé à lui-même, volontairement (individualisme) ou non (isolement), les limites de son espace de référence sont sans cesse repoussées par le développement de la mondialisation et l'homogénéisation de la société provoqués par le capitalisme. C'est ainsi qu'en s'attaquant à la démocratie, l'héritage politico-historique

8. Paul Ricoeur, *Soi-même comme un autre*, Seuil, 1990.

légué à l'Europe par la civilisation grecque antique, le capitalisme détruit l'un des derniers grands récits mythiques qui structuraient encore la pensée des Européens. De la même façon, aux États-Unis, c'est la référence aux mythes de l'idéal démocratique des « Pères fondateurs » qui alimenta une partie des discours d'Occupy Wall Street pour s'opposer à la « dictature des financiers ».

Il faut saisir la profondeur abyssale de ce sentiment d'absurdité pour appréhender pleinement les ressorts psychologiques communs qui permettent de joindre entre eux les différents mouvements d'occupation de places en France (Nuit debout, 2016), en Espagne (Los Indignados, 2011) et en Grèce (les Aganaktismeni, 2011). Dans ces deux derniers pays, ce fut la rétraction, voire la faillite, de l'État providence, provoquée par les politiques d'austérité imposées par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), qui distilla parmi la population une même stupeur paralysante. En France, après les attentats terroristes de 2015, l'absurdité atteignit une forme d'apogée dans la prolongation permanente d'un état d'urgence temporaire empêchant le retour à la normalité souhaitée, tandis que l'État réclamait le renoncement aux libertés censées être défendues et usait de ces mesures coercitives pour réprimer les mouvements sociaux ou écologiques.

Guy Debord et les situationnistes conspuaient déjà dans les années 1960, juste avant l'explosion de Mai 68, cette illusion triste de l'impuissance qui servait à maintenir en place un pouvoir fondé sur l'irrationnel et la dissimulation : « Nous ne voulons plus travailler au spectacle de la fin du monde, mais à la fin du monde du spectacle » était alors la devise des révoltés. Ce « spectacle » était présenté comme un appareil grotesque de propagande qui servait à maintenir l'emprise du capital sur la vie des hommes tout en produisant continuellement de nouvelles illusions pour en assurer le consentement. Le spectacle était également un « rapport social entre des personnes médiatisé par des images⁹ » à une époque où la télévision se développait. Ce rapport différencié au spectacle, entre producteurs

9. Guy Debord, *La Société du spectacle*, Buchet/Castel, 1967.

actifs et spectateurs passifs, introduisait une nouvelle forme d'inégalité sociale dont nous pouvons aujourd'hui constater l'ampleur à l'aune du star-system médiatique. La télévision n'assume-t-elle pas désormais ce propagandisme outrancier lorsqu'elle tente de fonder elle-même sa propre réalité, la « télé-réalité », qui promeut sans cesse la compétition et la starification du vide ?

Face à l'absurdité contemporaine, nombreuses sont les personnes qui font face à cette désorientation contrainte en recherchant de nouveaux schémas intellectuels afin de ressaisir ce monde. Or toutes valeurs et tous principes, en particulier dans le domaine politique, ayant été soumis à un jeu de massacre sémantique durant tant d'années, les mots n'ont plus de sens. La seule façon de leur en redonner sera de les expurger un à un, de les faire sortir de la sphère du double sens et de la manipulation. Le premier de ces mots que le peuple des places s'est réapproprié à travers toute l'Europe ne pouvait être que celui de démocratie, c'est-à-dire l'affirmation par le peuple de son propre pouvoir, de son existence et de son logos, de sa capacité à penser, à se penser ainsi que le monde qui l'entoure. Cependant, cette « réalité » de la démocratie tant réclamée demeure plus difficilement définissable, car à la fois en constante évolution – qui accepterait aujourd'hui une démocratie fondée sur l'esclavage comme dans l'antique Athènes ? – et infinie en ce qu'elle relève de la quête du progrès et de l'idéal. Il est néanmoins certain que cette aspiration contient en elle-même une critique frontale du modèle représentatif moderne qui semble avoir atteint ses limites et dont les manifestants souhaitent précipiter la fin.

Nous développerons ainsi dans le premier chapitre de cet ouvrage notre réflexion sur l'impasse du modèle démocratique représentatif dans des sociétés en crise, en étudiant la problématique du pouvoir abîmé et de la remise en cause des élites. Nous analyserons les fondements de la perte de légitimité des institutions, mais aussi des structures politiques traditionnelles (partis, syndicats, corps inter-médiatiques). Nous considérerons les contextes socio-économiques et politiques qui ont vu émerger les mouvements d'occupation de places dans les différents pays qui nous intéressent (Espagne, Grèce et France) afin d'essayer de dégager les conditions nécessaires à l'apparition de ces phénomènes populaires. Un volet de ce chapitre sera dédié aux leçons à tirer du mouvement social français au tournant

des années 2010 (échec de la mobilisation contre la réforme des retraites), avec une analyse des revers subis par le premier mouvement des Indignés en France, une tentative de transposition mimétique du mouvement espagnol.

L'IMMÉDIATÉTÉ ET L'EXPÉRIENCE DU RÉEL

« Ce fut quelque chose d'incroyable et de transcendant qui a changé nos vies. Soudainement, c'était la chose la plus importante, il y avait cette sensation qu'il se passait quelque chose, que tout cela culminerait dans quelque chose de puissant, appelle ça comme tu veux, révolution ou changement¹⁰ », s'enthousiasme encore Xavier en se rappelant son 15-M barcelonais. L'immédiateté de la démocratie dans les espaces occupés est le second facteur sur lequel nous nous pencherons pour cette analyse du slogan matriciel au mouvement des places. Cette immédiateté est marquée, pour reprendre la première partie de la discussion, par le sentiment partagé de participer à un événement tout à fait original, hors du commun et pour beaucoup révolutionnaire. Comme le soulignent les historiens Quentin Deluermoz et Laurent Jeanpierre dans une discussion sur « la possibilité des révolutions », certains militants révolutionnaires sont parfois tentés de « disqualifier les histoires en cours au nom de ce que devrait être en théorie une révolution véritable¹¹ ». Nous nous garderons donc ici de juger les qualificatifs que se donnent les participants à ce mouvement des places. Après tout, le terme « révolutionnaire » sert désormais à qualifier plus souvent le moindre gadget technologique que des insurrections populaires. Et, pour reprendre les termes employés par Laurent Jeanpierre, si « les séquences révolutionnaires sont caractérisées par une ouverture de possibles inédits et en cascade », rien ne dit que ces possibles inédits nécessitent la prise du pouvoir ou le renversement de l'État par la violence. En concevant matériellement les conditions d'exercice et d'accès à leur

10. Xavier Artigas, studios Metro Muster, propos recueillis le 9 juin 2015 à Barcelone.

11. Entretien avec Quentin Deluermoz et Laurent Jeanpierre, « La possibilité des révolutions », *La Vie des idées*, 5 juillet 2016.

utopie concrète, tout en en discutant les limites, les participants aux occupations de places, mais également de tout espace libéré (squat militant, centre social, ZAD), ouvrent des possibles immédiats qui « entendent lutter à la fois contre le discrédit de l'utopie, les idéologies du réalisme gouvernemental et l'action étatique permanente en vue de monopoliser la définition du futur et donc du possible¹² ». Enfin, pour les participants, à l'instar du témoignage livré par Xavier, ces mouvements s'entendent comme une rupture historique. Il y a l'avant, qu'il s'agisse du monde des illusions ou de celui des déceptions, souvent nommé « vieux monde », et il y a l'après, le « nouveau monde » marqué par le sentiment partagé de participer à une œuvre collective transformatrice.

Si ces différents événements partagent une même spontanéité, non pas dans l'organisation, mais dans l'ampleur que prit la mobilisation populaire, ils procèdent également d'une même volonté de réappropriation du temps symbolisée par une redéfinition de la temporalité des luttes. Les campements inscrivent celles-ci dans la continuité tandis qu'un calendrier révolutionnaire installe le mouvement dans la permanence, à l'image du « calendrier martien » que Nuit debout mit en place à partir du 34 mars (3 avril et quatrième jour de mobilisation). Pour Quentin Deluermoz : « Le phénomène Nuit debout impose précisément une suspension du temps ordinaire, vouée à la discussion ouverte sur l'organisation sociale, politique et culturelle de la France et du monde. [...] Nuit debout pose la question du possible au cœur même d'un espace socio-économique qui ne cesse, au nom de l'absence d'alternative, de proclamer le réalisme et l'impossible¹³. » Il y a dans cette immédiateté profonde revendiquée par ces mouvements la marque d'une rupture politique avec les aspects programmatiques, ainsi qu'avec un certain prophétisme avant-gardiste, qui fondaient l'organisation des mouvements de masse du xx^e siècle. Cette rupture avec les modes traditionnels de mobilisation sociale ancrés au sein de la gauche marxiste, également hérités de Mai 68 pour la France, se retrouve comme une constante dans l'ensemble des mouvements étudiés

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

dans cet ouvrage. Cette rupture se traduit dans le mouvement d'occupation de places par sa dimension préfigurative qui fait de l'espace occupé le lieu immédiat de l'expérience initiale et initiatique de cette démocratie revendiquée.

L'articulation des aspects préfiguratifs et itératifs – issu du verbe latin *iterare*, qui signifie « cheminer » – se matérialise par une constante attention à améliorer les processus délibératifs (prise de parole, prise de décision, collaboration) autant que les conditions matérielles dans l'espace occupé. Cette expérience sociale doit donc être entendue non seulement comme une mise en pratique des idéaux, mais également comme une friction avec le réel, une confrontation directe avec les limites et les imperfections de ces idéaux démocratiques. Cette prise en compte permanente de l'existant démontre ainsi que ces mouvements ne peuvent pas être réduits à un utopisme béat.

L'AUTONOMIE, ICI ET MAINTENANT

Pour reprendre le célèbre concept de zone autonome temporaire (TAZ) développé par Hakim Bey, les places occupées pourraient être qualifiées de zones d'autonomie politique. Si les TAZ n'ont jamais fait l'objet d'une définition formelle, afin de ne pas « dogmatiser le concept » et d'en conserver la nécessaire fluidité, dans son ouvrage homonyme, l'auteur donne néanmoins des pistes descriptives qui ne peuvent que rappeler singulièrement les pratiques d'occupation de places : « La TAZ est comme une insurrection sans engagement direct contre l'État, une opération de guérilla qui libère une zone (de terrain, de temps, d'imagination) puis se dissout, avant que l'État ne l'écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace¹⁴. » S'il y a consensus sur le côté « temporaire » des occupations de places, soulignons que la volonté de ne jamais leur donner de fin, telle que portée par certains occupants, serait un piège fatal pour ces formes de mobilisation épuisantes et chronophages. Quant à la

14. Hakim Bey, *TAZ, zone autonome temporaire*, Éditions de l'Éclat, 1997, disponible en ligne gratuitement : <http://www.lyber-eclat.net/lyber/taz.html>

dimension centrale de l'autonomie, elle s'accomplit avant tout par la réappropriation du sens de la politique et l'expérimentation du pouvoir collectif, auxquelles s'ajoute une dimension individuelle forte. Ainsi, cette expérimentation de l'autonomie individuelle se développe par la (re)découverte de l'autre, de l'altérité, et par la définition de nouveaux rapports interpersonnels marqués par une recherche d'égalité.

L'une des dimensions marquantes de ces mouvements est donc leur fluidité et leur ouverture qui facilitent le passage de la parole à l'acte à travers le renouvellement des discours et des modes d'action. Ce renouveau intervient pour partie hors des cadres traditionnels de références militantes et idéologiques préétablis, mais plus encore hors des déterminismes, en particulier de classe, et des limites que cherche à imposer l'État. La volonté d'aliénation des tenants du pouvoir est ainsi révélée par un jeu d'asymétrie, un reflet en négatif de l'autonomie caractérisé par la volonté de restreindre le champ des libertés et des conditions d'expression populaire, en particulier le droit de manifester et d'occuper l'espace public à des fins politiques (état d'urgence en France, Ley mordaza en Espagne). C'est également dans ces tentatives de restriction des libertés, et donc de l'autonomie, que puisent les discours et les pratiques militantes visant à légitimer le recours à la violence, non seulement pour défendre des espaces considérés comme « conquis », mais aussi à titre plus individuel, par la revendication d'un droit à l'autodéfense, et ce, parfois, au détriment de dynamiques et de logiques collectives de résistance passive ou de désobéissance civile non-violente.

Comme nous aurons l'occasion d'en discuter dans le troisième chapitre du livre dédié à la capitalisation des expériences participatives et à la redéfinition des identités militantes, l'urgence de l'expérimentation et l'ouverture de multiples possibles, dont certains sans issue (consensus unanimiste et procéduralisme), peuvent également constituer le talon d'Achille de ces mouvements. En analysant ces impasses, nous nous efforcerons aussi d'ouvrir et de valoriser quelques pistes prometteuses pour redynamiser le militantisme et ses modes d'action afin de poursuivre l'œuvre politique entamée sur les places. Nous nous appuierons pour cela sur notre participation au mouvement Nuit debout à Paris au printemps 2016 et sur son analyse, ainsi que sur des témoignages d'acteurs représentatifs

de plusieurs courants (commissions féminismes, Banlieues debout et jury citoyen) retranscrits dans le quatrième chapitre.

LA DÉNONCIATION DES ÉLITES ET LA RÉCUPÉRATION DU RÉCIT DÉMOCRATIQUE

Les mouvements d'occupation de places ont cette capacité commune à évoluer et à se métamorphoser en réseaux plutôt qu'à disparaître. Deux tendances évolutives apparaissent, non nécessairement dissociées, soit sous la forme de nouvelles nébuleuses activistes visant à développer et à promouvoir des alternatives (réseaux de solidarité, coopératives, etc.), soit dans une logique plus classique de capitalisation politique par la récupération ou la création de partis intégrant plus ou moins le nouvel esprit démocratique et ses innovations, à l'image de Podemos en Espagne ou de Syriza en Grèce. Néanmoins, sans remise en cause des institutions ou du cadre constitutionnel, ces aventures politiques peuvent apparaître comme une forme trompeuse de relégitimation de la démocratie représentative. Par ailleurs, la montée de populismes de droite se réclamant d'une logique « antisystème », sans réellement proposer de refonte dudit système si ce n'est le remplacement d'une élite par une autre, tend à démontrer une dérive possible vers un opportunisme des affects démagogue où se dissimulent l'idéologie conservatrice et les postures antidémocratiques.

Cependant, la place importante donnée aux affects et la création de nouvelles subjectivités politiques demeurent une constante dans les différents mouvements des places. À l'occasion d'une interview donnée à Mediapart en avril 2016, lorsque Nuit debout mettait les places françaises en ébullition, la philosophe Chantal Mouffé synthétisait l'enjeu des affects en politiques en des termes limpides : « Il est essentiel de saisir l'importance des affects en politique. Or les populistes de droite comprennent très bien cet aspect de la politique et savent mobiliser les passions. Ce n'est pas à coups de condamnations morales ou de raisonnements rationnels qu'on va lutter contre Marine Le Pen. Spinoza a exprimé quelque chose de fondamental en expliquant que, pour lutter contre une passion, il fallait développer une passion plus forte, et non pas se contenter

d'argumenter. L'urgence est de créer des identifications collectives et affectives autour d'un projet progressiste¹⁵. » Un projet qui s'apparente dans cet ouvrage à ce que nous nommons le nouvel idéal démocratique porté par les exigences populaires d'éthique et de participation à la chose publique.

En mai 2015, le secrétaire politique de Podemos, Íñigo Errejón, publiait avec Chantal Mouffe un livre programmatique au titre explicite, « Construire le peuple¹⁶ ». Selon eux, le peuple n'est pas une entité donnée, mais une construction politique qui se réalise *via* la création de nouveaux clivages, où le traditionnel gauche-droite serait dépassé au profit d'une opposition entre « le peuple et la caste » fondant un nouvel antagonisme, mais également à travers un processus constitutionnel suffisamment fort pour marquer une véritable « rupture démocratique ». Or cette rupture et l'apparition d'une nouvelle dichotomie sociale, indissociable du mouvement des places et transcrite par le slogan « Nous sommes les 99 % », peut également s'entendre comme la mise en lumière d'une logique prodémocratique se définissant par son opposition à un camp antidémocratique dont l'identité est redessinée par les occupants. Ces derniers s'attachent ainsi à définir la figure de l'ennemi qui inclut à la fois les élites au pouvoir, accusées d'être responsables de la crise systémique et d'en assurer la pérennité, mais aussi les promoteurs d'un modèle autoritaire ou technocratique. Nous aurons l'occasion de revenir attentivement sur ce duel entre les camps pro- et antidémocratique dans le deuxième chapitre de cet ouvrage.

Finalement, ce qui se joue dans le mouvement d'occupation de places en Europe est donc non seulement une réappropriation du récit du progrès social reposant sur un nouvel imaginaire démocratique, mais également la constitution d'un « peuple des places ». En rappelant notre point de départ, à savoir la revendication d'immédiateté et d'authenticité démocratique, il convient de saisir que la dénonciation d'une « fausse démocratie » vaut également constat

15. Chantal Mouffe : « Il est nécessaire d'élaborer un populisme de gauche », interview par Joseph Confavreux, Mediapart, 8 avril 2016.

16. Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construir pueblo: Hegemonía y radicalización de la democracia*, Icaria Editorial, 2015.

d'impuissance et volonté de « reprendre le contrôle » par le peuple. Ce « peuple » autodésigné peine cependant à se définir, à s'identifier, et reste traversé par la tentation de revenir aux anciennes catégories de classes ou identitaires. À l'opposé du fantasme d'un leadership autoritaire véhiculé par l'extrême droite, voire par certaines tendances à gauche encore tentées par le centralisme démocratique, les personnes assemblées sur les places réclament en premier lieu de ne pas être canalisées ou structurées, de garder cette fameuse dimension horizontale face à une verticalité comprise comme synonyme d'aliénation, de mainmise de « ceux d'en haut sur ceux d'en bas ». La revendication de démocratie doit donc également se concevoir comme une dénonciation de l'appropriation du pouvoir par une minorité impliquant la redistribution de celui-ci au plus grand nombre grâce à des logiques participatives et de contrôle citoyen sur le fonctionnement des institutions et de leurs personnels politique ou administratif.

FAIRE ADVENIR UN CITOYEN ACTEUR DE LA DÉMOCRATIE

Notre recherche d'un idéal démocratique semble donc devoir s'inscrire dans la construction concomitante du peuple et de la démocratie, tout en permettant à l'individu d'agir en toute autonomie et d'exprimer ses affects dans de nouveaux espaces de communication – de mise en commun – et de délibération collective. Par la suite, la poursuite de l'idéal démocratique se fera par l'extension de ces espaces libérés où l'individu peut laisser s'exprimer ses affects sous forme d'opinions. C'est alors qu'émerge la figure du « citoyen » comme identité et volonté de transcender à la fois les opinions particulières autant que les anciennes catégories politiques partisans qui niaient l'individualité du sujet politique. Cette nouvelle identité de citoyen, aux contours virtuels comme la démocratie idéale dans laquelle il trouverait son existence, ne peut donc pas être restreinte par une simple définition juridique ou historique. Elle peut encore moins se limiter à l'exercice du droit de vote qui fait justement l'objet d'une vive contestation par son côté tant limitant (critique du bipartisme et de l'uniformisation de l'offre politique) que sporadique (critique des élections et de la représentation). Enfin, cette identité citoyenne qui s'invente semble constituer la dimension

individuelle du peuple en construction tout en cherchant à transcender cette individualité. Son absence de délimitation précise et son idéalisation, confinant à l'abstraction collective, tendent finalement vers une recherche d'universalité dans les sentiments exprimés (émancipation, dignité et égalité). Inversement, la définition de l'identité de cet acteur politique idéalisé peut aussi travestir une tentation individualiste du rapport à la collectivité et à la démocratie, comprise comme un espace privilégié d'expressions et d'intérêts personnels.

Les assemblées populaires s'attachent néanmoins, d'une part, à la libération de la parole, pour briser les carcans de la domination, et, d'autre part, à la défense de la liberté d'opinion. Mais la multiplication non canalisée des prises de parole individuelles risque de faire perdre au mouvement sa capacité à créer un récit collectif ou une pensée stratégique capable de l'inscrire dans la durée. Ces formes novatrices de mobilisation sociale s'inscrivent dans l'organisation moderne des relations entre l'individu et le collectif matérialisée par la dialectique du citoyen et de la démocratie. Contrairement aux mouvements de masse du ^{xx}^e siècle qui obligeaient l'individu à disparaître au profit du collectif, les nouvelles mobilisations citoyennes valorisent plus fortement l'engagement individuel. Cette tendance s'exprime par le rejet de toute forme de centralisme ou de leadership et privilégie une approche consensuelle dans les prises de décision. Le collectif apparaît alors comme un espace plus qu'une structure, il est mouvant et non défini, ce qui permet d'intégrer plus aisément des individus aux opinions différentes et de réunir dans un même lieu de pareilles masses. Là encore, le risque est que, en fonction d'orientations aléatoires ou de contradictions qui émergent, le collectif se divise et soit assujéti à des forces centrifuges partant du commun vers le particulier. On observe ainsi un phénomène récurrent dans les occupations de places : la création de multiples commissions thématiques toujours plus portées vers le particularisme, réaffirmant les anciennes identités militantes (lutttes catégorielles et revendicatives, défense des minorités) et replaçant subrepticement l'individu au-dessus du collectif.

Tout cela laisse entrevoir une nouvelle dialectique caractérisée par un discours qui promet à l'individu d'accéder à une autonomie, d'action et de pensée, à condition d'agir ou de s'exprimer en

se détachant de toute référence à une idéologie. Cependant, cette autonomie individuelle ne peut exister que dans la reconnaissance explicite d'un socle non négociable de valeurs ou de principes politiques (libertés fondamentales, égalité, justice, etc.). C'est bien dans la cristallisation de ces valeurs que pourra se définir pleinement le nouvel idéal démocratique tant recherché. Il devra reposer sur une nouvelle articulation entre le citoyen et le collectif démocratique qui assurera l'autonomie de l'individu autant que la cohérence de la communauté en réaffirmant les valeurs et les libertés fondamentales inhérentes à la démocratie.

L'un des enjeux de cet ouvrage est donc de préciser l'identité de ces nouveaux acteurs politiques qui aspirent à la fois à l'émancipation collective et à l'émancipation individuelle, voire individualiste, en apportant la promesse d'une valorisation et d'une prise en compte de la voix de l'acteur citoyen. Nous aurons ainsi l'occasion, dans le dernier chapitre, de réfléchir à l'apparition du « citoyennisme » compris comme l'« idéologie de la non-idéologie » et comme la pensée de la promotion d'un individualisme politique émergent. Cette idéologie informelle repose largement sur la figure idéalisée du citoyen, c'est-à-dire un individu à la fois éduqué, bien informé et politiquement impliqué, mais aussi, et c'est là tout l'aspect contemporain du phénomène, un individu libéré des postures idéologiques, en particulier celles héritées du xx^e siècle, auxquelles serait substitué un « bon sens » immanent lui permettant de faire valoir un intérêt nécessairement général et universel. Néanmoins, si ce concept a pu apparaître comme une sorte de ventre mou idéologique, les mouvements d'occupation de places ont eu, sur ce citoyennisme émergent et encore embryonnaire, le mérite de consolider et de radicaliser les principes qui le structurent. Par exemple, les dynamiques constituantes ou de « contre-pouvoirs citoyens » (jurys citoyens, Sénat citoyen, etc.), et la logique sous-jacente de tirage au sort, ont évolué d'un aspect simplement consultatif, sous contrôle des institutions, à une logique destituante et délibérative qui conteste le monopole de la décision publique. Néanmoins, nous tâcherons aussi d'apporter une critique à certains modèles qui semblent plus portés par une logique de *citizen-washing* ou par la tentation d'établir de nouvelles formes d'ingénierie démocratique à travers le développement du business

de la consultation et des technologies civiques (*civic tech*) sous la férule de l'État et d'intérêts privés.

Nous concluons sur les développements possibles de cet idéal progressiste et émancipateur qui émerge en Europe, et plus largement dans le monde entier, dans ce village global désormais connecté et conscient de son destin commun. Cet ouvrage n'a pas vocation à être une enquête empirique neutre, mais s'inspire d'un travail de terrain autant que de la participation à différents mouvements, dont Nuit debout, le comité Convergence des luttes et le collectif citoyen les Engraineurs. C'est également le fruit de rencontres inspirantes et d'interviews de militants menées dans plusieurs pays entre 2015 et 2016. Ce travail est né d'une volonté de recouper les faits et d'écarter les préjugés autant que les récits fabuleux. C'est un travail critique qui valorise les paroles multiples composant ces mouvements originaux, sans chercher à prendre le contrepied de toute affirmation. Nous espérons ainsi dégager de l'étude et de l'analyse des pratiques, des revendications et de la capitalisation des expériences une définition de ce que pourrait être ce nouvel idéal démocratique qui prend place dans le monde.

I. CRISE ET IMPASSE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

« Ce campement est innocent et spontané, né d'une accumulation d'indignations¹ », affirmait à un journaliste français en mai 2011 un jeune Espagnol occupant la Puerta del Sol au cœur de la capitale espagnole. Deux jours après le début de l'occupation de la place madrilène, alors que les forces de l'ordre avaient évacué *manu militari* les premiers occupants dans la matinée, une foule se réunit à nouveau sur la place le mardi 17 au soir, le « Mardi magique » comme le nomma le journal espagnol *El País*, classé centre gauche et libéral. « Un mardi où apparut la magie de la spontanéité. Un miracle de la communication. La puissance de la diffusion du message à travers les réseaux sociaux. La force d'une nouvelle génération. Ce sentiment d'indignation qui fait exploser toutes les coutures² », développe dans un style dithyrambique un jeune journaliste d'*El País*. Cette image du spontanisme des mouvements d'occupation de places en Europe, comme apparus par magie, sans préparation ni contexte, semble, avec quelques années de recul, faire partie d'une certaine mythologie du mouvement autant que d'une construction médiatique. Il recouvre néanmoins plusieurs aspects nouveaux dans le cadre d'une mobilisation citoyenne : la massification rapide d'un mouvement grâce aux réseaux sociaux, le dépassement du projet initial et l'absence de leadership ou de structures traditionnelles (partis ou syndicats) pour « encadrer » le mouvement. Comme le souligne le journaliste espagnol, l'apparition du mouvement est effectivement une explosion d'indignation et de colère sociale dont l'onde de choc se répercute et s'amplifie rapidement dans toute la population. Cependant, l'idée de spontanéité qualifie des mouvements qui se développent d'eux-mêmes ou sans cause extérieure apparente, donc

1. Alexandra Modino, « Reportage place des Indignés », *Le Nouvel Observateur*, 25 mai 2011.

2. Joseba Elola, « El 15-M sacude el sistema », *El País*, 22 mai 2011.

conserver ce qualificatif pour décrire les mouvements des places reviendrait à nier à la fois le contexte, les causalités et les éléments déclencheurs de ces mouvements. Bien au contraire, les occupations de places naissent toutes dans un cadre de crise paroxystique de la société où les dimensions économique, politique et éthique du système représentatif libéral en présence sont remises en cause par une large partie de l'opinion publique, celle-ci souhaitant transformer les institutions pour faire advenir une « démocratie réelle ».

Au fil des lectures et des entretiens effectués pour cet ouvrage, il apparaît que les occupations de places ont toutes été organisées à partir d'un événement central, une manifestation non dispersée ou un premier camp, qui a servi de point de départ pour lancer le mouvement par une dynamique de mimétisme appuyée par des relais militants préparés. La propagation est ensuite facilitée par le déploiement d'une stratégie de communication virale *via* les réseaux sociaux qui permet une massification rapide à l'ensemble du territoire. Simona Levi, militante barcelonaise et membre du réseau cyberactiviste Xnet, explique ceci : « Le 15-M en 2011 a été préparé plus de quatre mois auparavant, il ne s'agit pas d'un mouvement spontané. Deux personnes liées à Xnet en faisaient d'ailleurs partie, mais elles n'y étaient pas pour représenter nos couleurs. Dans cette organisation *ad hoc*, chacun était invité à laisser son étendard politique à la porte, il n'y avait pas de place pour les identités particulières³. » Il s'agit là d'un mode novateur d'organisation militante dédiée à un objectif précis sur une durée déterminée, fonctionnant sur le mode de l'horizontalité et du consensus parmi des participants qui apportent un savoir-faire mais n'agissent pas en tant que « représentants » d'organisations politiques, ce qui facilite les décisions et évite toute lourdeur bureaucratique. En Espagne, c'est la plateforme Democracia Real Ya, regroupant plusieurs dizaines d'organisations, qui a canalisé la dynamique intersectorielle en proposant un positionnement apartidaire original et hors de l'axe politique gauche/droite. Les premiers animateurs cherchent ainsi à se placer dans une posture critique tant de la

3. Simona Levi, Xnet, propos recueillis le 10 juin 2015 à Barcelone.

droite que de la gauche, en particulier des socialistes au pouvoir. Ce positionnement introduit une nouvelle ligne de fracture entre « ceux d'en bas contre ceux d'en haut », concept anti-élitiste que l'on retrouve dans le « Nous sommes les 99 % » d'Occupy Wall Street.

Bien que reprenant la critique des dérives du socialisme libéral, Nuit debout marque une différence notable en assumant dans son appel initial un enracinement militant dans une gauche multipolaire et radicale, appelant justement à une convergence des luttes et des réseaux militants, tout en rejetant l'entrisme des partis et la reproduction des structures militantes traditionnelles. L'autre élément central dans la préparation de Nuit debout fut, à l'image des plateformes espagnoles, la création d'un collectif intersectoriel nommé « Convergence des luttes » autour d'un noyau dur de militants et de membres du journal *Fakir* dirigé par le journaliste François Ruffin. Nous reviendrons plus en profondeur sur la notion de convergence des luttes, mais il est à noter que ce collectif, dont je fis partie, regroupait en son sein divers réseaux militants, aussi bien associatifs que politiques (collectifs citoyens, étudiants, universitaires, intermittents), ainsi que des journalistes de *Fakir* et des professionnels de la communication, mais chacun y agissait en son nom propre, sans contrainte structurelle, au sein d'une coordination dédiée à lancer Nuit debout. Volontairement discrète, la structure organisatrice ne s'attribuait qu'un « rôle logistique » pour « faire advenir les choses », anticipant qu'un « élan populaire était en train de naître », mais qu'il lui fallait surtout un espace hors cadre pour advenir. Dans une interview publiée quelques jours avant le lancement, les organisateurs affirment dans la revue *Ballast* : « La suite ne dépend pas de nous mais de ceux qui se reconnaîtront dans le mouvement et qui le prendront en main. [...] Nuit debout n'est pas la fin de quelque chose mais le début d'un mouvement : c'est avant tout cela, la convergence. On veut rassembler le plus largement possible ceux qui se reconnaissent dans notre constat et avancer ensemble à travers une nouvelle façon de faire : c'est-à-dire faire sens et faire commun⁴. »

4. Entretien avec le collectif Convergence des luttes, « Nuit debout : "Faire peur aux élites en prenant ensemble la rue" », *Ballast*, 30 mars 2016.

Il apparaît donc que cette « magie de la spontanéité », comme l'évoquait le journaliste d'*El País*, n'est finalement qu'une tournure rhétorique qui ignore, sciemment ou non, l'émergence de nouveaux réseaux de mobilisation marqués par un rejet des logiques identitaires et partisans. Nous entendons par logique identitaire l'affirmation d'une appartenance à une identité politique définie par une idéologie et des signes ostentatoires, qu'il s'agisse d'un vocabulaire spécifique ou de codes vestimentaires marqués. Ces nouveaux modes d'organisation affirment une volonté de rupture avec les clivages et les luttes intestines de la gauche traditionnelle, ainsi qu'un dépassement des « nouveaux mouvements sociaux » apparus dans les années 1970. Par ailleurs, l'absence de leadership et de porte-parole inscrit les mouvements des places dans une forme de mobilisation innovante qui brouille à dessein les pistes de leur genèse politique. Cela s'explique partiellement par la participation de personnes habituées à la discrétion dans leurs pratiques militantes, comme les cyberactivistes ou des activistes rompus à la désobéissance civile, deux milieux où le leadership ne peut être qu'exceptionnel et de circonstance. Cette logique permet à l'individu désireux d'agir de se joindre au mouvement sans devoir se soumettre à une quelconque figure tutélaire, mais le place au contraire dans une dynamique égalitaire et inclusive.

Après avoir écarté l'hypothèse de la spontanéité des mouvements d'occupation de places, quels sont alors les principaux ressorts sociaux du déclenchement de ces mouvements ? Ce sont des éléments du contexte historique, économique, politique et social qui forment la trame de fond commune à l'apparition de ces mouvements. Nous analyserons également les sentiments d'exaspération et de légitime révolte qui constituent le terreau de la mobilisation au sein de la population, et dont le terme « Indignés » peine parfois à couvrir l'intégralité du spectre. Si le philosophe Alain, considérait que l'indignation est futile (« S'indigner est à peu près aussi raisonnable que de déclamer contre le froid, contre le brouillard ou contre le verglas⁵ »), le mouvement dit des « Indignés » dépasse pourtant largement la

5. Alain, *Propos*, 1921.

simple déclamation de doléances. Il affirme un rejet des interlocuteurs institutionnels et la volonté de transformer les institutions pour faire advenir une « démocratie réelle ». L'indignation est dépassée par l'expérimentation directe des solutions proposées aux problèmes soulevés. L'indignation n'est donc que l'une des conditions de préexistence du mouvement, mais ce n'en est ni l'expression privilégiée ni la finalité. C'est en revanche en cherchant dans les discours qui évoquent ce sentiment que l'on peut mieux comprendre les origines du mouvement.

LE POUVOIR ABÎMÉ ET LA CONTESTATION DES ÉLITES

Dans les pays étudiés, un même contexte, un même constat : le peuple ne se reconnaît plus dans ses institutions dites « démocratiques » et il y a une rupture manifeste du lien de confiance entre les représentés et leurs représentants. Cette rupture est marquée par un rejet de l'élitisme et un clivage exprimé entre le peuple et une « caste » de privilégiés incluant à la fois les professionnels de la politique, mais également les représentants de l'État (administration) et des institutions internationales comme la Commission européenne. Les milieux économiques, en particulier la figure du banquier, sont mis en accusation et désignés comme responsables de la crise économique qui frappe l'Europe depuis 2008. Cependant, tous ne font pas l'objet de la même critique ni de la même crise de légitimité. D'un côté, il est reproché au personnel politique et aux élus une forme de trahison populaire pour avoir abandonné la défense des intérêts de la majorité des habitants au profit de l'avancement des intérêts d'une minorité, d'une élite dominante, qui détient le pouvoir et assure le maintien de sa prospérité comme de ses avantages. De l'autre, les acteurs extranationaux (institutions communautaires, banques et multinationales) sont accusés de porter atteinte à la souveraineté des États en imposant des mesures d'austérité sous prétexte de lutter contre le surendettement.

Le lien entre ces deux critiques est explicité par les occupants de places d'une manière identique : nos sociétés sont gangrenées par la corruption. Lorsqu'on évoque la corruption de la classe politique, il ne s'agit plus seulement du stéréotype éculé des pots-de-vin

et des dessous-de-table versés par quelques entrepreneurs louches. La corruption moderne se loge désormais aux frontières de la légalité, dans ces « zones grises » du pouvoir, comme je l'expliquais dans mon précédent ouvrage *Plaidoyer pour un contre-lobbying citoyen*⁶. Il existe de nouvelles formes de capture de la décision publique à travers le lobbying, les conflits d'intérêts et les portes tournantes du secteur public vers le privé (« pantouflage »), contre lesquelles la réponse judiciaire et pénale n'a plus de prise. Loin de sombrer dans une logique du « tous pourris », il convient cependant de souligner que tous les pays concernés par cette « indignation » populaire ont eu comme base de revendication la lutte contre la corruption et la dénonciation de l'impunité en partant de scandales aussi précis que nombreux. Si la corruption suscite une réprobation populaire unanime, elle implique également une attente légitime de condamnation judiciaire et de sanction politique (exclusion du parti, inéligibilité, etc.). Or, avec l'évolution des pratiques de corruption et l'absence d'encadrement légal adéquat, le sentiment général est que les actes de corruption restent globalement impunis et que les corrompus peuvent poursuivre leurs carrières politiques sans être réellement inquiétés ou écartés du pouvoir.

AFFAIRE BANKIA EN ESPAGNE : « CE N'EST PAS UNE CRISE, C'EST UNE ESCROQUERIE ! »

Penchons-nous rapidement sur l'affaire Bankia, du nom de la quatrième banque d'épargne du pays, qui déclencha les foudres de la population espagnole peu de temps avant qu'éclate le mouvement des Indignés. Bankia est le fruit pourri de la fusion en 2010 de sept caisses d'épargne régionales, fusion supposée éviter la ruine de millions d'épargnants ayant placé leurs économies dans ces banques plombées par des emprunts toxiques et l'éclatement la bulle immobilière en 2008. Les autorités expliquaient alors à l'opinion publique qu'un « effet de dilution » permettrait d'éviter les faillites car les

6. Benjamin Source, *Plaidoyer pour un contre-lobbying citoyen*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2014.

banques détenant des actifs sains absorberaient celles connaissant des difficultés. En réalité, comme le découvrirent rapidement les Espagnols, cette super-fusion bancaire visait à donner une masse critique au groupe bancaire Bankia, cette fameuse dimension *too big to fail*, c'est-à-dire « trop gros pour faire faillite ». Ce concept économique est apparu dans le sillage de la crise américaine dite « des subprimes » (dont les mécanismes sont identiques à ceux la crise espagnole) et implique qu'une banque atteignant une masse critique ne peut faire faillite sans entraîner un risque systémique d'écroulement financier en chaîne capable de déstabiliser toute l'économie du pays. Dans ces conditions, les autorités d'un pays touché n'ont d'autre solution que de renflouer la banque ou de la nationaliser avec des deniers publics. En mai 2012, moins de deux ans après sa création, le groupe Bankia est au bord du gouffre et l'État espagnol se voit contraint de lancer une opération de nationalisation pour un total de 28 milliards d'euros⁷.

C'est de cette affaire que vient l'un des slogans précurseurs les plus populaires du mouvement du 15 mai 2011 en Espagne : « Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie ! » Avant même que l'État n'ait à renflouer la banque, il apparaît dans la presse que Bankia a été créée pour sauver les dirigeants des différentes caisses d'épargne, parmi lesquels, en plus des financiers, figuraient de nombreuses personnalités politiques régionales. Cette fusion a servi à dissimuler les comptes maquillés de la Bancaja de Valence, dont les dirigeants étaient impliqués dans une vaste opération de détournement de fonds. Au moment de sa fusion avec Caja Madrid pour la création de Bankia, ce sont plus de 3,8 milliards d'euros d'actifs pourris qui seront dissimulés par les dirigeants de la Bancaja, ce qui contribuera à plomber d'entrée le bilan de la nouvelle banque. « Mauvaise gestion, incurie, absence de règles, corruption généralisée, relations incestueuses entre public et privé : Valence est un condensé du mal espagnol », tranche le journaliste espagnol Josep Torrent dans une interview au journal suisse *Le Temps*⁸. Cette affaire illustre

7. Sandrine Morel, « Madrid nationalise Bankia, la quatrième banque espagnole », *Le Monde*, 10 mai 2012.

8. François Musseau, « Espagne. Bankia, la banque par qui le scandale arrive », *Le Temps*, 5 juin 2012.

la responsabilité des dirigeants politiques, aux côtés des promoteurs immobiliers et des banquiers, dans la création purement spéculative d'une croissance miraculeuse reposant sur la réalisation immodérée de grands projets inutiles et imposés ainsi que sur la construction d'un parc immobilier déconnecté de la demande réelle. Durant ces années, plusieurs aéroports (Huesca, Albacete, Ciudad Real, etc.), dépassant chacun le milliard d'euros d'investissement, ont été construits puis abandonnés, faute de voyageurs. Au total, dix aéroports en Espagne n'atteignent pas les 10 000 voyageurs par an⁹. D'après l'Institut national de statistiques, en 2011, le parc immobilier espagnol comptait 3,5 millions de logements vides sur un total de 24 millions (13,7%)¹⁰. Il faudra attendre juin 2015, et la pression de nombreuses organisations de la société civile, certaines nées du 15-M, pour que les dirigeants de la Bancaja, et notamment son directeur, José Luis Olivas, qui était aussi élu du Partido Popular (Parti populaire) à la tête de la région de Valence, soient arrêtés par la guardia civil espagnole pour escroquerie et malversations.

Les dirigeants de Bankia, en particulier Rodrigo Rato, son directeur entre 2010 et 2012, ancien président du FMI (2004-2007) et ministre de l'Économie sous le gouvernement Aznar (1996-2004), ont contribué à dissimuler la réalité des comptes lors de la création de Bankia. Rodrigo Rato est ainsi devenu la bête noire des militants du 15-M qui lui ont dédié un groupe d'investigation citoyenne, le 15MpaRato, dont l'objectif déclaré est d'« en finir avec l'impunité et les privilèges des riches arrogants, des politiques et des banquiers¹¹ ». Sous l'impulsion d'une coalition d'ONG, de groupes anticorruption et de cyberactivistes, en particulier le collectif Xnet, une demande de poursuite judiciaire a été ouverte en juillet 2012 pour faire inculper Rodrigo Rato, président de Bankia, ainsi que les autres membres du conseil d'administration. Il leur est reproché d'avoir dissimulé des informations financières au moment de l'introduction en Bourse de la banque en juillet 2011. Dès son lancement, l'action

9. Robin Prudent, « Balade au cimetière des aéroports abandonnés en Espagne », Rue89, 20 juillet 2015.

10. Instituto Nacional de Estadísticas, « Censos de Población y Viviendas 2011 », avril 2013.

11. <https://es.wikipedia.org/wiki/15MpaRato>

s'est écroulée et a ruiné des milliers de petits porteurs qui s'étaient laissé convaincre par Bankia, souvent des clients ou des employés de cette dernière, d'acquiescer des actions avant le lancement. En revanche, les institutions financières averties se sont détournées de l'action, ce qui a contribué à en faire plonger le prix. Une enquête de la Banque d'Espagne a démontré que ces actions avaient été surévaluées grâce à diverses manœuvres de la banque et de son auditeur public, le groupe Deloitte, qui fut condamné à 12 millions d'euros d'amende¹². La débâcle boursière de la banque, qui faisait planer la menace d'une banqueroute, a ainsi précipité le sauvetage des établissements espagnols par l'injection de 41 milliards d'euros supplémentaires de fonds européens à l'été 2012.

Puisqu'un scandale ne semble jamais arriver seul, l'affaire Bankia dénoncée par Xnet et ses alliés a permis à un lanceur d'alerte de se manifester et de remettre anonymement, *via* un serveur sécurisé (Buzón X), la totalité de la correspondance mail de Miguel Blesa, dirigeant de Caja Madrid et bras droit de Rodrigo Rato, entre 1996 et 2009. Dans cette masse immense de données, il a été découvert l'existence d'un système de détournement de fonds *via* la distribution de cartes bancaires dites « noires » ou « fantômes » connectées à des comptes secrets sur les fonds de la banque. Au total, quatre-vingt-six dirigeants du groupe bancaire, ainsi que des représentants syndicaux de la banque ou des conseillers économiques du PSOE et du Partido Popular, ont profité de ce système de détournement. Ces cartes servaient essentiellement à des « dépenses d'ordre privé » (restaurant, voyages, shopping), comme le notent les juges espagnols en charge de l'affaire. Le total du détournement aurait atteint 15,5 millions d'euros entre 2003 et 2012 selon la Fiscalía, tandis que l'ancien patron de Bankia et du FMI, Rodrigo Rato, aurait dépensé à lui seul 54 800 euros entre 2011 et 2012 avec ses cartes noires¹³. En octobre 2014, les protagonistes de cette affaire ont été reconnus coupables et condamnés à verser la somme de 3 millions d'euros pour Rodrigo Rato et

12. Gaëlle Lucas, « L'introduction en Bourse de Bankia était pipée », *Les Échos*, 4 décembre 2014.

13. Fernando J. Pérez, « Consejeros de Caja Madrid gastaron 15,5 millones con tarjetas "fantasma" », *El País*, 1^{er} octobre 2014.

16 millions d'euros pour Miguel Blesa¹⁴. Par ailleurs, Rodrigo Rato est désormais poursuivi pour des faits d'escroquerie, de détournement de fonds et de falsification de comptes commis à l'occasion de l'entrée en Bourse de Bankia en 2011¹⁵. Il aura fallu la pression des organisations citoyennes pour que cette personne qui disposait d'importants appuis politiques, juridiques et économiques soit poursuivie, marquant ainsi l'une des grandes victoires du mouvement espagnol contre la corruption et l'impunité des dirigeants et des banquiers.

LA GRÈCE, LA DETTE ET L'IRRESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

« En Grèce, le mouvement social s'est en partie structuré sur une revendication de poursuite des responsables de la crise », nous explique le militant grec Kristos Giovanopoulos¹⁶, de l'Organisation communiste de Grèce (KOE, membre de Syriza). « Les politiciens ont systématiquement cherché à présenter la situation comme s'il n'y avait pas de responsables. Même lorsque l'affaire des comptes d'État maquillés par Goldman Sachs a été révélée, ce n'était la faute de personne. La question des responsabilités du fiasco économique du pays a été ramenée à l'agenda politique par le peuple, ce qui a permis de sortir le mouvement des revendications sectorielles », analyse Kristos en sirotant son café glacé à la terrasse d'un café coopératif d'Athènes. L'affaire Goldman Sachs, du nom de la plus grande banque internationale d'investissement, a défrayé la chronique en 2010 et levé le voile sur une décennie de liens troubles entre les gouvernements grecs successifs et le milieu des affaires et de la finance internationale. Cette affaire éclate sous le gouvernement socialiste (Pasok) de Georges Papandréou, élu lors d'élections anticipées en octobre 2009, et succédant à Kostas Karamanlis alors contraint de quitter le pouvoir dans un contexte d'agitation

14. Marisa Recuero, « El juez impone una fianza de 16 millones para Blesa y 3 para Rato », *El Mundo*, 17 octobre 2014.

15. Étienne Jacob, « Rodrigo Rato, ex-patron du FMI, jugé pour détournements de fonds », *Le Figaro*, 26 septembre 2016.

16. Kristos Giovanopoulos, coordinateur Solidarity for All, propos recueillis le 27 juin 2016 à Athènes.

sociale. Le Pasok parvient au pouvoir sur un programme de relance et de redistribution des richesses, porté par le slogan « De l'argent, il y en a ! » Malheureusement pour les socialistes, il n'y en a pas et les caisses sont encore plus vides que prévu : alors que le gouvernement précédent affichait un déficit officiel à 6 % du PIB, le Premier ministre Georges Papandréou révèle qu'il atteint en réalité 12,7 %. En novembre 2009, alors que la dette grecque devient hors de contrôle, le Premier ministre socialiste décide de faire appel à Goldman Sachs pour le conseiller dans sa gestion de la crise. Les autorités grecques avaient déjà fait appel à Goldman Sachs entre 2001 et 2002 pour arranger, du moins en façade, les statistiques de la dette. Une opération qui aurait rapporté quelque 600 millions de dollars à la banque et fait baisser fictivement de 2 % la dette grecque, permettant ainsi au pays d'adopter l'euro en restant sous le seuil fatidique de 3 % imposé par le traité de Maastricht¹⁷. Lors de sa seconde intervention en 2009, la banque est cette fois suspectée, chose qu'elle dément, d'avoir spéculé contre la dette grecque en même tant qu'elle aidait le pays à emprunter sur les marchés financiers privés en produisant de nouveaux titres sur la dette¹⁸. Ce cercle vicieux conduisit au point inévitable d'écroulement de la valeur des bons du Trésor grec, chose que la banque avait anticipée et qui lui permit d'empocher une plus-value conséquente.

Si Georges Papandréou avait été élu sur un programme socialiste classique de relance par l'investissement public et de redistribution des richesses, son mandat fut en réalité placé sous le signe de l'ingérence de la troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne, FMI) et des premières politiques d'austérité mises en place à partir de mai 2010 (premier mémorandum), imposant une coupe budgétaire globale de 10 %, notamment dans le secteur de la santé, et impliquant aussi le gel des salaires des fonctionnaires, la baisse des pensions de retraite, ainsi que la privatisation de biens et terrains publics. À nouveau, la population est dans la rue, trois

17. Nicholas Dunbar et Elisa Martinuzzi, "Goldman Secret Greece Loan Shows Two Sinners as Client Unravels", Bloomberg, 6 mars 2012.

18. Jean Quatremer et Grégoire Biseau, « Grèce : Goldman, prise la main dans la Sachs », *Libération*, 20 février 2010.

grandes grèves générales paralysent le pays au premier semestre 2010, et Athènes est littéralement en feu, les manifestants occupant et incendiant des bâtiments publics et des banques¹⁹. Pour donner le change, le gouvernement tente de renforcer les capacités de collecte des impôts, en particulier sur les plus hauts revenus. En 2011, selon la Banque mondiale, l'évasion fiscale en Grèce était estimée à 55 milliards d'euros, soit près de 24 % du PIB. « Il faut prendre en trois mois des décisions qui n'ont pas été prises depuis dix ans », tente alors d'expliquer Georges Papandréou, dont les réformes sont accueillies comme une véritable trahison politique par les Grecs. Ce virage libéral du Pasok provoque un détachement complet de sa base sociale et de ses électeurs qui le conduira à quasiment disparaître de la scène politique (4,6 % des votes aux législatives 2015). Cette implosion politique et morale a forgé l'expression « pasokisation » pour désigner la menace qui pèse sur les partis sociaux-démocrates tentés d'embrasser les théories libérales et les politiques d'austérité.

En 2012, la Grèce était le pays européen le plus mal classé dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International, pointant à la quatre-vingt-quatorzième place mondiale, en particulier du fait d'une complète impunité des corrompus. Or c'est bien la pression populaire, les manifestations et les occupations de places en 2011 qui ont contribué à faire poursuivre les responsables. En juillet 2011, alors que le Parlement est encerclé par l'occupation de la place Syntagma depuis plus d'un mois, les députés décident, à l'aune du travail d'une commission d'investigation instituée en janvier 2011, de retirer l'immunité parlementaire de l'ancien ministre de la Défense, Akis Tsochatzopoulos (1996-2001, membre du Pasok), suspecté de corruption. L'affaire concerne des contrats d'armements passés avec Siemens et Ferrostaal pour un montant de 3 milliards d'euros et le versement de 160 millions de pots-de-vin à un réseau de personnalités du monde politique, militaire et économique. Reconnu coupable de blanchiment d'argent et de corruption, Tsochatzopoulos sera condamné en octobre 2013 à la peine maximale de vingt ans de réclusion. Cette condamnation

19. Trois employés de banque décèdent dans l'incendie de leur agence le 4 mai 2010.

marque « la première affaire criminelle d'une figure clé de la politique grecque depuis vingt-deux ans », selon le journal franco-grec *Okeanews*²⁰. Un vent nouveau semble désormais souffler sur la Vouli et la Grèce. En septembre 2012, la brigade financière grecque rend publique une liste de trente-six personnalités politiques suspectées d'enrichissement illégal à travers l'exercice de leurs mandats, dont certaines sont soupçonnées d'être impliquées dans le détournement et le blanchiment de 10 milliards d'euros d'argent public²¹. Après plusieurs affaires de corruption conduisant les enquêteurs en Suisse, le gouvernement helvétique accepte en mars 2015 de collaborer plus étroitement avec celui d'Alexis Tsipras, révélant que, selon les estimations de la Banque nationale suisse, environ 6,3 milliards d'euros d'avoirs grecs seraient placés dans des banques helvétiques. Enfin, en avril 2016, les Panama Papers permettent de mettre au jour l'existence de 223 compagnies offshore et une liste de 400 bénéficiaires grecs enregistrés auprès de la société Mossack Fonseca²².

Soulignons néanmoins qu'en juin 2016 la dette grecque atteignait plus de 320 milliards d'euros (180 % de son PIB) alors que les recettes fiscales annuelles dépassaient à peine les 2 milliards d'euros, ce qui, même avec un renforcement strict de la lutte contre l'évasion fiscale, ne permettra en aucun cas à la Grèce de retrouver un niveau de dette soutenable. Par ailleurs, c'est en s'appuyant en partie sur ces cas de corruption lors de marchés publics, entraînant des surfacturations importantes pour l'État, que le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) récuse la dette grecque, la considérant comme « illégale, illégitime et odieuse », et demande son annulation pure et simple. Enfin, un esprit chagrin pourrait se questionner sur l'intérêt de telles mesures anti-évasion, avec l'assentiment bienveillant des bailleurs européens, au moment même où la Grèce se voit confisquer toute souveraineté en matière fiscale et budgétaire avec la signature du troisième mémorandum consenti par le gouvernement Tsipras

20. Olivier Drot, « Grèce : ouverture du procès d'un ancien ministre de la Défense pour blanchiment d'argent », *Okeanews*, 22 avril 2013.

21. Olivier Drot, « Grèce : la liste des 36 politiciens suspectés d'enrichissement illégal par la brigade financière », *Okeanews*, 28 septembre 2012.

22. Philip Chrysopoulos, "Several Greeks on 'Panama Papers' Lists", *The Greek Reporter*, 10 mai 2016.

à l'été 2015. Sous la pression des institutions européennes, Alexis Tsipras semble à son tour avoir admis la nécessité de rembourser l'intégralité de cette dette pourtant insoutenable et clairement irréversible, qui ne pourra être comblée ni par des redressements fiscaux ni même par la vente du patrimoine grec. Même exemplaire, la Grèce pourrait bien être condamnée à la faillite si rien n'est fait pour à tout le moins alléger et restructurer sa dette...

BRÛLURES ET STIGMATES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE EN GRÈCE ET EN ESPAGNE

L'agitation politique qui a conduit au mouvement des places en mai 2011 en Espagne et en juin 2011 en Grèce ne saurait se limiter à la seule dimension éthique de remise en cause d'élites discréditées par des scandales de corruption. Ces mouvements prennent racine dans des dynamiques de mobilisation plus anciennes, inscrites d'une part dans la défense des intérêts populaires face à l'austérité, une majorité de la population étant affectée par le chômage et la précarisation des conditions de vie, et d'autre part dans la contestation d'une autorité qui s'impose de plus en plus par la force et hors du consensus démocratique. Pour une majorité de Grecs, le mouvement social a débuté précisément la nuit du 6 décembre 2008, après l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos, âgé de 15 ans, tué d'une balle en plein cœur par un policier dans le quartier rebelle d'Exarcheia à Athènes, après une simple altercation verbale. À l'annonce de la mort de l'adolescent, le quartier d'Exarcheia se soulève, puis ce sont toutes les grandes villes de Grèce qui s'embrasent pendant la nuit. Les émeutes durent trois semaines, accompagnées de grèves dans les lycées et les facultés, c'est tout le mal-être d'une « génération sacrifiée » qui explose soudainement. Selon un sondage du journal *Kathimerini*, 60 % des personnes interrogées considèrent que ces événements font partie d'une « réaction sociale » plus large liée au contexte de détérioration économique et de mauvaise gouvernance du pays²³.

23. « Émeute de 2008 en Grèce », Wikipédia.

Par ailleurs, la génération 700 euros (montant brut du salaire minimum en 2008, réduit à 580 euros en 2012), déjà précarisée, va voir ses conditions de vie se dégrader rapidement. À l'époque, les jeunes Grecs étaient les plus diplômés d'Europe, mais également les plus touchés par le chômage avec 33 % des 15-24 ans au chômage en 2010, un chiffre qui atteindra 47 % les années suivantes. C'est l'ensemble de la population qui est ensuite touché par cette vague de précarisation et de paupérisation qui balaye la classe moyenne grecque. Entre 2009 et 2011, le taux de chômage passe de 9,2 % à 22 %. Entre 2010 et 2013, un tiers des entreprises grecques font faillite. En 2014, seuls 15 % des chômeurs sont indemnisés, les aides ayant été supprimées, alors que le chômage atteint un taux record de 27,6 %, soit une hausse de 190 % en l'espace de cinq ans. Sur la période 2009-2014, les salaires ont diminué en moyenne de 38 %, et les pensions de retraite de 45 %. La misère explose : 32 % de la population vit sous le seuil de pauvreté en 2012, mais ce chiffre atteint 44 % en 2014, déstabilisant les piliers de la société grecque jusque dans les foyers (12 % de la population déclarée dépressive, hausse des suicides de 44 %)²⁴.

En Espagne, la violence du choc économique est tout aussi extrême. Dans la péninsule Ibérique, en 2008, 80 % de la population avait souscrit un emprunt immobilier ; même les foyers avec des revenus modestes pouvaient devenir propriétaires grâce à des emprunts courant sur cinquante ans. Entre 2008 et 2014, les prix de l'immobilier s'écroulent de 30 %, une chute vertigineuse accentuée par la surconstruction de logements neufs, dont 700 000 restent vides au pire de la crise, alors que des familles entières se font expulser par les banques. Plus de 400 000 expulsions pour hypothèques ont lieu entre 2008 et 2015, avec un pic entre 2010 et 2011²⁵. Lors des expulsions, les banques saisissent le bien immobilier, mettent ce dernier en vente pour se rembourser, mais puisque les prix du marché se sont écroulés, ces mêmes banques bradent les biens avant de se retourner contre les anciens propriétaires pour réclamer le

24. Olivier Drot, « L'austérité en Grèce : tous les chiffres », *Okeaneews*, 7 mai 2014.

25. Jérôme Duval et Fátima Martín, « Espagne : près d'un demi-million d'expulsions, le produit d'une loi franquiste », CADTM, 19 janvier 2015.

solde de l'emprunt non couvert par la revente. Certaines personnes se retrouvent ainsi mises en demeure de payer 30 à 50 % du prix de leur ancienne maison, alors même qu'elles en ont été expulsées dans la plus grande violence. En octobre 2011, le taux de chômage de l'Espagne atteint 21,5 % de la population active, soit environ 5 millions de personnes, dont 45,8 % de jeunes de 16 à 24 ans. À la même période, la misère bat des records, avec près de 22 % des foyers espagnols vivant sous le seuil de pauvreté, fixé à 7 500 euros annuels pour une personne seule ou 13 500 euros pour un couple avec un enfant²⁶.

Si les Indignés espagnols faisaient preuve d'humour, scandant des slogans tels que « Si vous ne nous laissez pas rêver, on ne vous laissera pas dormir » au son des *cacerolazos* (concerts de casseroles) sous les fenêtres des dirigeants, en Grèce, l'ambiance est plus insurrectionnelle et le mot d'ordre est à la « désobéissance jusqu'au renversement ». Le mouvement d'occupation de places en Grèce sera ainsi marqué par deux caractéristiques majeures : d'une part, l'occupation de la place Syntagma s'inscrit dans un contexte de mobilisation sociale déjà très forte et, d'autre part, cette occupation se développe comme un instrument de lutte, de coordination et de politisation de forces non affiliées ou de militants hors des réseaux traditionnels. « Notre chance a été que les mouvements d'avant-garde refusent de participer aux occupations car ceux-ci cherchent toujours à reproduire leur propre façon de faire de la politique, le plus souvent à partir d'idées abstraites, tout en tentant d'imposer les mêmes schémas de pouvoir interne et les mêmes logiques descendantes propres à leur organisation. Cela a permis de changer la mentalité des gens vis-à-vis de la politique, et au mouvement de se décentraliser pour pénétrer chaque ville, chaque village, chaque quartier », témoigne Antonis Broumas²⁷, avocat et militant de la mouvance anti-autoritaire grecque. Ce témoignage grec souligne la préoccupation stratégique des mouvements des places pour développer de nouvelles dynamiques de mobilisation, d'abord en actant une nécessité de renouvellement des modes d'organisation

26. Sandrine Morel, « En Espagne, la grande misère avance à grands pas », *Le Monde*, 24 octobre 2011.

27. Antonis Broumas, mouvement anti-autoritaire, propos recueillis le 2 juillet 2016 à Athènes.

qui s'affranchisse des habitus politiques, ensuite en refusant la reproduction des hiérarchies et des anciens schémas d'autorité, que cette autorité repose sur un capital intellectuel ou sur une ancienneté de la pratique militante. Le mouvement d'occupation de places met ainsi fin à l'idée de représentativité de la démocratie libérale à travers la rupture définitive entre la base sociale et les élites. Il marque également la fin des expériences de mobilisations sociales du xx^e siècle et la marginalisation des structures politiques traditionnelles, qu'il s'agisse des syndicats ou des partis de masse ainsi que des différents courants avant-gardistes issus de la tradition marxiste. Néanmoins, le rejet des structures ne signifiait pas le rejet des militants, et ceux-ci furent conviés à intégrer la dynamique de convergence en déposant leur identité partisane à « l'entrée » de la place.

C'est pour n'avoir que partiellement tiré ces leçons et tenté de reproduire par simple mimétisme un mouvement « spontané » hors de toute dynamique sociale que les « Indignés français » n'auront pas réussi à mobiliser la population, comme nous allons le voir maintenant.

LES INDIGNÉS FRANÇAIS DE 2011, UNE APPROCHE MIMÉTIQUE VOUÉE À L'ÉCHEC

La fin du mois de mai 2011 approche, des dizaines de milliers de personnes occupent chaque jour les places centrales de la plupart des grandes villes espagnoles. Face à cette forme de mobilisation inédite, la plupart des médias français s'évertuent à présenter le mouvement comme spontané et pacifique, écartant comme pour se rassurer l'hypothèse d'un possible soulèvement populaire ou d'une révolution. À Paris, une première manifestation de soutien aux occupants de la Puerta del Sol est organisée devant l'ambassade d'Espagne le 21 mai 2011 par de jeunes Espagnols qui tentent de lancer un mouvement de solidarité. Un appel à occuper la Bastille est lancé sur les réseaux sociaux sous le mot d'ordre de « #FrenchRevolution » depuis un compte Twitter nommé « Acampada Paris », reprenant le nom des groupes organisés dans chaque ville espagnole. Le soutien reste timide, « 100 à

200 personnes²⁸ » se réunissent chaque soir sur les marches de l'Opéra Bastille mais ne parviennent pas à s'installer, pas assez nombreuses et étroitement surveillées par la police. Ces premiers sympathisants manquent d'ancrage dans les milieux militants qui, pour la plupart, semblent avoir été pris de court par le mouvement espagnol et sa forme hétéroclite. Dans les autres villes françaises, la dynamique est la même, mais à une échelle réduite.

Chez les Indignés français, à l'inverse des Espagnols et des Grecs, la spontanéité et l'impréparation sont totales. Le mouvement n'a été ni planifié ni anticipé et il faudra une dizaine de jours pour qu'au fil des rencontres s'organisent les premières commissions visant à amplifier le mouvement. Un premier texte est rédigé collectivement, annonçant dans son préambule : « Nous sommes les Indigné-e-s de la Bastille, Paris. Nous ne sommes ni un parti politique, ni une association, ni un syndicat. Nous sommes de simples citoyens comme vous²⁹ ! » D'emblée, les Indignés inscrivent donc l'identité du mouvement naissant dans une triple négation qui le coupe de toute attache militante et le condamne presque aussitôt à la marginalité. Les premiers acteurs se perçoivent ainsi, selon leurs propres mots, comme participant à une « insurrection civique, pacifique et apaisante », les trois piliers qui structurent la fondation du mouvement en France. La défense d'une posture apaisante rigide marquera l'identité des Indignés français, rejetant l'implication tant des structures politiques que des militants associatifs.

Le dimanche 29 mai 2011, plus d'un millier de personnes (3000 selon les organisateurs) réussissent à occuper la place de la Bastille et les marches de l'Opéra pour un sit-in et une première grande assemblée populaire afin de protester contre « le chômage, la précarité et la corruption » et dénoncer les « dérives de la démocratie³⁰ ». Des Espagnols ont fait le déplacement pour enseigner la nouvelle

28. Benoît Floc'h, « Après Madrid, les "Indignés" français s'installent place de la Bastille », *Le Monde*, 25 mai 2011.

29. Formule inscrite en préambule du premier texte adopté lors de l'assemblée générale de la Bastille du 27 mai 2011 (source : Réelle Démocratie Maintenant).

30. Luc Peillon, « À Bastille, les "Indignés" veulent "une insurrection civique et pacifique" », *Libération*, 29 mai 2011.

gestuelle codifiée qui a fait son apparition sur les places occupées, transmettant la revendication centrale du mouvement pour une « réelle démocratie maintenant », dont une banderole géante reprend le slogan sur la façade de l'Opéra Bastille. À la faveur de cet appel citoyen et des premiers articles de presse sur ces « Indigné-e-s à la française », plusieurs villes de France rejoignent le mouvement. Malheureusement, l'attention policière s'intensifie aussi et les Indignés sont délogés, leurs tentes confisquées, et les rassemblements sur les places interdits. Alors qu'arrive l'été, il devient évident que la dynamique française n'a ni l'ampleur ni l'assise, populaire ou médiatique, du 15-M espagnol. Pour autant, les Espagnols n'abandonnent pas leurs camarades internationaux et lancent un appel pour une « journée mondiale des Indignés » le 15 octobre 2011 ; l'une des premières marches mondiales décentralisées a lieu dans quelque 97 pays et 662 villes « pour réclamer un changement mondial » par la démocratie³¹. À Paris, un millier de personnes se réunissent sur la place de l'Hôtel-de-Ville pour une assemblée populaire.

Le 4 novembre 2011, suite à l'apparition d'Occupy Wall Street aux États-Unis, le mouvement français tente une seconde expérience en s'appuyant sur les réseaux constitués en mai afin d'occuper le quartier des affaires de la Défense à Paris. Cette fois, à la faveur d'une meilleure préparation, les Indignés parviennent à installer un camp pendant une dizaine de jours jusqu'à leur expulsion *manu militari*. Le mouvement est isolé, il peine à élargir sa base dans ce lieu symbolique du cœur glacé de la finance, chaque nuit battu par les vents et la pluie. En pleine nuit, la Défense est probablement le quartier le moins hospitalier de toute l'Île-de-France, un isolement qui favorisera une répression musclée des forces de l'ordre³². Les occupants parviennent cependant à ébaucher, au fil des débats quotidiens, les contours d'une réflexion consensuelle où se mêlent, parfois candidement, dénonciation du système capitaliste et utopie d'un « nouveau projet [de société] dont l'essence sera le respect

31. Communiqué Réelle Démocratie Maintenant, « Le 15 octobre, journée mondiale des Indignés », *Reporterre*, 15 octobre 2011.

32. « Les Indignés : un blessé sous la Grande Arche », *Le Parisien*, 5 novembre 2011.

des individus et de leur environnement³³ ». Si le discours peut apparaître quelque peu naïf, rappelons que le mouvement français aura été investi par des jeunes qui trouvaient là l'occasion d'un premier engagement politique. D'après plusieurs groupes d'occupants, le noyau dur des Indignés français « compta tout au plus un millier de participants et dix mille sympathisants³⁴ » et le mouvement resta largement marginalisé.

Alors que le livre de Stéphane Hessel *Indignez-vous!* dépasse le million et demi d'exemplaires vendus au premier trimestre 2011, le mouvement qui lui emprunte son nom peine donc à décoller. Cet étrange paradoxe soulève autant les limites de l'indignation sans action, cette émotion que l'on retrouve aujourd'hui si présente sur les réseaux sociaux, que celles de l'injonction moraliste sortie de tout contexte. En cantonnant leurs « exigences citoyennes » à une dimension éthique calquée sur les slogans espagnols contre les élites politiques et financières, les Indignés français n'ont pas tenu compte de cette exigence de contextualiser leur mouvement. Si le mouvement du 15-M a réussi à mobiliser aussi largement au sein des différentes couches de la population espagnole, c'est d'abord en dressant un tableau juste de la situation sociale du pays et des responsabilités des dirigeants, puis en proposant une solution pour organiser une forme de riposte collective et destituante. Sans ce travail sociologique de fond, permis notamment par l'inclusion de militants associatifs de terrain, l'approche mimétique du mouvement français se condamna à l'échec dès lors qu'il ne s'inscrivait pas dans une dynamique de mobilisation sociale en prise avec le réel.

Pour saisir ce problème de la décontextualisation du mouvement français, il faut néanmoins dépasser cette critique du mimétisme des Indignés hexagonaux pour réfléchir aux conséquences de l'ostracisation initiale des militants traditionnels au nom de la logique apartisane. En imposant une distance avec « les partis, les associations et les syndicats », le mouvement se coupe de toute assise politique autant qu'il s'isole d'un point de vue idéologique.

33. Communiqué collectif, « Les Indignés toujours à la Défense », *Reporterre*, 18 novembre 2011.

34. Dominique Albertini, « Pourquoi les Indignés français ne décollent-ils pas? », *Libération*, 12 octobre 2011.

Les participants professent ainsi la possibilité de construire *ex nihilo* une pensée citoyenne neutre, sans référence intellectuelle et sans histoire, en partant de l'axiome unique de l'existence d'un « bon sens populaire » suffisant pour alimenter l'« indignation » autant que pour diriger la cité. Par ailleurs, les Indignés français, dans leur fonctionnement parisien, montrent une certaine méfiance à l'égard des militants, suspectés de tentatives de manipulation ou de récupération, quand ils ne sont pas accusés de vouloir prendre des postures d'experts. Cette mise à l'écart est préjudiciable car elle empêche les mécanismes de transmission des récits et des savoir-faire militants, une capitalisation d'expériences qui aurait peut-être évité aux Indignés de nombreux écueils humains et impasses idéologiques.

À la faveur de discours sans réel ancrage social ou intellectuel, une tendance nouvelle apparaît au sein du mouvement français : le conspirationnisme. Il est par exemple assez surprenant de retrouver en 2011, dans le communiqué des Indignés de la Défense, une phrase relevant de la rhétorique conspirationniste classique : « Nous refusons de n'être que de simples pions manipulés par la mécanique d'un système opaque, sur lequel nous n'avons aucune prise. Alors qu'une grande partie de notre classe gouvernante s'est mise au service du monde financier et des grands groupes industriels, nous estimons que le système de démocratie dit "représentatif" ne nous représente plus³⁵. » Les thèmes du secret, de la manipulation et de l'impuissance des citoyens face à une élite organisée forment ainsi la trame théorique inépuisable de la grille de lecture complotiste. Ce qui apparaît avec les Indignés, c'est la volonté de groupuscules conspirationnistes d'infiltrer les mouvements citoyens et les cercles militants de gauche, autant que leur volonté d'influencer la politisation de ces « nouveaux militants » qui puisent leur inspiration politique sur Internet. Cette stratégie repose sur l'usage des réseaux sociaux pour diffuser et banaliser ces théories complotiste à travers le discours « indigné » contre des élites, et dont le conspirationnisme révèle l'organisation secrète pour dominer le monde. Nous aurons

35. Communiqué Réelle Démocratie Maintenant, « Les Indignés toujours à La Défense », *Reporterre*, 18 novembre 2011.

l'occasion de revenir sur ce thème dans le chapitre suivant sur le « camp antidémocratique ».

Il faut garder en tête que le mouvement global des Indignés, mais aussi juste avant lui les révolutions tunisienne et égyptienne, marque pour les réseaux sociaux le passage du simple outil de communication et d'information, vecteur de l'indignation, à un outil de mobilisation de masse. Or, à cette même époque, les réseaux militants de la gauche française se démarquent par leur absence quasi complète sur les réseaux sociaux, refusant de recourir à des multinationales américaines pour promouvoir leurs contenus politiques. À l'inverse, les réseaux complotistes, à l'image de l'association Égalité et Réconciliation d'Alain Soral, tissent la toile d'une véritable complosphère numérique, multipliant les blogs et les chaînes vidéo. Profitant de l'absence de couverture médiatique du mouvement, ces médias conspirationnistes font réaliser des vidéos dont l'objectif est de drainer vers leurs sites une part de l'audience du mouvement. Ils diffusent ainsi des informations où se mêlent volontairement prises de parole d'Indignés et membres de leur propre groupe afin de construire une fausse image de consensus autour de leur théorie. Ce détournement se fait aussi par le biais de « revues de presse » : Égalité et Réconciliation relaie ainsi sur sa page web vingt-deux articles et vidéos sur Occupy entre octobre et novembre 2011, la plupart valorisant les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre notamment diffusés par la chaîne vidéo Russian Today (RT News). En partant de ces constatations, il semblerait que le rejet maladroit des militants politiques au nom d'un positionnement apolitique et apartisan ait favorisé l'apparition d'une forme inédite d'acculturation politique perméable aux discours complotistes et confus. Par la suite, le positionnement « ni gauche ni droite », partiellement démocratisé par les Indignés, sera largement repris par une extrême droite aux références citoyennistes biaisées qui détournera le discours sur le libre choix démocratique pour valider des idées et des projets antithétiques à la liberté et à l'émancipation.

L'histoire des Indignés en France reste ainsi dans la mémoire des participants et des observateurs comme celle d'un espoir déçu et de l'échec d'une forme nouvelle de mobilisation dont l'alchimie fut longtemps enviée aux Espagnols. Cependant, comme nous avons pu le voir, son histoire parsemée d'embûches et d'erreurs revêt un

intérêt particulier en termes d'analyse militante et de leçons tirées dont les conclusions, certes parfois sévères, ont permis d'alimenter cinq ans plus tard la préparation et l'animation de Nuit debout.

LE MOUVEMENT SOCIAL FRANÇAIS ENTRE 2010 ET 2015 : TIRER LES LEÇONS, REPENSER LA MOBILISATION

« Ceux qui ne bougent pas ne peuvent sentir le poids de leurs chaînes. » Cette maxime énoncée par Rosa Luxemburg, figure du socialisme allemand, ne peut simplement s'entendre comme le constat de l'apathie collective dont souffrent ceux que le sort a figés dans leur condition sociale. Elle peut également se comprendre comme une parabole évoquant les difficultés de mettre en mouvement des masses enchaînées par la fausse conscience de l'impuissance collective, autant que le fardeau pesant sur les épaules du militant qui, parce qu'il s'engage, doit supporter le poids du pouvoir étatique auquel il s'oppose. Parfois, ce même militant doit aussi supporter la pesanteur des bureaucraties internes ou les arguties de directions indécises, lourds maillons d'une chaîne qui bride la spontanéité des discours et des actions, autant que leur efficacité. Ainsi, avant même de parler des circonstances immédiates qui ont permis l'avènement d'un authentique mouvement d'occupation de places en France avec Nuit debout, il est nécessaire de revenir sur l'échec de la mobilisation contre la réforme des retraites en 2010 pour bien saisir l'impact de ce ratage sur les futurs modes de mobilisation.

À la veille de l'été 2010, le président Nicolas Sarkozy et le ministre du Travail Éric Woerth annoncent leur volonté de réformer rapidement le régime des retraites en repoussant l'âge minimum de départ à 62 ans. À la rentrée, les syndicats organisent la riposte et lancent une série de grèves journalières assorties de grandes marches jusqu'à la discussion de la loi au Parlement à la mi-octobre. Si ces mobilisations sporadiques permettent de mettre du monde dans la rue, elles n'ont que peu d'impact sur l'économie ou le fonctionnement du pays. Ce sentiment d'improvisation est renforcé par l'établissement d'un calendrier de mobilisation incohérent. Alors que certains secteurs décident de lancer une grève reconductible (cheminots, raffineries, etc.), ils voient les directions réunies dans

l'intersyndicale laisser passer une dizaine de jours entre la manifestation réussie du 19 octobre, pic de la mobilisation avec 3,5 millions de manifestants, et la suivante le 28 octobre, soit le lendemain du vote de la loi à l'Assemblée nationale ! En réalité, malgré l'union de façade, les syndicats sont divisés sur les stratégies à suivre³⁶.

« Les trois quarts des Français se sont opposés à cette réforme des retraites, mais les cinq principales confédérations n'ont pas été capables de s'entendre sur des modes d'action appropriés, de nature à empêcher cette régression sociale. Des dizaines de milliers de militants éprouvent un sentiment d'échec et de gâchis. Certes la bataille de l'opinion a été gagnée. Le problème, c'est que depuis 2002 les organisations syndicales gagnent toutes les batailles de l'opinion, mais n'ont réussi à empêcher aucune régression sociale, hormis le CPE³⁷ », analyse judicieusement un syndicaliste CGT dans une tribune publiée par le journal en ligne *Reporterre* à la mi-novembre 2010.

Ces erreurs de stratégie, comme les nombreuses divisions apparues, laisseront un profond sentiment de malaise et de défiance à l'égard des directions syndicales, qui affectera le visage des mobilisations sociales des années suivantes. L'échec de la mobilisation des Indignés en 2011 ainsi que son zèle apartisan peuvent donc aussi s'expliquer par l'amertume laissée par ce mouvement social qui, s'il avait su tirer les leçons de son échec, aurait perçu que cette crise de confiance touchait autant les structures d'organisation que des modes de mobilisation ringardisés et sans capacité à créer du commun, chacun défilant derrière l'étendard de « sa centrale ». Les stratégies de mobilisation de masses sous les traits de cortèges syndicaux hermétiques apparaissent à partir de cet échec comme un pari doublement risqué, susceptible, du même coup, de démoraliser des troupes trop clairsemées sans créer de synergies parmi les participants autant que de raconter la mauvaise histoire, celle d'une minorité de blocage aux réformes, image qui sera utilisée par les gouvernements pour imposer des réformes impopulaires au nom de la majorité silencieuse. C'est donc à partir de ce constat de double

36. Marc Landré, « Retraites : les syndicats divergent sur la stratégie », *Le Figaro*, 5 octobre 2010.

37. André Martin, « Un bilan de la bataille des retraites », *Reporterre*, 13 novembre 2010.

échec, celui de la réforme des retraites et des Indignés, auquel nous pourrions ajouter l'affaiblissement de la dynamique « altermondialiste », que se renforcera en France une phase d'expérimentation de nouveaux modes d'organisation (activisme, ZAD, plateformes inter-organisations, collectifs citoyens) et de médiatisation des luttes (réseaux sociaux, actions symboliques, automédiatisation). Si elles ne cherchent pas à faire table rase du passé, ces nouvelles formes de lutte puisent cependant dans les expériences réussies des occupations de places chez nos voisins, notamment grâce au déploiement efficace de réseaux militants internationaux capables de transmettre les savoirs par-delà les frontières.

Au-delà de la critique et de la reconnaissance des apports passés des structures de masse (partis et syndicats), la problématique qui s'impose à ces organes politiques est celle de la reconnaissance de leur perte de pouvoir due en partie à l'anachronisme de leur mode d'organisation et à l'épuisement de leurs modes d'action, en particulier la banalisation de la manifestation. En termes de stratégie, en refusant d'admettre leur affaiblissement, les partis et les syndicats risquent de s'isoler là où il y aurait au contraire nécessité de reconnaître les nouveaux acteurs issus de la société civile formelle (ONG, etc.) ou informelle (collectifs, groupes citoyens, etc.). Ce changement d'approche stratégique, plus convergente, exige une culture nouvelle du compromis et de la transparence afin de construire la confiance et de mettre en place de nouvelles alliances. Il faut pour cela admettre qu'il est devenu impossible pour ces acteurs de plus en plus isolés de récupérer, comme c'était le cas au ^{xx}e siècle, des mouvements qui les débordent idéologiquement et humainement. C'est à travers ce renouvellement de l'engagement et de ses modalités qu'émerge progressivement l'idéal de démocratie, idéal qui se présente à la fois comme un mode immédiat d'organisation des luttes, répondant aux exigences de coopération et d'égalitarisme entre acteurs, et comme un objectif à poursuivre capable de fédérer le mouvement et d'ouvrir un horizon commun de lutte. Ces problématiques vont ainsi mûrir pendant plusieurs années, entre 2011 et 2015, à travers des luttes à la fois reterritorialisées et multisectorielles. À l'instar de l'opposition aux grands projets inutiles et imposés (GPII), ces nouveaux fronts voient apparaître des logiques originales d'alliances militantes (zadistes, soutiens

citoyens, experts, associations et syndicats paysans) capables de se coordonner sur la base d'un consensus valorisant la diversité des modes d'action et admettant la légitimité de tous les acteurs. C'est bien dans ces leçons, et dans les nouvelles dynamiques de mobilisation en cours sur le territoire français, que Nuit debout puisera l'inspiration de sa stratégie. Si sa dynamique reprend les codes établis lors des mouvements de 2011 en Espagne ou en Grèce (occupation, assemblées, démocratie directe), nous verrons qu'elle introduit aussi une logique inédite de « convergence des luttes » pour faire advenir, si ce n'est un autre monde, un autre mode d'organisation des mouvements collectifs.

ENTRE RÉSILIENCE ET RÉSISTANCE, FAIRE ÉMERGER UNE FORME NOUVELLE DE MOBILISATION

Assassinat des auteurs et caricaturistes de *Charlie Hebdo* le 7 janvier. Prise d'otages de l'Hyper Cacher le 9 janvier. Massacre au Bataclan et dans plusieurs bars parisiens le 13 novembre. L'année 2015 aura été d'une violence extrême, instillant dans la population une peur panique, de celles qui vous laissent à la fois désorientés et incapables de réagir. Paradoxalement, alors que les terroristes souhaitent s'attaquer aux supposées valeurs démocratiques de l'Occident, les États et leurs élites s'érigent en hérauts de ces valeurs tout en affaiblissant les libertés fondamentales au nom de la sécurité et du « contre-terrorisme ». Devant ce dilemme, les mouvements d'occupation de places portent en eux la volonté de construire des réponses collectives à la complexité d'un monde dont les contradictions deviennent aussi mortifères qu'évidentes. Dans ce contexte, un mouvement tel que celui de Nuit debout peut être vu autant comme une démarche de construction de valeurs alternatives que comme l'expression d'une résilience populaire face aux chocs. La résilience s'entend comme la capacité pour une personne ou un groupe de faire face à un traumatisme, d'en intégrer la réalité et les conséquences, sans faux-semblants, pour ensuite « rebondir » et entamer un processus de reconstruction qui peut aboutir à un renforcement ou à une stratégie visant à éviter de reproduire les erreurs qui auraient pu conduire à la catastrophe.

Le premier acte de résilience collective furent les immenses marches en hommage à *Charlie Hebdo* au nom de la liberté d'expression et de la presse, réaffirmation symbolique de deux piliers démocratiques. Le 11 janvier 2015, après les attentats de *Charlie Hebdo*, des millions de personnes affrontent spontanément et collectivement l'angoisse et se muent en militants pour la liberté le temps d'une journée. Malheureusement, la dénaturation de cette immense force est entamée dès son apparition avec la récupération de la marche par les politiciens jouant des coudes pour apparaître sur cette photo symptomatique de notre époque. Puis, après le carnage de novembre ciblant une jeunesse cosmopolite que l'on retrouve au cœur des places occupées d'Europe et d'ailleurs, la mise en place de l'état d'urgence à partir du 14 novembre intime à chacun de se terrer chez soi, désamorçant ainsi toute tentative de renouer avec l'élan citoyen de janvier.

Cette « suspension provisoire de l'État de droit » sera ensuite utilisée pour contenir les manifestations supposées émailler le sommet onusien contre le réchauffement climatique, la COP21, qui doit se tenir à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015. Dès le 18 novembre, le gouvernement prononce l'interdiction de la marche pour le climat prévue pour le 29 novembre ainsi que celle de clôture de la conférence, deux temps forts de l'agenda militant destinés à rendre visible le mouvement pour le climat. Depuis plusieurs mois, les organisations françaises mais aussi internationales se sont réunies en une large coalition pour coordonner leurs efforts, faire pression sur les décideurs et établir les lignes rouges à ne pas dépasser pour contenir le réchauffement climatique sous le seuil fatidique des deux degrés. Cependant, après avoir tiré les leçons de l'échec de Copenhague (COP15, 2009) déjà présenté comme le « sommet de la dernière chance », les ONG souhaitent sortir du scénario périmé d'un sursaut miraculeux des États afin de lancer un « mouvement fort et durable pour la justice climatique³⁸ » mené par les citoyens et la société civile. Il y a là un changement de paradigme important qui se joue. La société civile tourne le dos aux dirigeants

38. Appel de la Coalition Climat 21 regroupant 130 organisations de la société civile.

en empruntant le chemin d'une logique destituante et rejette le rôle de pastiche démocratique qu'on tente de lui imposer dans un contexte où ses avertissements et ses exigences sont de plus en plus marginalisés. Désormais, elle veut privilégier une logique d'autonomie du mouvement, capable de porter ses propres solutions et alternatives, et d'influer directement sur les populations.

Face à cette société civile qui cherche à les concurrencer sur le plan tant de la légitimité que de l'influence, le gouvernement français et les grandes puissances internationales comptent sur la COP21 pour réaffirmer leur monopole de la puissance d'agir. Le récit d'un sauvetage *in extremis* du monde grâce aux efforts de consensus de dirigeants responsables est déjà écrit et envoyé à la presse. Personne n'entend donc laisser tous ces manifestants gâcher la fête et l'état d'urgence devient une aubaine pour les garder sous contrôle. Les lieux occupés par les manifestants sont perquisitionnés ou fermés. Après les fouilles viennent les privations de liberté, vingt-quatre militants écologistes sont assignés à résidence durant toute la durée de la COP21, une mesure jusqu'à présent utilisée à l'encontre de personnes soupçonnées de projet terroriste³⁹. Leur avocate, M^e Marie Dosé, dénonce une dérive incontestable de l'état d'urgence : « On nous explique qu'ils sont assignés à résidence car ils auraient peut-être l'idée d'aller à Paris. Si on commence à assigner à résidence pour des idées qui ne sont pas terroristes, c'est quand même une atteinte à la liberté d'opinion, de manifestation et de conscience. » Ce sont ainsi les plus fondamentaux des droits démocratiques qui sont remis en cause par l'état d'urgence, une situation qui appelle dès lors à une résistance d'autant plus vive qu'il y a urgence à repenser de nouveaux modes d'action et d'organisation. Ceux qui s'y risquent sont interpellés, 316 manifestants seront mis en garde à vue pour avoir participé à un « attroupement non armé » et « refusé de se disperser » lors de la manifestation interdite du 28 novembre place de la République à Paris.

L'utilisation de l'état d'urgence pour empêcher les manifestations écologistes et déstabiliser les cercles militants illustre une

39. Stéphanie Trouillard, « Vingt-quatre militants écologistes assignés à résidence à la veille de la COP21 », France 24, 29 novembre 2015.

« stratégie politique traditionnelle d'élargissement des cibles des dispositifs répressifs d'exception à des fins d'élimination de l'opposition⁴⁰ », explique Vanessa Codaccioni, maîtresse de conférences en science politique à Paris-VIII et auteure de *Justice d'exception. L'État face aux crimes politiques et terroristes*⁴¹. L'analyse de la chercheuse sonne comme un avertissement : « Les gouvernements ont toujours tendance à vouloir institutionnaliser ce type de décisions dites "exceptionnelles", parce qu'elles sont perçues comme plus efficaces, plus sévères, parce qu'elles donnent bien souvent une latitude plus large à l'exécutif ou aux autorités en charge de la sécurité du territoire. » Malheureusement, « l'exception n'est jamais une "anomalie provisoire" des systèmes punitifs » sur laquelle on peut revenir ou qui peut ensuite être corrigée, au contraire, « les "moments d'exception" marquent durablement les régimes démocratiques », conclut l'universitaire française. Rappelons que l'état d'urgence avait initialement été décrété pour douze jours ; il sera prolongé de trois mois par le Parlement, puis encore de six mois supplémentaires après l'attentat de Nice en juillet 2017. La tentation de légaliser et de normaliser l'exception semble ainsi irrésistible pour le pouvoir, à l'image de ce qui fut tenté par le président de la République en janvier 2016 à travers la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité. Ce projet est finalement annulé le 30 mars 2016, notamment grâce à une forte mobilisation de la société civile, début janvier 2016, qui permettra de faire la jonction entre la mobilisation climatique et le mouvement naissant contre la loi Travail.

En appliquant des mesures vexatoires à l'encontre de militants n'ayant fait qu'exprimer leurs opinions et revendiquer leur droit à manifester, les pouvoirs publics tentent de formater par des facteurs juridiques de légalité, voire d'illégalité avec l'état d'urgence, les modes d'expression tolérables dans le cadre d'activités militantes, surtout si ces pratiques risquent de remettre en cause le rapport

40. Interview de Vanessa Codaccioni par Mathieu Dejean, « L'État profite de l'état d'urgence pour annihiler toute contestation politique », *Les Inrocks*, 11 décembre 2015.

41. Vanessa Codaccioni, *Justice d'exception. L'État face aux crimes politiques et terroristes*, CNRS Éditions, 2015.

de force. L'objectif poursuivi lors de la COP21 pourrait ainsi s'apparenter à une tentative de neutralisation des mouvements sociaux par l'établissement d'un nouveau cadre de manifestation soumis au contrôle des forces de l'ordre. Souhaitant braver l'interdiction de se réunir pour la clôture de la COP21, une partie des militants pour le climat a besoin d'un événement fort pour donner une visibilité et une cohérence au mouvement autonome qu'ils souhaitent voir advenir. C'est ainsi que plusieurs stratégies émergent, complémentaires, pour tenter de faire exister un récit militant à côté de la success-story officielle de l'« accord historique de Paris ». D'un côté, un regroupement d'ONG obtient l'autorisation d'occuper le Champ-de-Mars à Paris, bien loin du récit triomphant des États réunis au Bourget. Pour ce meeting final, une action symbolique s'organise, sous forme d'une chaîne humaine autour des parterres de fleurs. Bien qu'inoffensif au plus haut point, ce regroupement militant se tient dans un parc entièrement cloisonné par des barrières de sécurité et où chaque personne entrant dans la « zone de manifestation » doit faire l'objet d'une fouille par des policiers, ce qui assure l'imperméabilité de la manifestation avec le reste de la population. Ce dispositif humiliant enlève ainsi aux militants toute possibilité de ressentir la moindre puissance collective, il neutralise les élans de solidarité et cloisonne les espoirs, tout en renvoyant l'image d'une agitation pittoresque.

Pourtant, le même jour, dans une tout autre ambiance, ont lieu l'occupation et le blocage de l'avenue de la Grande-Armée où sont érigées symboliquement des lignes rouges, limites à ne pas franchir pour « sauver le climat ». Là encore, le contexte de répression féroce a obligé les organisateurs (ONG, syndicats paysans et activistes rodés) à modifier rapidement leur plan initial, mais sans renoncer à l'idée d'un nécessaire acte de désobéissance civile annoncé seulement vingt-quatre heures à l'avance. Les 10 000 à 15 000 manifestants réunis ont à l'esprit cette idée de désobéissance, d'une résistance active qui ne demande plus la permission et assume de s'exposer à certains risques (physiques, juridiques), notamment parce que ces risques ont été préalablement identifiés par les organisateurs et acceptés par les participants. Par ailleurs, durant toute la COP21, des groupes activistes ont aussi multiplié les actions directes (occupation du Grand Palais, Climate Games, Faucheurs de chaises), le plus souvent

dans un esprit de luttes joyeuses, créatives et non-violentes, réussissant la prouesse de faire participer un grand nombre de « nouveaux concernés ».

En dépit des frustrations et des humiliations, le pari d'utiliser la COP21 comme un tremplin pour les luttes à venir aura été réussi, initiant une démocratisation de la désobéissance civile. La mobilisation climatique permet de se réappropriier, en partie, une identité militante, celle du résistant non-violent, à la fois fédératrice et porteuse d'un projet alternatif, capable d'opposer à la morosité ambiante un visage d'espoir que l'on verra réapparaître quelques semaines plus tard sur une place de la République à nouveau transfigurée par Nuit debout.

Ces rassemblements constituent la preuve d'une capacité de mobilisation forte malgré les tentatives de restriction des mouvements sociaux, ils témoignent d'un besoin de résistance et de réappropriation de la rue pour ne pas l'abandonner ni aux tenants de la terreur ni aux promoteurs d'un État policier. Sur ces enjeux de défense des droits fondamentaux liés à la démocratie viendra ensuite se greffer celui de la défense du Code du travail avec la mobilisation contre la loi El Khomri. Surtout, la modification de la doctrine répressive à l'encontre des mouvements sociaux indique le renforcement d'un camp antidémocratique de plus en plus offensif qui porte atteinte aux libertés fondamentales et se confronte très directement à l'idéal démocratique. C'est bien cet ennemi, cette oligarchie des 1 %, que les mouvements des places se sont attachés à décrire et à caractériser.

II. IDENTIFIER ET COMBATTRE LE CAMP ANTIDÉMOCRATIQUE

Après avoir contextualisé l'apparition de mouvements d'occupation de places, marqués par la recherche de stratégies de mobilisation et de nouvelles formes d'organisations démocratiques, nous devons maintenant acter un processus de remise en cause de la démocratie marqué par la double tentation de l'autoritarisme et de la technocratie. Cette dernière s'exprime sous la forme d'un gouvernement des experts s'appuyant sur la bureaucratie et dont la légitimité reposerait sur un principe d'efficacité opposé à une démocratie jugée trop politisée et de ce fait sclérosée, incapable d'avancer. La tentation autoritaire s'illustre, quant à elle, par un rejet de l'idée de responsabilité collective et d'universalisme des droits et libertés démocratiques. Ces deux critiques, si elles peuvent s'opposer sur les responsabilités ou les solutions à la crise démocratique, n'en restent pas moins des alliées objectives en ce qu'elles travaillent fondamentalement à provoquer la mise en échec de l'organisation des pouvoirs démocratiques tels que nous les connaissons. Lorsque les mouvements des places cherchent à reconstruire un sentiment de collectivité, partant de la communauté des occupants et des citoyens compris comme acteurs responsables, à l'inverse, le parti antidémocratique, tel qu'il faut bien l'appeler, travaille à exacerber la déréliction populaire. Il alimente en permanence ce sentiment d'isolement et d'abandon des individus face à une démocratie traîtresse dont les promesses auraient été bafouées par les représentants du peuple, prêtres détroqués de la condition politique et responsables uniques de la crise institutionnelle. Si ces deux faces du parti antidémocratique peuvent apparaître comme deux tendances différentes, chacune avec ses stratégies et son personnel politique distincts, l'une et l'autre s'alimentent néanmoins mutuellement par un jeu pervers de reconnaissance et de rejet mutuels.

La critique technocratique de la démocratie se fonde principalement sur le manque supposé d'efficacité et de réactivité du modèle

parlementaire, présenté comme le lieu d'expression de tous les anachronismes et de tous les conservatismes, face à un monde globalisé et sujet à des ruptures brusques (« disruptions »). Pour cela, la technocratie propose de substituer à la lenteur démocratique la réactivité et la flexibilité d'un gouvernement des experts et des techniciens s'appuyant sur une bureaucratie étatique, celle des hauts fonctionnaires, avec le soutien des élites économiques, cette classe des managers, pour leur supposée connaissance d'une réalité de terrain réduite à sa dimension marchande. L'agenda politique se limite principalement à la refonte et au démantèlement d'un État trop gourmand en impôt, endetté et dépensier, comme le ferait n'importe quel *cost killer* dans une entreprise. La libéralisation et la privatisation des avoirs ou des entreprises étatiques doivent, quant à elles, assurer la prospérité économique. La croissance induite bénéficiera bien entendu, selon la théorie classique du ruissellement des richesses, à l'ensemble d'une population enfin libre, dynamique et motivée pour travailler. Enfin, la critique technocratique de la démocratie s'étend également à la dénonciation d'une « politisation excessive des politiques publiques » (oxymore typique de la novlangue), expression péjorative dénonçant l'implication d'enjeux politiques, électoralistes ou médiatiques dans la prise de décision. Une politisation abusive qui tendrait aussi à la disqualification de positions trop marquées par un cadre idéologique ou éthique, ou plus largement portées par l'intervention des citoyens (manifestations, pétitions, etc.) et de toutes considérations ne rentrant pas dans les cases d'analyse de l'économie ordolibérale. Appliquée au modèle de la démocratie, cette tentation technocratique prend les traits de ce que le politologue britannique Colin Crouch a nommé la « post-démocratie¹ », un système politique où le formalisme démocratique demeure en apparence (séparation des pouvoirs, élections, multipartisme), mais où la réalité du pouvoir et la souveraineté ont été déposées dans les mains d'une élite autocratique et économique. Le régime post-démocratique ne serait alors plus qu'une coquille vide, une illusion, exactement comme l'ont dénoncé les

1. Colin Crouch, *Post-démocratie*, Diaphanes, 2013.

occupants de places dans toute l'Europe en revendiquant une démocratie réelle, pleine et authentique.

Cette tentation technocratique ou post-démocratique s'exprime aujourd'hui à plusieurs niveaux, depuis des institutions internationales comme le Fonds monétaire international ou l'OCDE, mais en premier lieu peut-être à la Commission européenne et dans ses institutions financières, qui utilisent la crise de la dette pour imposer à toute l'Europe une politique de rigueur (gel des dépenses) ou d'austérité violente (déstructuration des services publics, privatisation, baisse des retraites, etc.). « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens », cette seule citation de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, prononcée au lendemain du référendum grec sur l'allègement de la dette, permet d'illustrer le propos. Il faut ajouter à cela le développement dans chaque État européen d'un lobbying d'intérêts particuliers puissamment financé, à l'image des pratiques d'influence au sein des institutions européennes, et face auquel aucune volonté de régulation efficace ne semble opposée. Plus encore, les nouveaux traités commerciaux négociés ou établis entre les zones européenne et nord-américaine (TAFTA avec les États-Unis ou CETA avec le Canada) constituent des atteintes directes à la souveraineté des États et préfigurent l'avènement de nouveaux organes supra-étatiques capables de contraindre tant le législateur (coopération réglementaire) que le juge (tribunaux arbitraux privés ou ISDS), ne laissant de fait que peu de place pour l'existence d'un système authentiquement démocratique. Face à ce recul des prérogatives de l'État et des politiques publiques, nous ne pouvons que constater, comme je l'ai exposé dans *Plaidoyer pour un contre-lobbying citoyen*², la disparition des équilibres fragiles qui permettaient à certains contre-pouvoirs citoyens ou militants d'influencer les décisions et légitimaient l'idée d'une représentation de l'intérêt général par les parlementaires. L'avancée visible du camp technocratique est donc largement responsable de la crise de confiance à l'égard des dirigeants perçus comme corrompus ou agissant en collusion avec des lobbies et des intérêts privés.

2. Benjamin Source, *Plaidoyer pour un contre-lobbying citoyen*, op. cit., 2014.

Cette causalité directe constitue l'un des fondements de l'indignation populaire et de la revendication d'une démocratie réelle face à un modèle technocratique que les manifestants se sont attachés à définir et à mettre en lumière.

Pour prendre un exemple, en Italie, après la chute de Silvio Berlusconi en novembre 2011, le pays traverse une grave crise politique qui paralyse le Parlement au moment où l'économie du pays vacille sous la pression des agences de notation³. Le président Giorgio Napolitano (86 ans), sur la suggestion de Bruxelles, décide de nommer un « gouvernement de techniciens » sous la présidence de Mario Monti, qui prend également les rênes du ministère de l'Économie. « Mario Monti était en quelque sorte un choix obligé, parce qu'on était forcés d'agir vite, explique ainsi Francesco Saraceno, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Le choix idéal aurait été de nouvelles élections, mais cela aurait pris des mois⁴. » Pour justifier les entorses à la démocratie, cet économiste italien reprend clairement les thématiques technocratiques de l'urgence et de la lenteur démocratique ainsi que du choix imposé par la compétence. En effet, Mario Monti est un économiste orthodoxe et un fin connaisseur de la relation complexe entre les instances européennes et les marchés financiers. Il fut commissaire européen au Marché intérieur et à la Concurrence (1995-2004), avant de se reconverter en consultant pour la banque américaine Goldman Sachs (2005), puis de présider différents think tanks libéraux. En 2011, ce sont trois dirigeants européens, Mario Draghi à la Banque centrale européenne (BCE), Mario Monti en Italie et Lucas Papadémos, autre technocrate nommé à la tête du gouvernement grec, qui appartiennent au « gouvernement Sachs », comme le nomme le journaliste financier Marc Roche du *Monde*, du fait de leurs liens professionnels avec la banque Goldman Sachs⁵. Ce qui est notable avec Mario Monti, c'est qu'il ne s'est jamais présenté devant les électeurs et n'a jamais

3. « Moody's baisse la note de l'Italie de trois crans », RTS Info, 5 octobre 2011.

4. Marion Solletty, « Italie, Grèce : les technocrates, sauveurs de l'Europe ? », francetélévisions.fr, 14 novembre 2011.

5. Marc Roche, « Goldman Sachs, le trait d'union entre Mario Draghi, Mario Monti et Lucas Papadémos », *Le Monde*, 14 novembre 2011.

été élu jusqu'à sa nomination aux plus hautes fonctions italiennes. Quant à sa « thérapie de choc », telle qu'il nomma sa politique d'austérité brutale, elle n'a pas permis de relancer la croissance comme l'indiquaient ses prévisions, mais a au contraire plongé le pays dans la récession et provoqué l'augmentation du chômage, des inégalités et de la violence sociale. Malgré ces résultats piteux, il n'hésita pas à constituer une liste commune « Avec Monti pour l'Italie » où il admit à ses côtés Gianfranco Fini, ancien néofasciste reconverti dans l'extrême droite parlementaire, Franco Frattini, ex-ministre des Affaires étrangères de Berlusconi, et Luca Cordero di Montezemolo, président-directeur général de Ferrari. La liste se fracassa aux élections (10 %), mais Monti bénéficia d'une nomination en tant que « sénateur à vie » sur nomination présidentielle, siège qu'il occupe aujourd'hui encore.

Cet exemple témoigne que des technocrates œuvrant à la diffusion des idées et des normes néolibérales peuvent trouver des alliés au sein de la droite nationaliste, notamment autour d'un agenda commun de démantèlement des politiques publiques. Lorsque les nationalistes proposent un critère de « préférence nationale » dans l'attribution des aides sociales, c'est une politique d'austérité déguisée fondée sur une double discrimination ethnique et économique qui répond parfaitement aux attentes des financiers sur la baisse des dépenses publiques et le remboursement de la dette. Mais cette ambition commune de libéralisation de l'État social, caractérisée par la fin d'un régime de protection sociale et de droit du travail, rencontre des résistances de plus en plus convergentes et radicales parmi la population, comme nous avons pu le voir en Grèce, en Espagne ou en France. Sans possibilité d'une alternative démocratique, il semblerait donc que le recours à l'autoritarisme apparaisse comme une solution nécessaire pour imposer les réformes demandées par le camp technocratique.

LA TECHNOCRATIE, CHEVAL DE TROIE DE L'AUTORITARISME

Dans un contexte de montée de l'extrême droite et des populismes, voire de leur accession au pouvoir dans certaines démocraties occidentales, les technocrates en viennent à considérer que le

jeu électoral est un mode de désignation démagogique. La compétition démocratique est ainsi facilement réduite à sa dérive électoraliste, attitude politique qui fluctue selon les bénéfices électoraux escomptés, et à sa tendance clientéliste envers des citoyens suspectés d'agir pour leur intérêt personnel. En réaction, les technocrates se positionneraient en ultime rempart à la victoire par les urnes du camp autoritaire en proposant un « gouvernement des sages » qui s'imposerait par la compétence. C'est ce que nous pourrions appeler le camp de la « bonne gouvernance », pour qui la politique, qui plus est dans les extrêmes, se caractérise par une survalorisation des affects ou des idéologies, la fameuse « politisation des dossiers », auxquels il conviendrait de substituer la tempérance d'experts neutres et le sérieux des managers. La démocratie dans sa dimension électorale et pluraliste n'est alors plus considérée comme une nécessité, la source de la légitimité n'est plus dans le vote, mais repose sur la cooptation et un système de reconnaissance par les pairs. En poussant ce raisonnement à son paroxysme, les technocrates arrivent à la conclusion que, pour sauver la démocratie face à la menace de l'accession au pouvoir du camp autoritaire, il faut tout simplement renoncer à la démocratie. La perversion du raisonnement repose d'une part sur le fait de suggérer aux démocrates condamnés le choix de leur bourreau, mais également sur le fait que, loin de s'opposer à la montée du nationalisme et de l'autoritarisme, la prise de pouvoir technocratique et sa variante parano-complotiste (nouvel ordre mondial, Illuminati, etc.) sont devenues des thèmes repris par l'extrême droite et participent, frauduleusement, à la popularité de celle-ci. Le camp autoritaire contribue à former, voire à déformer, l'image du technocrate et du politicien corrompus afin de construire la représentation d'un ennemi personnel nécessaire à la constitution d'un clivage social, à l'instar de l'oligarchie des 1 % désignés par Occupy aux États-Unis, mais cette fois immédiatement transformé en opportunité électorale. En s'appropriant cette image d'un ennemi en col blanc, traditionnellement issu de l'imaginaire classique des gauches, les partis d'extrême droite tentent, plus ou moins adroitement, de faire passer au second plan la figure xénophobe et raciste de l'étranger comme ennemi de la nation dans une logique de « dédiabolisation » de leurs discours.

L'autre différence notable avec l'approche des Indignés est que seule la dénonciation des dérives morales personnelles est mise en scène, par l'image du « tous pourris », et non l'appartenance à un système mû par des idéologies, des rapports de force ou de classe. Ces raisonnements évitent soigneusement de promouvoir une réflexion de fond sur les causalités des comportements dénoncés, réduisant le problème de la corruption à sa conception moralisatrice et écartant toutes remises en cause d'une logique systémique plus large, en particulier la critique du capitalisme ou du centralisme étatique incarné par la figure d'un président omnipotent. Dans cette configuration d'unique dénonciation d'un ennemi infiltré, le problème à résoudre se limite alors à l'élimination d'élites perverses grâce à l'action d'une minorité déterminée à sauver le peuple et l'État, outil indispensable à l'exercice de l'autorité. Cette approche s'inscrit donc dans une logique d'épuration classique des régimes autoritaires, partant d'abord de l'État puis descendant à tous les échelons de la vie politique. La crainte est de voir s'élargir progressivement les critères définissant le « parasite » à éliminer à toute fonction ou personne dont les activités sont jugées indésirables pour le régime.

De façon concomitante à la récupération des discours anti-élites, il est possible d'observer depuis une dizaine d'années l'apparition de groupuscules d'extrême droite se revendiquant non plus de la haine raciale ou religieuse, mais d'une mouvance dite « dissidente » ou « anti-système » largement alimentée par ce qu'il convient d'appeler la complotosphère et les théories conspirationnistes véhiculées sur Internet. Ces théories visent à faire admettre la croyance dans l'existence d'un complot caché qui s'imposerait comme une grille de lecture réaliste pour saisir la vérité dissimulée sous chaque événement social ou historique, en postulant la toute-puissance d'une élite obscure capable de manipuler l'opinion et les gouvernements. « Le récit explicatif proposé s'affranchit des règles élémentaires du raisonnement scientifique, notamment en écartant systématiquement les éléments qui seraient de nature à le contredire ou – lorsqu'il consent à les examiner – en échouant à les réfuter de manière satisfaisante⁶ », précise

6. www.conspiracywatch.info/Qu'est-ce-que-le-conspirationnisme_a317.html

également sur son site l'Observatoire des théories du complot, Conspiracy Watch. Dans une formule plus ironique, un professeur de philosophie australien s'amuse du paradoxe de ces théories : « L'absence de preuves n'est pas une preuve de l'absence du complot : c'est la preuve ultime du complot⁷. » En France, les principales figures de ce courant sont Alain Soral, son acolyte Dieudonné ou encore François Asselineau de l'Union populaire républicaine, micro-parti souverainiste se réclamant « ni de gauche ni de droite », mais surtout pas de gauche, comme aurait pu dire le collaborationniste Jacques Doriot, premier à proposer cette idée de positionnement hors de l'axe traditionnel. « Cette posture du "dissident" est devenue une forme de reconnaissance sociale pour tout un tas de "spécialistes" autoproclamés qui, pour pallier la faiblesse de leurs thèses ou de leurs recherches, se drapent dans les habits du "résistant". Les théories du complot les plus délirantes, les propos les plus outrageusement racistes ou sexistes sont ainsi validés par la seule affirmation qu'ils iraient à l'encontre de la "pensée dominante" qui les rejette », analysent des militants antiracistes dans une brochure sur « les nouveaux masques du nationalisme⁸ ». Une nouveauté d'apparence seulement puisque les thèmes du complot juif ou maçonnique restent parmi les sujets de prédilection de cette sphère conspirationniste, un imaginaire imprégné de celui des ligues fascistes des années 1930, auquel est venue s'agréger une nouvelle mythologie eschatologique, c'est-à-dire annonçant la fin des temps, fondée sur un plan d'extermination de l'humanité par des sociétés secrètes et leurs services spéciaux.

Malheureusement, du fait des interdépendances générées par la mondialisation et de l'entrecroisement anxiogène des crises (financière, écologique, sécuritaire, etc.), la grille de lecture simpliste des complotistes – causalité unique dans les agissements d'un groupe maléfique – tend à gagner du terrain dans une société sécularisée à la recherche d'un ordre nouveau face au chaos ambiant.

7. Patrick Stokes, « Les théories du complot ne sont pas juste de petites histoires rigolotes », *Slate* (traduit depuis *The Conversation*), 28 juillet 2015.

8. La Horde, « Les nouveaux masques du nationalisme », brochure PDF consultable sur Internet, avril 2016.

« Les nouveaux récits manichéens opposant forces du Bien et du Mal [...] présentent l'avantage de réenchanter le monde, serait-ce de façon inquiétante. Comme si pour la plupart des humains, mieux valait un sens de l'Histoire frisant le cauchemar que pas de sens du tout⁹ », analyse l'historien et politologue français Pierre-André Taguieff dans *La Foire aux illuminés*. La recomposition d'un idéal démocratique universel n'apparaît-elle pas alors comme une tentative de produire collectivement un récit historique cohérent, puisant dans les imaginaires politiques athénien, des Lumières et des révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles, pour offrir la vision d'un sens nouveau au progrès? Cette vision a ceci de subversif qu'elle met à mal bien des pronostics pessimistes sur lesquels prospère cette volonté d'ordre qui n'existe que grâce au désordre et s'enrichit grâce à la misère. Dans un contexte de crise démocratique, « le conspirationnisme n'est donc pas la psychopathologie de quelques égarés, il est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public¹⁰ », analyse Frédéric Lordon dans son blog du *Monde diplomatique*. Cette croyance du complot exprime donc, au-delà de la peur, un sentiment d'impuissance et d'aliénation marqué par l'incapacité des individus à contrôler ou à influencer les éléments sociaux ou politiques. Si le diagnostic d'impuissance peut apparaître comme réaliste, il n'est ni expliqué par les théoriciens du complot, ni réellement verbalisé par les croyants qui ne font que soutenir l'idée d'une toute-puissance dissimulée. Le conspirationnisme se développe ainsi uniquement sur la base d'un diagnostic facilement abordable et acceptable, mais ne proposera jamais de solution politique pour sortir de cette ornière, bien au contraire, il contribue à répandre l'impuissance et rappelle sans cesse à ses adeptes leur incapacité à agir sur le monde qui les entoure. En professant que les véritables ressorts du pouvoir sont dissimulés et hors d'atteinte des citoyens, les théories du complot sont fondamentalement antidémocratiques. La démocratie ne serait qu'un jeu de dupes, une façade du pouvoir à abattre, visant

9. Pierre-André Taguieff, *La Foire aux illuminés*, Fayard/Mille et une nuits, 2005.

10. Frédéric Lordon, « Conspirationnisme : la paille et la poutre », La pompe à phynance, blog du *Monde diplomatique*, 24 août 2012.

à dissimuler l'existence d'un gouvernement de l'ombre. Dans ces conditions, les promoteurs du conspirationnisme offrent comme unique salut, non pas la prise collective du pouvoir ou la transparence du gouvernement, mais le renversement de celui-ci par une minorité, les leaders initiés, et le recours aux logiques d'épuration pour imposer le remplacement des dirigeants corrompus. Ces théories s'inscrivent donc dans une tradition putschiste d'accaparement et de redistribution restreinte du pouvoir à des cercles cooptés. Le « Mouvement du 14 juillet », porté par quelques personnalités conspirationnistes françaises, annonçait ainsi le renversement du gouvernement « par une action directe, conjointement avec toutes les forces armées françaises, pour que le peuple exerce sa souveraineté le 14 juillet 2015 en écartant les politiciens et en instaurant en leurs lieu et place un “conseil national de transition”¹¹ », conseil bien évidemment composé des leaders de ce groupuscule incongru. Des divisions internes finirent par saborder cette tentative de « putsch », plusieurs membres revendiquant le poste de chef et le droit de tenir la carte de Paris pour mener les foules dans les rues de la capitale le jour venu...

L'autre spécialité de la mouvance dissidente, lorsqu'elle ne complotte pas contre les comploteurs d'État, est de faire oublier son fantasme putschiste et autoritaire en s'appropriant maladroitement les discours sur la démocratie et la liberté d'opinion afin de mieux dénoncer la censure dont elle serait l'objet de la part du « système ». Nous observons là encore une posture victimaire classique de l'extrême droite. Or « la seule liberté de parole qui leur importe, c'est la leur. Quand ils fustigent le “politiquement correct”, la “bienpensance”, ou les “chiens de garde du système”, c'est en réalité l'ostracisme qui frappe le discours hérité des dictatures des années 1930 qu'ils dénoncent¹² », rappellent très justement des militants antiracistes. Le plus inquiétant est de voir à quel point ces discours antidémocratiques, loin d'être marginalisés, pénètrent de plus en plus la sphère médiatique *mainstream*, les thèmes ou polémiques

11. Morgane Tual, « Le 14 juillet, nouveau grand soir des complotistes », *Le Monde*, 13 juillet 2015.

12. La Horde, « Les nouveaux masques du nationalisme », brochure PDF consultable sur Internet, avril 2016.

lancés par ces sphères extrémistes devenant soudainement des « sujets de société » repris sur les ondes ou jugés dignes d'un article dans un grand quotidien. Cette victimisation fictive sert en réalité d'argument de culpabilisation démocratique pour obliger à une surreprésentation médiatique d'opinions minoritaires, et ce, au détriment d'une majorité réduite au rôle de contrepartie, comme si les deux opinions avaient la même valeur ou, du moins, représentaient une même pondération au sein de l'opinion. Il s'agit là d'une vision polémiste et irréconciliable du débat qui n'a en réalité aucun lien avec un idéal démocratique de co-construction de la pensée. L'illustration de ce phénomène semble évidente avec l'omniprésence de personnalités néoconservatrices, à l'image d'Éric Zemmour ou d'Alain Finkielkraut, revendiquant une liberté d'expression sans bornes, où tous les outrages devraient être permis au nom de la démocratie qu'ils semblent par ailleurs conspirer.

On peut ainsi mieux comprendre la polémique qui entoura le passage mouvementé à la mi-avril 2016 du philosophe Alain Finkielkraut à Nuit debout sur la place parisienne de la République. Loin d'avoir été refoulé, l'intellectuel médiatique traîna son désarroi deux heures durant dans l'indifférence la plus totale et limita sa participation à quelques vacheries sur « la pauvre qualité des débats » devant une caméra de France 2. Personne ne s'est intéressé à lui, personne ne lui a donné la parole ni n'a souhaité l'écouter, il a été mis dans une posture de non-importance. Pris à partie alors qu'il quittait la place, M. Finkielkraut déclara ensuite : « J'ai été expulsé d'une place où doivent régner la démocratie et le pluralisme, donc cette démocratie, c'est du bobard, ce pluralisme, c'est un mensonge¹³. » On peut certes dire qu'il a été marginalisé, mais en aucun cas expulsé. À aucun moment lui-même ne s'est adressé publiquement à l'assemblée réunie, refusant de fait le jeu d'un égalitarisme absolu où un ministre grec a le même temps de parole qu'une femme de ménage en grève. Il faut tenir compte du fait que Nuit debout était un mouvement fondamentalement destituant, c'est-à-dire qu'il retirait le pouvoir à ses détenteurs, à ceux qui

13. Dounia Hadni, « Nuit debout : Alain Finkielkraut chassé de la place de la République », *Libération*, 17 avril 2016.

l'accaparaient. Les détracteurs d'Alain Finkielkraut ont exprimé, peut-être maladroitement, leurs réactions collectives face à une pensée jugée stigmatisante contre les minorités, voire raciste, mais aussi leur rejet collectif d'une parole dominante et monopolisatrice incompatible avec les règles posées par Nuit debout. C'était compter sans la maîtrise de l'art du spectacle dont il est maître, quelques invectives retournées à leurs auteurs, et d'une pirouette médiatique le revoilà dans l'hyper-centralité du débat, mais toujours seul, sans contradicteurs, vociférant d'autant plus qu'il semble vouloir faire oublier le véritable affront qui lui a été fait, celui d'avoir été traité comme quantité négligeable, comme tout un chacun. C'est là chose insupportable pour les puissants. Tout cela nous rappelle finalement que le camp antidémocratique n'éprouve aucun scrupule à user de tous les droits et libertés que lui offre ce système politique libéral, ainsi qu'à exploiter toutes ses contradictions et failles capables d'en provoquer la perte, comme l'analyse Tzvetan Todorov dans son ouvrage *Les Ennemis intimes de la démocratie*¹⁴. Le faux démocrate peut ainsi louer la pluralité et refuser la contradiction sans avoir à rougir.

Si les mouvements d'occupation de places semblent parfois animés d'une perspective idéalisée de la démocratie, leurs partisans apparaissent néanmoins capables de tirer les leçons immédiates du présent pour orienter la construction progressive de leur projet et déjouer les tentatives d'infiltration ou de sabotage de leurs ennemis, que ce soit par le débat ou plus vigoureusement. Karl Popper, penseur de la « société ouverte » et de la démocratie libérale, a ainsi justement pointé, après la chute du régime nazi, le « paradoxe de la tolérance » dans *la Société ouverte et ses ennemis* : « Une tolérance illimitée a pour conséquence fatale la disparition de la tolérance. Si l'on est d'une tolérance absolue, même envers les intolérants, et qu'on ne défende pas la société tolérante contre leurs assauts, les tolérants seront anéantis, et avec eux la tolérance. [...] Nous devrions donc revendiquer, au nom de la tolérance, le droit de ne pas tolérer l'intolérant¹⁵. » Pour le philosophe, il ne s'agit pas d'empêcher *a priori*

14. Tzvetan Todorov, *Les Ennemis intimes de la démocratie*, Robert Laffont, 2012.

15. Karl Popper, *La Société ouverte et ses ennemis*, tome I : *L'Ascendant de Platon*, Seuil, 1979.

l'expression de théories intolérantes, tant qu'elles peuvent être contenues par le débat et la raison, mais « il faut toujours revendiquer le droit de le faire, même par la force si cela devient nécessaire, car il se peut fort bien que les tenants de ces théories se refusent à toute discussion logique et ne répondent aux arguments que par la violence¹⁶ ». Cette leçon bien utile mériterait d'être inscrite dans le guide de l'occupant de place, ce qui aurait probablement permis d'économiser bien du temps en débats laborieux...

« POST-DÉMOCRATIE » OU CAPITALISME AUTORITAIRE ?

Si la « post-démocratie » ou la tentation technocratique tendent à vider de leur sens les structures démocratiques, la tendance autoritaire tend, elle, à les modifier et à restreindre l'exercice des libertés et droits fondamentaux en invitant le citoyen à abandonner sa responsabilité individuelle au profit d'une sécurité assurée par l'autorité des gouvernants. Yves Sintomer, spécialiste français des questions démocratiques, précise ainsi qu'« il ne s'agit pas [nécessairement] de dictatures, mais de systèmes où, à la différence de la post-démocratie, la façade est remaniée : les élections existent mais la compétition électorale est restreinte ; les libertés (d'expression, d'association, d'aller et venir, de la presse...) sont amoindries par des lois liberticides ; la justice est moins indépendante¹⁷ ». Les exemples classiques de ce genre de régime autoritaire peuvent être trouvés en Russie sous la présidence de Vladimir Poutine, en Turquie avec Recep Tayyip Erdogan ou au sein même de l'Union européenne avec le régime de Viktor Orban en Hongrie. Si, à l'évidence, le parti antidémocratique parvient bel et bien à s'immiscer dans les « vieilles démocraties » européennes, quelque peu rouillées et grippées, une vision plus large de la situation internationale nous conduit également à prendre conscience d'une situation tout aussi alarmante pour le camp démocratique. Dans les nombreux pays qui n'ont

16. *Ibid.*

17. Pascal Riché, « Yves Sintomer : "La France peut évoluer vers un régime autoritaire" », *Le Nouvel Obs*, 13 février 2016.

jamais connu de transition démocratique semble s'installer un capitalisme autoritaire, réunion affirmative des tendances technocratique et autoritaire alliées à une logique d'expansion illimitée de l'influence des marchés sur les politiques publiques.

Après la chute du mur de Berlin et l'écroulement du bloc soviétique, l'extension mondiale du capitalisme devait assurer la libéralisation et la démocratisation des anciennes dictatures. Ce devait être la « fin de l'Histoire », selon le pronostic absurde de Francis Fukuyama, du simple fait que pendant près d'un siècle la propagande capitaliste avait habilement associé l'idée de prospérité et de liberté démocratique à la condition d'un marché libre et non faussé. Une affirmation que démentait pourtant un siècle plus tôt le père de l'économie libérale, Adam Smith, qui affirmait dans *La Richesse des nations* que « jamais nation n'aurait prospéré si la prospérité ne se trouvait qu'où règnent la parfaite liberté et la parfaite justice¹⁸ ». Dans un article sur le capitalisme autoritaire, Christian Chavagneux¹⁹ rappelle la « double vérité de Friedrich von Hayek » mise en lumière par Philip Mirowski²⁰, professeur d'économie à Harvard, qui assure que, pour le théoricien du néolibéralisme, « la liberté serait bonne pour les élites libérales avancées et l'autoritarisme bon pour le peuple ». Il peut être utile de rappeler que Hayek et ses « Chicago Boys » collaborèrent étroitement avec le régime dictatorial d'Augusto Pinochet pour faire du Chili le premier laboratoire à ciel ouvert d'un libéralisme forcené et violent. Pour Hayek, d'après une interview donnée au journal chilien *El Mercurio* en avril 1981, alors même que les crimes de la junte étaient parfaitement connus, il valait mieux « sacrifier la démocratie temporairement – je le répète, temporairement – que la liberté », liberté de marché cela va de soit, opposant à cela l'idée qu'une « assemblée démocratique sans limites » peut se montrer inefficace, voire contre-productive, lorsqu'il s'agit de libéraliser un pays²¹.

18. Adam Smith, *La Richesse des nations*, livre IV, chap. ix.

19. Christian Chavagneux, « Du capitalisme autoritaire », *Alternatives économiques*, 27 mars 2015.

20. Philip Mirowski et Dieter Plehwe, *The Road from Mont Pelerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard University Press, 2009.

21. *Ibid.*

Il convient donc de rectifier la croyance selon laquelle capitalisme et démocratie seraient liés par essence, axiome fantaisiste qui ne résiste ni à l'étude de l'histoire passée, ni aux analyses contemporaines sur le développement d'un capitalisme autoritaire, en particulier dans les anciens régimes communistes d'Asie où la transition économique n'a pas entraîné de libéralisation politique. Selon Brahma Chellaney, professeure d'études stratégiques au Centre for Policy Research à New Delhi : « Le fait d'avoir utilisé les forces du marché pour libéraliser des systèmes politiques étroitement centralisés a peut-être en réalité contribué à faire émerger le capitalisme autoritaire. Dans certains pays où l'autoritarisme est solidement enraciné, la fusion de politiques autocratiques avec un capitalisme contrôlé par l'État a fortement progressé. Rien n'illustre mieux ce fait que l'exemple de la plus grande et plus ancienne autocratie du monde, la Chine²². » Cette analyse s'appliquerait à d'autres régimes postcommunistes asiatiques comme le Vietnam ou le Laos, selon la chercheuse indienne qui conclut que, dans cette région du monde, « le capitalisme autoritaire constitue sans conteste un défi crédible à la démocratie libérale ».

Nous pourrions ajouter qu'une autre forme de capitalisme autoritaire existe, dans une variante sauvage et confiscatoire : il s'appuie sur des dictatures et des régimes autoritaires, en Amérique centrale ou en Afrique, devenus maîtres dans l'extraction illimitée des ressources naturelles de leurs pays au profit d'une minorité politico-économique accaparant le pouvoir et les rentes d'État. En Guinée équatoriale ou au Gabon, pays riches de leur manne pétrolière et de leurs ressources forestières, les clans familiaux Obiang et Bongo à la tête de l'État vivent dans un faste à peine imaginable en puisant directement dans les comptes publics, détournement de fonds massif dont une partie est blanchie en France, comme le révèle le dossier des « biens mal acquis » dénoncés par l'ONG Sherpa et l'avocat William Bourdon. Au Honduras, pays également touché par ce que les spécialistes appellent la « malédiction des ressources naturelles », la compétition capitaliste pour l'accaparement des

22. Brahma Chellaney, « La montée du capitalisme autoritaire, principal défi pour les démocraties », *Le Monde*, 8 juillet 2016.

ressources en eau, en minerais ou en terres agricoles a conduit à la mise en place d'un système généralisé de corruption des dirigeants politiques dans la distribution des marchés publics et des concessions à des multinationales ou à des entreprises locales gérées par l'establishment. Depuis le coup d'état militaire de 2009, le rétablissement d'élections truquées n'ayant rien changé à la confiscation du pouvoir, le Honduras connaît une répression violente à l'égard de toute opposition, et plus particulièrement contre les peuples indigènes spoliés de leurs ressources communautaires. « Avec 109 militants écologistes assassinés entre 2010 et 2015, selon l'ONG Global Witness, le Honduras est le pays le plus dangereux du monde pour les défenseurs de l'environnement », rapporte le journal *Reporterre*²³.

Ces exemples soulignent donc l'existence bien réelle, et probablement ancienne, d'une tendance antidémocratique mondiale dont l'influence, à l'échelle globale ou régionale, constitue une menace directe pour l'idéal démocratique. À l'inverse d'une vision complottiste, nous n'admettons pas qu'il existerait un plan formel ou des formes de collaborations secrètes à l'échelle internationale, nous constatons cependant une forme de convergence d'intérêts, entre des élites dirigeantes et économiques, qui tend à renforcer les États autoritaires face à la montée des revendications de démocratie. Le danger proviendrait soit de la possible expansion de l'autoritarisme à la périphérie des pays concernés, influence palpable de la course au leadership mondial ou régional, soit du fait que ces pays deviennent des concurrents économiques trop redoutables pour les démocraties et leurs systèmes de protection sociale. D'un point de vue économique, le capitalisme autoritaire impose également une logique d'accaparement total des richesses et des ressources, là où au contraire le parti prodémocratique appelle à une mise en gestion collective des communs. La Prix Nobel d'économie 2009 Elinor Ostrom, auteure de l'ouvrage de référence *Gouvernance des biens communs*²⁴, insistait sur la nécessité de laisser la gestion des ressources communes à des institutions auto-organisées et autogouvernées pour en assurer la

23. Élisabeth Schneider, « Au Honduras, les assassinats de militants écologistes se multiplient », *Reporterre*, 21 mars 2016.

24. Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs*, Deboeck, 2010.

durabilité. Cependant, comme cela a pu lui être reproché, elle ne s’attardait que peu sur la nature du régime supposé héberger de telles organisations, ni n’écartait catégoriquement le recours à un autoritarisme utilitariste pour les imposer²⁵. Il apparaît désormais évident qu’aucune des logiques antidémocratiques à l’œuvre ne tolérerait l’existence sur leur territoire de tels organismes indépendants et autogérés, échappant aux lois du marché et à l’appât du gain. Nous pouvons donc affirmer, comme cela s’entend sur les places occupées, que le seul avenir possible pour les communs réside dans l’idéal démocratique et la cogestion collective des ressources.

LUTTER POUR LA DÉMOCRATIE, VAINCRE L’AUTORITARISME

Si tous ces mouvements, pro-comme antidémocratiques, partent du constat de l’échec du système représentatif et de son personnel politique jugé corrompu, au sens d’une dénaturation de leur fonction pour les adeptes de la démocratie réelle ou simplement moraliste pour les autres, ils s’opposent radicalement sur les solutions à apporter. Cependant, la confrontation n’est pas toujours si évidente et encore moins frontale : le camp antidémocratique cherche constamment à dissimuler ce conflit en niant l’existence du camp adverse et en rendant invisibles les dynamiques de renouvellement de la démocratie pour mieux les étouffer. Une fois installé au pouvoir, le parti antidémocratique récupère les initiatives prônant la participation des citoyens à la décision publique, les détourne dans un processus bureaucratique et les vide de leur sens, pour enfin déclarer leur nullité. En revanche, le mouvement prodémocratique a pleinement conscience de l’existence d’un ennemi dans le camp adverse. Il se propose ainsi de résoudre le problème institutionnel en même temps qu’il souhaite faire barrage au retour de la barbarie, du non-droit et du monopole du pouvoir. Car là est l’enjeu fondamental de cette lutte dissimulée : quelle distribution du pouvoir dans la société ? Les deux mouvances évoquées opposent donc dans

25. Fabrice Flipo « Elinor Ostrom, le retour en grâce des institutions », *Mouvements*, 13 novembre 2010.

le fond une tendance à la monopolisation centralisatrice et une tendance à la redistribution décentralisée du pouvoir dans l'organisation politique de la société.

Lorsque le modèle antidémocratique ignore le camp d'adverse, c'est d'abord par refus de se positionner ouvertement contre la responsabilisation et l'émancipation collectives, valeurs cardinales du camp démocratique, préférant ainsi dissimuler la réalité de sa doctrine d'éviction des citoyens dans la gestion des affaires politiques. Les tenants de l'autorité proposeront toujours de résoudre les problèmes posés par la délégation complète et la concentration des pouvoirs, notions antithétiques à l'idée de représentativité et de réciprocité des obligations entre élus et électeurs. On en trouve une illustration dans les discours sur la responsabilité individuelle des décideurs, l'expression « prendre ses responsabilités » dans la bouche d'un ministre devenant ainsi synonyme d'isolement face à l'opinion et de passage en force de la décision. Cette personnification du pouvoir, à quelque degré de responsabilité que ce soit (local, régional, etc.), est le signe du rejet des contre-pouvoirs, considérés comme une limitation du pouvoir. Nous retrouvons là les thèmes chers à Cornelius Castoriadis de l'autonomie et de l'autolimitation comme conditions de la démocratie. Pour cet auteur admirable, le camp démocratique doit faire face à la menace d'un « capitalisme démentiel » marqué par l'hubris, la démesure, dont le postulat initial professe l'« expansion illimitée d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle qui depuis longtemps a cessé de concerner seulement les forces productives et l'économie pour devenir un projet global (et pour autant encore plus monstrueux), d'une maîtrise totale des données physiques, biologiques, psychiques, sociales, culturelles²⁶ », qu'il faut bien qualifier, à un stade certes pas encore atteint, de totalitarisme.

À l'inverse, la démocratie authentique ne peut exister que par l'affirmation de l'autonomie des individus selon un principe libertaire postulant que seule la démocratie directe, comprise comme mode d'auto-organisation collective et organique, peut garantir l'émancipation individuelle et collective. Ce principe fut ainsi

26. Cornelius Castoriadis, *Un monde à venir*, Gallimard, 2012, p. 12.

puissamment exprimé et expérimenté sur les places occupées, ce qui n'est peut-être pas aussi vrai pour la seconde condition énoncée par Castoriadis, l'autolimitation. L'absence de limitation des enthousiasmes et des pulsions égotiques matérialisée par la multiplication des commissions thématiques au sein des mouvements, tout particulièrement pour Nuit debout Paris, a provoqué un effet de dispersion là où la convergence était recherchée. Paradoxalement, les participants se retrouvaient donc à la fois libres et assujettis à eux-mêmes, confrontés aux limites de l'être individualisé, en recherche permanente de distinction, dans un contexte de formation d'une nouvelle communauté égalitariste. C'est bien en cela que Cornelius Castoriadis pose comme corollaire à la liberté absolue un devoir d'autolimitation, d'abord compris comme réponse immédiate à la démesure totalitaire et capitaliste, mais également comme nécessité pour que la liberté ne s'anéantisse pas d'elle-même dans la confrontation des égoïsmes. La libre poursuite des intérêts personnels doit donc se réaliser dans l'objectif transcendant de recherche des possibilités d'émergence d'un intérêt commun et d'une liberté collective au présent mais aussi à l'avenir, de sorte que le principe d'autolimitation est fondamentalement atemporel. Ainsi, l'humanité émancipée ne peut que constituer une seule et même communauté à travers les âges, régie par la règle de l'autolimitation des communautés et la reconnaissance universelle de chaque être vivant. Cette conception, idéalisée, permet de répondre par la même occasion au défi écologique de la sauvegarde des générations futures.

Sortons de la perspective pure et radicale présentée par Castoriadis, et dérivons vers la vision plus réformiste introduite par la notion de « démocratie écologique » de Dominique Bourg. Il apparaît, selon le sociologue français, que la logique électorale associée au mandat court produirait chez l'élu une soumission à la variabilité rapide des opinions individuelles, qui ne permettrait pas de garantir efficacement la poursuite de l'intérêt collectif sur le long terme. Il conclut que, dans « le monde d'aujourd'hui, le présent est plus avantage que jamais²⁷ », il serait même devenu « tyrannique ». La question

27. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, « Pour une démocratie écologique », *La Vie des idées*, 1^{er} septembre 2009.

démocratique s'impose donc également comme celle du rapport à la temporalité dans un monde plus que jamais affecté par l'imédiateté et la recherche d'efficacité sur le court terme. En termes politiques, l'urgence est devenue le maître mot pour détourner les procédures démocratiques et imposer un agenda de gestionnaire, où l'intérêt économique à court terme est systématiquement substitué à l'intérêt général à long terme. D'un point de vue privé, la raréfaction du temps libre, provoquée par la rupture du cloisonnement entre travail et hors-travail, enferme le « citoyen » dans une série d'injonctions économiques et individualistes (consommation, loisirs, sport). C'est le cadet des soucis de ce système que d'assurer la possibilité d'un temps dédié à l'action et à la réflexion collectives, conditions pourtant nécessaires à l'idéal démocratique. Ce fut ainsi tout l'intérêt des places occupées, comme hier celui des usines bloquées, que de permettre la réappropriation collective de l'espace et du temps soudainement rendus disponibles pour réfléchir, agir et partager. Le chapitre suivant poursuivra la réflexion sur ce rapport libérateur à la temporalité.

DÉLÉGUER N'EST PAS PENSER, L'ÉMANCIPATION DÉMOCRATIQUE

Le dernier aspect qui oppose les camps pro- et antidémocratique est celui du rapport à la prise de décision et à la participation collectives des citoyens, corps intermédiaires de la société civile et élus, dans les choix d'orientation de la société. Une fois encore, le camp antidémocratique avance partiellement masqué car il ne professe que très rarement, sauf dans les régimes où il est déjà installé, son souhait de monopoliser la décision. Au contraire, lorsqu'elle évolue dans un cadre démocratique, la solution autoritaire aura tendance à apparaître comme l'unique recours. Elle ne sera pas tant un choix collectif délibéré que l'acceptation d'un état de fait face à l'absence d'alternative. C'est également l'une des stratégies classiques de prise ou de maintien au pouvoir d'un régime semi-autoritaire dans un contexte « post-démocratique » : les élections ont bien lieu, mais l'alternance du pouvoir est rendue impossible par la décredibilisation du camp adverse, parfois opposants fantoches destinés à

se coucher, parfois concurrents réduits à l'impossibilité de mener une campagne à armes égales, sans accès aux médias et aux financements. Nous pourrions tout aussi bien décrire dans les démocraties occidentales une tendance à l'alternance politique sans alternative, là où tous les grands partis se partagent le pouvoir d'un mandat à l'autre et mènent peu ou prou les mêmes politiques libérales dans l'intérêt des élites. Lorsque aujourd'hui encore, trente ans après Margaret Thatcher, les dirigeants politiques s'évertuent à déclarer qu'« il n'y a pas d'alternative » au néolibéralisme et à la mondialisation, c'est une façon à la fois d'imposer un ordre du monde et de déclarer son irréversibilité. La plupart des alternatives ne seraient pas recevables au nom d'un effet cliquet enclenché par un monde qui serait allé trop loin dans l'hyper-connexion des économies, des peuples et des territoires pour revenir en arrière. Rien n'est moins vrai, et la principale faille à ce raisonnement est que la globalisation du monde a provoqué son ingouvernabilité, contexte idéal au libéralisme sauvage, où aucun organe de gouvernance internationale ne dispose d'un réel pouvoir astreignant. Tout cela rend donc ce désordre mondial vulnérable aux tentatives de réorganisation de la puissance collective, et ce, dès la plus petite échelle, locale, municipale ou régionale. Que ce soit dans les dynamiques de revitalisation des zones rurales françaises par des logiques participatives ou dans la conquête de grandes villes espagnoles par des listes citoyennes, ces perspectives de réappropriation locale du pouvoir s'affirment comme des alternatives réalistes à l'impuissance globale.

Face à la négation des alternatives, le camp prodémocratique défend le pluralisme des possibles et l'existence de multiples réalités comme étant la condition de la libre décision. Plus encore, l'alternative est conçue comme la possibilité nécessaire d'une réversibilité de la décision, celle-ci étant par ailleurs imaginée comme un processus d'apprentissage d'après la logique itérative que nous évoquions dans l'introduction. Le processus décisionnel démocratique laisserait idéalement la possibilité de faire des erreurs, mais uniquement à la condition que le risque encouru puisse être rectifié en cas de résultat négatif. Il ne s'agit nullement de nier la prise de risque inévitable, mais de l'assujettir à une règle de proportionnalité entre l'importance du risque collectif et la participation à la décision du plus grand nombre. Pour le dire autrement, plus le

risque est grand, plus grand devrait être le consensus sur celui-ci. C'est précisément ce présupposé éthique qui est souvent opposé aux choix technologiques ou d'aménagement du territoire sujets à polémique. Pour les opposants, si le projet n'est pas réversible, si le risque n'est pas entièrement maîtrisable et si la population n'est pas associée à la décision, le projet est déclaré antidémocratique. Il s'agit donc de réaffirmer la place déterminante des citoyens dans la décision face à la montée en puissance des organismes de « sous-politiques », comme les identifie Ulrich Bech dans *La Société du risque*²⁸, matérialisés par l'ensemble des réseaux bureaucratiques d'expertise et des groupes d'intérêts qui évoluent hors du cadre parlementaire et tendent à accaparer progressivement le pouvoir.

Si l'on ajoute à cela une complexification croissante des problèmes posés, du moins c'est le sentiment dominant qui tend à être imposé par les bureaucrates, le citoyen discrédité se retrouverait donc confronté à des problèmes qu'il ne serait en mesure ni de comprendre d'un point de vue technique, ni même de résoudre d'un point de vue logique ou politique. D'abord disqualifié, le citoyen est ensuite renvoyé à son statut d'individu, il doit savoir rester à sa place et s'occuper uniquement des affaires dont il aurait la compétence ou qui le concerneraient au premier degré. L'exercice de son pouvoir de décision devient très vite inopérant car, sans un accès transparent à des informations de qualité, il ne peut évidemment acquérir le capital intellectuel requis pour participer. La logique technocratique autoritaire n'aurait donc, semble-t-il, de prise que sur un individu isolé : isolé socialement de la décision politique, mais aussi isolé intellectuellement de toutes propositions alternatives. Nous pourrions même ajouter qu'il se retrouve en quelque sorte isolé de lui-même, puisque mis dans une situation où il n'est plus capable ni d'appréhender son environnement, ni d'analyser les solutions pour orienter sa prise de décision. En deux mots, il redevient un mineur. Rappelons à quel point le slogan grec « Reprendre sa vie en main » imprégnait le mouvement d'occupation de places pour saisir que l'enjeu du concept de minorité et de majorité politique revêt ici un

28. Ulrich Bech, *La Société du risque*, Aubier, 2001.

sens tout particulier qui touche au statut de la personne et à son émancipation. La constitution d'une majorité démocratique s'apparente donc en premier lieu à la reconnaissance du statut d'adulte majeur et responsable pour le citoyen, qui, sur les places occupées, s'inscrit dans un processus où l'indignation adolescente se métamorphose en affirmation du libre arbitre et de l'égalité de tous les membres réunis.

Lorsque, à New York, des manifestants décident d'occuper Wall Street, le quartier de la finance internationale, ce n'est pas pour le plaisir d'un campement folklorique au milieu des gratte-ciel, mais bien pour s'emparer collectivement du problème de la crise financière internationale et proposer des réponses. Il n'y a pas de hiérarchisation des opinions entre l'affirmation simple et l'analyse complexe, l'avis du quidam côtoie à égalité celui de l'économiste hétérodoxe, tous travaillant conjointement à faire exister une réalité alternative et originale, du fait même de la confrontation d'idées libérées de tout carcan intellectuel ou social. De même, en Espagne, les Indignés s'emparent de la question de la gestion d'une crise économique liée à l'éclatement d'une bulle immobilière et au risque d'écroulement du système bancaire. Voilà une situation typique où la politique dominante imposerait le recours aux experts et aux technocrates en arguant de la complexité du sujet, ce qui, comme l'a montré l'histoire espagnole, ne sert en réalité qu'à imposer une solution unique et non discutée car elle profite à une minorité contre l'intérêt de la majorité.

Les mouvements d'occupation de places apparaissent donc dans des situations de grande complexité à la fois institutionnelle, économique, sociale et éthique, et pourtant, face à ce qui pourrait se présenter comme un problème insoluble, c'est bien ce facteur de la complexité, et la nécessité de trouver collectivement des solutions, qui réunit les occupants. Inversement, les logiques technocratiques et autoritaires ignorent sciemment le pouvoir de l'intelligence collective en rappelant sans cesse l'incompétence de l'individu, et en dissimulant ainsi que le pouvoir est aussi l'expression de l'alliance objective des savoirs permise par une démocratie participative et réflexive, consciente de ses forces collectives. Par ailleurs, un des traits caractéristiques des occupations de places est la volonté de se réapproprier une capacité de problématisation pour ouvrir le

champ des possibles. « Si la réponse ne vous convient pas, changez la question » pourrait ainsi faire office de slogan pour simplifier cette idée. Après la crise financière, la question n'était pas « Comment sauver les banques ? », telle que la posèrent les gouvernements, mais « Faut-il sauver les banques ? », comme s'écrièrent les manifestants. En imposant la question, celui qui la pose a bien entendu la capacité d'orienter *a priori* la réponse et de limiter le champ de participation à un public restreint. Nuit debout, apparu dans un cadre post-attentat, a ainsi permis une réappropriation du débat public sur ce traumatisme collectif, non plus autour de la question sécuritaire ou identitaire, mais bien sur celle du vivre ensemble, de la lutte contre les discriminations et les injustices, autant de problématiques évacuées autoritairement du débat.

Dans des situations marquées par une recherche de résilience et de transformation, les mouvements des places réaffirment finalement la nécessité d'articuler intelligemment la pensée et l'action collectives, refusant d'appliquer des solutions préétablies par des technocrates autant que par des spécialistes de la politique ou de la révolution. Les occupations de places sont ainsi des processus de mise en commun de réflexions dans un contexte de critique, voire d'autocritique, des modèles idéologiques anciens et des identités partisans. Ces postures intellectuelles, devenues minoritaires au fil des divisions militantes, apparaissent de plus en plus anachroniques et irréalistes aux yeux des personnes rassemblées. Elles véhiculent l'inquiétude d'une impossible concrétisation à travers une dynamique démocratique, alors qu'il s'agit là de l'enjeu majeur discuté sur les places : « Comment parvenir à transformer démocratiquement nos sociétés tout en parachevant l'idéal démocratique ? »

III. EXPÉRIENCES ET PRATIQUES DÉMOCRATIQUES SUR LES PLACES OCCUPÉES

«Ceux qui ont fomenté l'organisation de ce qui devint le 15-M, notamment à travers la plateforme Democracia Real Ya, n'auraient pu imaginer ce en quoi cela s'est transformé. Il y avait cependant à la base une analyse en profondeur de ce qui se passait en Espagne, avec une volonté d'expérimentation sociologique pour retrouver une forme d'agir sur la politique. L'autre objectif était de rompre avec les codes partisans, esthétiques, pour créer un mouvement de masse et renouveler le public des manifestations¹.» En quelques mots savamment pesés, le réalisateur barcelonais de documentaires Xavier Artigas (studios Metro Muster) nous révèle une vérité sans voile, simple et accessible, sur le mouvement des Indignés apparu en Espagne ce 15 mai 2011. Dans ce chapitre, nous tenterons, en partant de l'exemple des Indignados ou de 15-M, de donner les clés sur cette démocratie requalifiée qui s'est expérimentée sur les places occupées d'Espagne avant de se diffuser à l'ensemble des pays portés par ce mouvement des places.

Dans le premier chapitre de cet ouvrage, nous critiquions l'usage du qualificatif «spontané» souvent attribué abusivement à ces mouvements d'occupation de places, usage qui semble à la fois ignorer le contexte économique-politique et le processus de maturation militant nécessaire à l'apparition programmée de ce phénomène. Selon Pablo Lapuente Tiana, jeune chercheur espagnol résidant à Paris : «Dans l'opposition à la guerre en Irak en 2008, on sentait déjà une nouvelle force mobilisatrice en émergence. Durant les années qui ont suivi, il y a eu un travail timide d'autonomisation des luttes

1. Xavier Artigas, studios Metro Muster, propos recueillis le 9 juin 2015 à Barcelone.

vis-à-vis des partis et des syndicats verrouillés par leur organisation très verticale, ce qui a conduit à une mise à l'écart d'une partie du monde militant qui s'est organisée d'elle-même, sur des bases nouvelles².» Cette apparente spontanéité doit donc se comprendre comme une forme nouvelle d'organisation, sans stratégies ni revendications partisans imposées par des structures et des idéologies politiques préétablies, mais favorisant au contraire la libre expression et le libre arbitre de tous les participants. Le premier corollaire de cette organisation novatrice est donc l'horizontalisation des rapports entre individus, rejetant toutes notions de hiérarchie, de leadership et de porte-parolat. Cette formule s'appuie en partie sur une tradition militante et organisationnelle ancrée dans la tradition de l'assemblée libérale, mais également sur la modernité des nouveaux modes de communication permis par les réseaux sociaux et les outils numériques qui ont contribué à créer une culture à la fois plus participative et plus personnelle dans le rapport au politique.

Il apparaît que les méthodes de « dynamisation des assemblées populaires » employées par les Indignés espagnols ont fait l'objet d'une expérimentation toute particulière et très attentive de la part de certains activistes qui ont méthodiquement consigné et diffusé leurs techniques d'intelligence collective appliquées à l'échelle d'une foule de plusieurs centaines, voire quelques milliers, de personnes. C'est notamment la diffusion rapide de ces techniques *via* les réseaux sociaux et Internet qui a permis une reproduction mimétique du mouvement dans toutes les villes d'Espagne et rapidement ensuite hors du pays, en Grèce ou en France... Dans ce chapitre, nous alternerons analyse et témoignages de participants à des occupations de places afin de laisser émerger les différentes subjectivités qui s'exprimèrent dans ces mouvements. Nous présenterons également certaines des méthodes employées pour animer ces places et une analyse critique du consensus, concept pivot pour comprendre la « démocratie des places ».

2. Pablo Lapuente Tiana, propos recueillis le 14 mars 2015.

PRENDRE LA RUE, OCCUPER L'ESPACE PUBLIC, ORGANISER L'ALTERNATIVE

Le 15 mai 2011, les Espagnols ont rendez-vous pour « prendre la rue » dans une soixantaine de manifestations organisées dans tout le pays. À une semaine des élections autonomes espagnoles, qui décident des représentants au sein des Parlements des régions, plusieurs « plateformes citoyennes » s'unissent pour manifester leur exaspération face à une campagne électorale sans intérêt et dénoncer cette fausse démocratie qui ne les représente plus. Il y a là *Democracia Real Ya*, regroupant plus d'une centaine d'associations et de collectifs activistes, ou *Joventud Sin Futuro*, collectif de jeunes étudiants et de précaires « sans futur » basé à Madrid. Ce sursaut citoyen, auquel les partis ne sont pas associés, affirme le refus d'une partie de la population de reconduire par son vote ce système figé dans le bipartisme et capturé par les élites politiques. En 2011, José Luis Zapatero, leader du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), est Premier ministre depuis sept années. Loin de venir en aide à une population précarisée par la crise, une fois à la tête du gouvernement, les socialistes ont mené une politique économique d'austérité et privilégié le sauvetage des banques au détriment de celui des services publics. L'intelligence des acteurs de cette mobilisation aura donc été de choisir un timing idéal, à une semaine des élections, alors que la campagne en cours apparaissait sans saveur et jouée d'avance, l'abstention des déçus du socialisme devant conduire à la victoire de son rival de droite, le *Partido Popular*.

Face à cette démocratie cousue de fil blanc, la vitalité des idées politiques sur la non-représentativité et sur la demande d'une démocratie réelle semble par contraste d'autant plus saisissante. Selon les estimations des organisateurs, ce 15 mai 2011, 25 000 personnes défilent à Madrid, et quelque 130 000 dans tout le pays³. Déjà, en milieu de journée, un enthousiasme particulier règne sur les marches, les organisateurs sentent le potentiel de débordement du mouvement au vu de la multitude de profils présents, jeunes ou

3. Marta Garijo et F. J. Barroso, « La manifestación de "indignados" reúne a varios miles de personas en toda España », *El País*, 15 mai 2011.

vieux, familles et nouvelles têtes, dans une atmosphère joyeuse et électrique. Le pari de la rupture de l'entre-soi a été relevé et montre la capacité réelle de mobilisation d'une société civile émancipée des partis et des syndicats. Au soir du 15 mai 2011, après la manifestation, plusieurs centaines de manifestants choisissent de rester sur la Puerta del Sol, au cœur de Madrid, pour tenir une assemblée générale et décider collectivement de la suite du mouvement, certains des participants venant directement avec l'intention de camper pour la nuit. L'idée d'un campement d'occupation est ensuite diffusée *via* les réseaux sociaux avec le mot-clé « #AcampadaSol » et « #SpanishRevolution » à partir de l'exemple madrilène.

Quand, au petit matin du 17 mai⁴, après deux nuits passées sur la Puerta del sol, de 150 à 200 personnes sont délogées de force de la place par la guardia civil (la police espagnole), la nouvelle devient virale sur Internet et sonne l'alerte générale. Dès l'après-midi, ce sont plus de 1 000 personnes qui reviennent manifester et s'installer sur la place madrilène. Cette fois, le mouvement est lancé. Un appel à occuper les places centrales ou les mairies circule, et des villes comme Barcelone, Séville, Grenade, ou l'île de Tenerife voient fleurir les camps de fortune en pleine zone urbaine. Les jours qui suivent, à la faveur d'une communication intense et des premières couvertures médiatiques, des milliers de personnes commencent à se réunir sur les places du pays. Dès le vendredi 20 mai, le phénomène s'est exporté dans quinze villes à l'international. Le même jour, la Commission électorale centrale espagnole émet un arrêté d'interdiction des rassemblements durant ce week-end électoral du 22 mai. Alors même que le gouvernement préfère ignorer le mouvement, cet organe arbitral justifie son zèle administratif en prenant directement à partie les manifestants : la « pétition pour un vote responsable », qui circule sur les places occupées, porterait « atteinte à la liberté des citoyens d'exercer leur droit de vote » et justifierait donc l'interdiction des manifestations⁵. Ce couac administratif renforcera la mobilisation, qui est à son paroxysme en ce samedi veille

4. « Cronología de la acampada "indignada" en la Puerta del Sol », *Público.es*, 31 mai 2011.

5. Hector Juanatey, « La Junta Electoral Provincial desautoriza la concentración en Sol », *Público.es*, 18 mai 2011.

des élections. Sur la Puerta del Sol, c'est une marée humaine de plus de 20 000 personnes qui déborde sur les places et les avenues attenantes. « L'irruption dans l'espace public, c'est une façon de mettre les problèmes sur la place publique et l'occasion pour chacun de sortir de chez soi afin de donner à voir son malaise, de s'en libérer. Il y avait une force cathartique inouïe dans ce mouvement. Il y avait aussi cette véritable atmosphère de fête, un sentiment de réjouissance à voir que les choses bougeaient et qu'on ne se laissait plus faire⁶ », se rappelle Pablo Lapuente Tiana, qui participa à l'occupation madrilène.

Quelques jours plus tard, à Barcelone, sur la Plaça Catalunya où s'est installé le camp des Indignés, une violente charge des Mossos (CRS locaux) est déclenchée pour « nettoyer la place⁷ » sur ordre des autorités autonomes afin d'installer un écran géant pour retransmettre un match de football. Plus de 120 personnes sont blessées, et là encore les images circulent d'autant plus vite que les occupants disposent d'une commission médias capable de diffuser rapidement une vidéo. Instantanément, la population barcelonaise descend dans la rue pour réinstaller les Indignés dont le cercle vient de s'élargir soudainement. « L'appel à une résistance pacifique a été un succès et le mouvement a retrouvé sa dimension transversale, des familles avec des enfants, des anciens et des jeunes, beaucoup brandissant des mains peintes en blanc pour protester contre la brutalité policière », témoigne un manifestant dans les colonnes du journal *El País*. D'abord ignorés des autorités, puis dénigrés dans les médias, les Indignés ont réussi leur pari : les politiques ne savent plus comment réagir face à ce mouvement qui les rejette et appelle à prendre leur place. En choisissant la manière forte, les responsables politiques finissent par démontrer la justesse des revendications des manifestants sur les lacunes de cette fausse démocratie qui ne supporte pas la critique et abuse de son autorité.

Lorsqu'une initiative déborde ainsi les prévisions, d'autant plus quand elle émerge d'acteurs marginaux au sein du jeu politique traditionnel, elle génère immédiatement une très forte attraction

6. Pablo Lapuente Tiana, propos recueillis le 14 mars 2015.

7. Rebeca Carranco, « La carga policial desata la indignación en Barcelona », *El País*, 27 mai 2011.

car elle met en scène un renversement aux conséquences potentiellement historiques. Il faut ajouter que les occupants ont parfaitement su raconter leur mobilisation en créant une narration où s'affirmait leur propre histoire. Pour imposer ce récit, ils ont contourné les médias traditionnels par la création immédiate de multiples automédias sur Internet et une stratégie de conquête des réseaux sociaux afin d'occuper le haut du classement des sujets tendance (*trending topics*). Ces réseaux sociaux ont « permis d'aller chercher les gens derrière leur ordinateur », mais aussi de démontrer que le mouvement « mettait sur la place tous les problèmes, qu'il sortait des catégories préétablies et était en capacité d'aborder les préoccupations communes, celles de la vie chère, du logement, etc.⁸ », explique le professeur Carlos Taibo, également occupant de la Puerta del Sol à Madrid. Il ajoute que « les réseaux sociaux étaient devenus des espaces publics où les gens avaient le loisir d'exprimer leur opinion, mais pas nécessairement d'être écoutés ou entendus, or c'est ce que proposait ce mouvement du 15-M » en mettant en scène ces grandes assemblées attentives à la voix d'un seul interlocuteur sagement écouté par un auditoire de milliers d'oreilles.

Enfin, la dernière dimension qui interpelle le public est l'absence de leadership, de figures médiatiques, alors même que la politique, en cette veille d'élections, se joue dans des joutes interpersonnelles musclées sur les plateaux télé des *tertulias* espagnoles, ces émissions politiques à mi-chemin entre le talk-show et la télé-réalité. Alors que les médias de masse réservés à une élite politique excluent de fait le citoyen de ces grandes cérémonies télévisuelles, le reléguant au rang de spectateur passif, les occupants inversent la donne. Ils mettent au second rang les professionnels de la parole et du commentaire, leur interdisant même la place, ce qui provoquera leurs foudres. Comme souvent, ces attaques médiatiques auront l'effet inverse de celui escompté : elles donnent à la fois une centralité et une légitimité au mouvement. Centralité car ces attaques, bien que négatives, permettent de focaliser l'attention médiatique sur le mouvement. Qui sont ces manifestants, que veulent-ils ?

8. Carlos Taibo, *El 15-M en sesenta preguntas*, Catarata, 2011, p. 31.

L'incompréhension semble totale, les commentateurs sont déstabilisés, leur grille de lecture bipartisane mise en échec. Légitimité car, en s'opposant aux Indignés, les éditeurs leur donnent le rôle de l'adversaire, or c'est ce que souhaitaient les manifestants en premier lieu, faire apparaître l'ennemi, créer une dualité qui valide leur théorie sur la « caste » au pouvoir qui capture la démocratie, l'économie et les médias. Ce fut l'une des grandes subtilités du mouvement, réussir à la fois à se faire reconnaître, donc valider son existence en tant qu'acteur politique réel, sans se faire comprendre ou saisir immédiatement, ce qui empêchait une quelconque récupération des Indignés et leur laissait un espace de réflexion pour construire leurs idées.

Mieux, les places étaient devenues le lieu d'expression de demandes simples et populaires, mais personne, dans les élites, ne semblait les comprendre, ce qui mettait en exergue la déconnexion entre « le bas » et « le haut ». Enfin, en retirant toute possibilité d'un porte-parolat individuel, donc de mettre une figure sur un mouvement, les Indignés obligèrent leurs interlocuteurs à s'adresser à eux comme à un groupe, à une entité collective, qu'ils souhaitaient faire apparaître comme celle du peuple, ce qui, par contraste, cantonnait automatiquement toute personne les attaquant dans le camp opposé de l'élite. Au vu de nos recherches, il apparaît que seuls les Espagnols ont réussi à atteindre un tel degré de dichotomie vis-à-vis du pouvoir ou des médias, en partie grâce à une politique stricte de non-représentation, mais aussi par l'effacement complet des codes idéologiques ou des identités partisans, pour offrir l'image d'un nouvel interlocuteur faisant irruption dans l'espace public. Ce nouvel acteur emprunta la figure du peuple démocratique, non pas en armes, mais en maître de son gouvernement.

« *Que no nos vamos, nos extendemos! Nos vemos en los barrios* » (« On ne s'en va pas, on s'étend ! Rendez-vous dans les quartiers »), scandaient les occupants de la Puerta del Sol au soir du 12 juin 2011. Un mois après son lancement, l'assemblée venait de décider à l'unanimité – « peut-être la seule décision effective validée ainsi », se souvient Pablo Lapuente – de lever le camp pour étendre localement le mouvement dans les quartiers. « Loin de signer la fin du mouvement des Indignés, le démontage du camp laisse place à une fine structuration de la mobilisation à l'échelle des quartiers. [...] Plus d'une centaine

de territoires sont concernées. La délocalisation des assemblées a été orchestrée depuis la Puerta del Sol, une commission quartiers se chargeant de l'extension du mouvement des Indignés. Ce changement de stratégie vise à enraciner la mobilisation au niveau local, pour éviter qu'elle ne perde son dynamisme⁹», analyse Héloïse Nez, sociologue française et observatrice du 15-M à Madrid. À Barcelone, une même dynamique de dissémination dans les quartiers est entamée, comme le raconte Simona Levi, artiste et militante du Net libre (Xnet), lors d'un entretien : « L'occupation des places s'est faite globalement sur des bases saines, malgré l'apparition sur la fin de *paguros*, des bernard-l'hermite qui, arrivés tardivement sur les places, ne veulent plus en partir, s'inventent un radicalisme jusqu'au-boutiste, mais qui en réalité, contrairement aux premiers arrivés et aux initiateurs, n'avaient surtout pas pensé l'après car ils ne s'intéressaient déjà pas à l'avant¹⁰. » Elle ajoute que, bien que planifié, « le démantèlement de la place n'a pas été une chose linéaire, beaucoup de gens se sont retrouvés sans rien à faire après, parce que l'action, c'était de venir chaque jour sur la place ». Pour Sergio Salgado, compagnon de lutte de Simona Levi, « quand la place s'est vidée, ce qui était le cœur du mouvement a provoqué un afflux de sang neuf dans tous les secteurs de lutte, qui étaient auparavant exsangues, ainsi que dans les multiples initiatives apparues sur les places¹¹ ». Dans le monde du travail, une dynamique d'auto-organisation est apparue avec l'objectif de renforcer les luttes existantes et de déborder les organisations syndicales, en reprenant les méthodes du 15-M afin de lancer ses propres mouvements autonomes. Sergio Salgado précise que l'autonomie reste l'esprit du 15-M : « Attention, il n'y a pas de volonté de canaliser ce mouvement dans une ou l'autre direction, il s'agissait d'une diffusion capillaire, en multiples ramifications, mais qui gardaient toutes en commun leur attachement à l'esprit du 15-M. »

Militants et citoyens, travailleurs et chômeurs s'auto-organisèrent à partir de l'expérience acquise sur les places. De nouvelles

9. Héloïse Nez, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », *Participations*, n° 4, De Boeck Supérieur, 2012, p. 248.

10. Simona Levi, Xnet, propos recueillis le 10 juin 2015 à Barcelone.

11. Sergio Salgado, Xnet, propos recueillis le 10 juin 2015 à Barcelone.

formes d'action font alors leur apparition ou se diffusent contre les expulsions de logement ainsi que pour réquisitionner collectivement des bâtiments vides, à l'image des *escraches* de la Plateforme des victimes du crédit hypothécaire (PAH)¹², des réquisitions de logements vides par les *okupas* ou des actions de retraités casse-cous appelés *iaioflautas*. Les Indignés lancent ainsi une myriade de mouvements de débordement des institutions autant que des structures politiques traditionnelles, notamment grâce à ces immenses manifestations « sans drapeaux ni banderoles » (de partis ou de syndicats). Les plus notables furent les « marées citoyennes », ces mouvements interprofessionnels autogérés¹³ venus défier un monde syndical espagnol timoré et décrédibilisé et qui ponctuèrent la vie politique espagnole jusqu'en 2014 tout en conservant la flamme du 15-M vivante.

LA « DÉMOCRATIE DES PLACES » EN PRATIQUE

Le mouvement d'occupation de places en Espagne, une fois installé, est devenu un véritable laboratoire à ciel ouvert. Les participants y expérimentaient quotidiennement une gouvernance novatrice des luttes, mais aussi la direction d'une cité miniature où chaque activité (alimentation, santé, propreté) s'organisait sur la base de l'autogestion de commissions dédiées. Chacun vaquait aux tâches qu'il s'était attribuées, les uns partant en action, accompagnés d'équipes chargées de communiquer, les autres réfléchissant aux solutions à apporter aux maux de la société. Le soir venu, tous se réunissaient sur la place où ils étaient rejoints par la foule des curieux, pour participer collectivement aux assemblées populaires, la grand-messe des Indignés, où les différents groupes de réflexion venaient exposer et faire valider leurs propositions, chaque participant exprimant ensuite son opinion en utilisant la gestuelle

12. Marie Astier, « En Espagne, les citoyens font plier les banques... parce qu'ils agissent ensemble », *Reporterre*, 25 juin 2015.

13. Par exemple, la « marée blanche » concernait le corps médical ; la « marée verte », le corps enseignant...

adéquate ou prenant la parole d'après un mécanisme d'animation participative. La sociologue Héloïse Nez raconte ainsi : « Dès les premiers jours du campement madrilène, des pratiques délibératives sont mises en place. Loin d'émerger de manière spontanée, ces méthodes sont proposées par de jeunes militants autonomes investis dans les centres sociaux occupés autogérés et par une génération de professionnels formés dans des masters spécialisés sur la participation¹⁴. »

À Madrid, la commission « Dinamización de Asambleas del Campamento Sol » s'engage dans un travail méticuleux, quasi scientifique, d'expérimentation et de diffusion des bonnes pratiques pour assurer le déroulement fluide d'assemblées capables de fonctionner avec plusieurs milliers de personnes. Ces pratiques sont ensuite consignées dans un blog dédié qui sert de plateforme pour la diffusion vers les autres places occupées et qui permettra qu'un même code universel soit utilisé partout. Cette codification stricte donne à voir une homogénéité des formes d'expression qui renforce la cohérence du mouvement. Ces pratiques, et la théorie qui les entoure, seront rassemblées dans un guide¹⁵ où l'on retrouve les deux piliers de l'organisation du mouvement : l'autogestion horizontale et la centralité de l'assemblée dans le processus décisionnel. Il y est expliqué que l'horizontalité correspond à « une organisation sociale qui implique l'égalité de toutes les personnes participant à un collectif ou à la société. Il n'y existe aucune hiérarchie, elle est le contraire d'une organisation verticale dans laquelle peu de personnes décident et les autres obéissent ». Cette horizontalité s'applique à l'ensemble des organes qui constituent le mouvement, aucune ville n'ayant de prérogatives sur les autres, aucun groupe de travail ne pouvant imposer à d'autres des tâches, aucun individu ne pouvant s'attribuer une posture d'autorité sur un autre manifestant. Elle n'est pas seulement un mode d'organisation, mais implique également une éthique de l'écoute et de la bienveillance, dans la recherche d'une intelligence collective. En réalité, la

14. Héloïse Nez, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », art. cit.

15. *Guía rápida para la dinamización de asambleas populares*, Acampado Sol, 31 mai 2011.

démonstration de l'efficacité d'un mode d'organisation plus horizontale, dans les assemblées notamment, n'est pas un apport propre au 15-M, puisque ce procédé inscrit dans la tradition anarchiste de longue date, ainsi que dans les pratiques altermondialistes et les milieux hackers ou hacktivistes. « La nouveauté, c'est l'organisation en réseau où chacun peut prendre des décisions, peut décider de faire, tout en rendant compte de ses avancées à travers les commissions de l'assemblée générale. Le réseau, c'est le mouvement. Une fois lancé, il n'a pas besoin de lieu, il est fluide donc difficile à récupérer¹⁶ », avance Simona Levi de Xnet. Les assemblées populaires peuvent aussi être entrevues comme un mode d'action à part entière puisqu'elles permettent de maintenir une présence et une activité sur la place occupée et qu'elles donnent à voir autant qu'elles donnent à faire. Elles maintiennent ainsi l'effervescence participative qui est la base de l'implication du plus grand nombre dans le mouvement.

Le réalisateur de documentaires Xavier Ortiga, lors de notre rencontre, nous fait un descriptif succinct de l'organisation sur la Plaça Catalunya à Barcelone : « Il faut bien avoir en tête que la place était occupée par plus de 5 000 personnes engagées dans un tas d'activités. Ce fut quelque chose d'incroyable et de transcendant qui a changé nos vies. Chaque commission organisait, selon les besoins, une ou deux réunions dans la journée, souvent le matin, puis le midi, il y avait la réunion inter-commission où nous devions envoyer un membre pour rapporter nos activités à la vingtaine d'autres commissions. C'est dans cette assemblée que se décidaient les stratégies et les lignes rouges. On s'accordait aussi sur le calendrier, par exemple, la commission action nous passait chaque jour un agenda des actions qui allaient se tenir, des rencontres avec des ouvriers dans telle usine, une manifestation devant telle ambassade... Il y avait une multitude d'actions qui partaient de la place, notre commission médias avait un vrai travail de production d'actualité à fournir chaque jour. Ce ne fut un processus non seulement de production intense, mais aussi d'échange et d'apprentissage

16. Simona Levi, Xnet, propos recueillis le 10 juin 2015 à Barcelone.

collectif car nous n'étions pas tous des professionnels de l'image. Certaines commissions continuent d'exister cinq ans après, et cela a même créé des vocations chez des jeunes ou des personnes qui étaient auparavant sans activité¹⁷. » Aujourd'hui, les pratiques de diffusion vidéo ont largement évolué avec l'apparition d'applications de diffusion vidéo en direct qui permettent à des internautes de se connecter à différents diffuseurs (*streamers*) simplement munis d'un téléphone portable. Lors des premiers jours, un live sur la place de la République retransmis sur le compte Periscope de Rémy Buisine attira plus de 80 000 personnes avec un cumul d'audience de 385 000 sur la soirée, tandis que, pendant toute la période d'occupation, TV debout intercalait interviews et retransmission en direct de l'assemblée générale grâce à une webcam. Face à l'apparition du direct, la collecte d'images et le montage sont redevenus l'apanage de journalistes professionnels ou amateurs, dont le travail est utilisé pour couvrir un angle, un point de vue, et réaliser un travail de documentariste à destination de médias alternatifs.

Par ailleurs, le *Guide de dynamisation des assemblées*, ce manuel de l'Indigné, apporte une subtilité notable quant au rôle de l'assemblée populaire, qui n'est pas réduite à une simple dimension fonctionnelle et délibérative. « L'assemblée est un espace de rencontre depuis l'égalité, entre des personnes qui partagent une fin commune, qu'il s'agisse d'une volonté : d'informer, de délibérer ou de décider¹⁸. » Ces trois dispositions sont ensuite explicitées et servent également de règles de modération pour animer les discussions. « Pour informer, les personnes participantes exposent des informations d'intérêt commun, mais il ne s'agit pas de lancer un débat », l'idée étant de limiter les prises de parole au strict nécessaire et de ne pas éparpiller l'attention avec des informations superflues ou hors sujet. Pour la phase de délibération, « il s'agit de penser collectivement un thème, une situation ou une problématique, [...] il n'y a pas d'obligation à aboutir à une décision ». Pour la phase de décision, « cela implique que le groupe aboutisse à une conclusion ou à une résolution commune sur le thème travaillé. Pour arriver à cela, il faut que

17. Xavier Artigas, studios Metro Muster, propos recueillis le 9 juin 2015 à Barcelone.

18. *Guía rápida para la dinamización de asambleas populares*, op. cit.

les deux étapes précédentes aient été réalisées, afin d'arriver à la construction d'un consensus». Ce triptyque organisationnel (information, délibération, consensus) s'applique de manière égale aux commissions comme à l'assemblée. Puisqu'il n'y a aucune obligation performative énoncée comme objectif de la réunion, dans ce processus, la décision devient une issue positive à la rencontre, tandis que l'absence de décision, loin d'être perçue comme un échec, est considérée comme ayant *a minima* permis la discussion pour construire un consensus qui se donne du temps.

Avant de développer la notion du consensus, concept marquant dans l'organisation des mouvements des places, terminons cette description des pratiques par l'usage d'une signalétique visuelle pour exprimer l'opinion des participants à ces grandes assemblées. L'image est désormais familière de ces manifestants agitant leur main au-dessus de leur tête, les tournant sur elles-mêmes pour applaudir sans bruit, n'en levant qu'une pour un vote favorable, les croisant en croix devant leur visage pour exprimer un refus catégorique et réclamer un droit de réponse immédiat face à une proposition révoltante (ou sauter les tours de parole). D'autres gestes sont ensuite agrégés à la gamme, tels que la main passant en essuie-glace devant le visage pour exprimer un désaccord sans volonté de blocage ou, ajout le plus récent, le triangle formé avec les pouces et les index pour signifier des propos discriminants ou sexistes. Loin d'un quelconque folklore, cette gestuelle est un code efficient qui a évolué au fil de ses exportations dans différents pays, au point de constituer aujourd'hui un signe de ralliement ou d'appartenance à une même mouvance démocratique.

Certes, cette gestuelle a ses détracteurs, nostalgiques d'une époque où le leader-né sortait du rang pour haranguer une foule qui le portait aux nues par de bruyants claquements de mains, tel Jaurès perché sur les hauts du Pré-Saint-Gervais. Mais les nouveaux mouvements sociaux nés dans la seconde partie du xx^e siècle, en particulier féministes, ont transmis aux Indignés, par la présence de militants plus expérimentés, leurs analyses sur les enjeux de pouvoir et les risques de sa capture par les organisations militantes. Les féministes combattirent sur les places le déterminisme qui voue certaines à écouter tandis que ces messieurs jouent de leur bel organe à la tribune. Plus prosaïquement, d'autres militants

avertirent sur les risques qu'encourt un mouvement à reposer sur les épaules, faillibles, d'une seule personne. Cette gestuelle reprise par tous les mouvements d'occupation de places, à Athènes, New York ou Paris, doit donc également se comprendre comme une tentative de rupture avec les codes établis de la politique traditionnelle, tant dans l'organisation d'assemblées qui seraient le lieu de la discussion et non de l'opposition, que dans le rejet d'une symbolique lourde d'un héritage politique dépassé, centraliste et patriarcal, qui impose d'office à la véritable majorité de se taire sans effort de dialogues ni de compromis.

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE CONSENSUELLE ?

Nous abordons ici la question du consensus comme mode d'organisation, de décision, voire comme fin ou objectif, à travers les retours d'expériences partagés par des Indignés espagnols. Diverses considérations liées aux mouvements Occupy Wall Street ou Nuit debout viendront enrichir une analyse opérationnelle du concept. Sur les places espagnoles, les assemblées générales choisirent le consensus comme mode de fonctionnement, pour organiser les relations entre les différents groupes et personnes, puis, après un processus d'intelligence collective, pour s'accorder sur une décision.

Le consensus est perçu, dans son usage premier, au moment de l'occupation de places, comme un outil nécessaire pour réunir des personnes d'opinions, d'expériences militantes ou d'horizons politiques différents afin d'éviter le chaos d'un conflit de tous contre tous. Il faut construire une organisation cohérente avec les aspirations démocratiques du mouvement et s'assurer que celui-ci prendra une ampleur telle qu'il en deviendra significativement représentatif. Le consensus est donc en premier lieu un outil d'inclusivité qui assura le respect des valeurs égalitaristes en permettant à chacun de prendre part à la discussion collective, à la résolution des conflits et à la prise de décision. « Pour les mouvements sociaux décidés à user du consensus comme mode d'organisation, celui-ci apparaît le plus souvent comme une alternative aux procédures d'organisation marquées par le "centralisme démocratique" ou aux organisations non transparentes dirigées par des personnalités autodésignées, qu'il

s'agisse de partis marxistes, de syndicats ou d'ONG libérales¹⁹», explique l'activiste américain Andrew Cornell, participant à Occupy Wall Street. Le consensus apparaît dans ce sens comme une pratique expérimentale et critique dans un contexte de remise en cause des modes d'organisation traditionnels issus du xx^e siècle qui structuraient jusqu'alors l'ensemble des luttes sociales.

Le consensus induit également une libération de la parole qui contribue à l'objectif d'émancipation collective des individus proposé par le mouvement. À Paris, dans un contexte post-traumatique, où le bruit et l'agitation renaissaient après le silence prostré du deuil, l'expression de la vitalité des luttes venait rompre avec le fatalisme des récits officiels sur l'impuissance collective. Prenant le micro après de longues minutes d'attente, chaque personne déposait au pied de la statue de la place de la République son fardeau, confiait ses espoirs, et quittait l'espace d'un instant sa condition individuelle pour se laisser entièrement approprier par le collectif. Nuit debout était à la fois paroles et cris, un cri nocturne de joie et de lutte pour annoncer, comme ses homologues grecs ou espagnols, « que personne ne restera plus seul pendant la crise », ni dans le deuil, terrorisé devant sa télévision et dépossédé de ses libertés. La puissance de ces places occupées résidait dans le fait de créer de nouvelles solidarités immédiates grâce à l'expérience de l'horizontalité et de la communauté d'action. S'il ne s'agissait pas là de prise de décision à proprement parler, la parole libre comme le consensus partagent cette même dimension cathartique qui permet d'exprimer ses affects, au point que cette libération facilite *in fine* la décision et l'action. Ce fut aussi une réponse à l'ennui existentiel et à l'impuissance, car, pour reprendre l'idée du philosophe Miguel Benasayag²⁰, l'ennui est l'expérience du manque de sens, or face à celui-ci, il y a une obligation de l'action en toutes circonstances pour exprimer la force vitale de l'être. Ce retour aux potentialités de la vie se fait donc dans ces mouvements de démocratie horizontale par la libération première de la parole, une parole agissante et

19. Andrew Cornell, "Occupy Wall Street and Consensus Decision Making: Historicizing the Preoccupation With Process", e-book collectif *Is This What Democracy Looks Like?*, s. d.

20. Miguel Benasayag, *Comprendre est agir. Paysages et situations*, La Découverte, 2006.

émancipatrice qui énonce à nouveau le réel, mais qui aussi raconte l'action et porte des principes de l'agir à la connaissance de tous.

La crainte que le consensus ne soit source de blocage d'une assemblée du fait qu'une seule personne puisse refuser de retirer son opposition radicale est en réalité d'autant moins fondée que le groupe est large. Lorsqu'une situation de blocage intervient, certains témoignages espagnols ou américains en faisant cas, il apparaît que la situation peut être dépassée en ignorant l'avis personnel (et isolé) qui s'opposerait à la réalisation de la volonté collective. Dans son ouvrage sur Occupy, *Comme si nous étions libres*, David Graeber admet que « certaines personnes demandent tant d'attention que, pour les satisfaire, il faudrait consacrer beaucoup plus de temps à leurs opinions qu'à celles de toutes les autres, ce qui porterait atteinte au principe selon lequel les opinions de chacun ont un poids égal²¹ ». Bien souvent, ces contre-propositions demandent de dépenser une énergie immense pour une résolution de conflit qui n'est même pas souhaitée par l'intéressé. Pour reprendre une terminologie propre aux réseaux sociaux, ces personnes sont des « trolls » dont l'objectif n'est pas de faire avancer le mouvement, mais au contraire de perturber les possibilités de discussion collective par des interventions intempestives. Dans ce cas, elles doivent donc être considérées comme des fardeaux qu'il est préférable de contourner pour avancer.

Dans son fonctionnement sain, lorsqu'une proposition est présentée à l'assemblée générale, elle est ensuite débattue par l'ensemble des participants qui proposent de l'amender, jusqu'à ce que la formulation finale n'égratigne aucune sensibilité réunie sur la place. Si un consensus est établi, quand aucune objection ne se fait plus entendre, il vaut alors comme décision prise par l'AG. Par exemple, les Indignés ne recouraient jamais au vote formel et majoritaire, rejetant ce mode décisionnaire considéré comme excluant et autoritaire. Le choix du mode consensuel exprime également une forme de rejet de l'obligation de performance imposée par l'attitude décisionnelle que s'attribuent les professionnels de la politique pour qui une décision, même mineure ou contre-productive, vaut mieux qu'une

21. David Graeber, *Comme si nous étions déjà libres* (titre original: *The Democracy Project*), Lux Éditeur, 2014, p. 207.

accusation d'immobilisme ou d'impuissance. Dans un contexte démocratique traditionnel, tel que nous le connaissons, la décision est à la fois comprise comme résolution du conflit et affirmation de l'autorité. C'est ce qui met un terme au débat démocratique dans la mesure où celui-ci a eu lieu dans le respect de la procédure constitutionnelle. C'est aussi ce qui implique la mise à exécution. Or, dans un système représentatif majoritaire comme le nôtre, la décision prise par un minimum de 51 % des représentants s'imposera aux 49 % qui ne partageaient pas l'opinion, comme elle s'imposera également aux abstentionnistes et à toutes celles et à tous ceux ne bénéficiant pas du droit de vote (mineurs, étrangers, etc.).

Cette obligation faite à la frange vaincue ne peut se faire sans le recours à la contrainte ou, du moins, sans un système coercitif assurant que la décision s'appliquera à tous. Il faut distinguer deux groupes au sein de cette « minorité » : ceux qui se plient à la décision par autodiscipline, par acceptation des règles du jeu, en comptant sur l'attitude coopérative ou contrainte des groupes concernés ; ceux pour qui le recours à la force de l'État devient nécessaire, les récalcitrants et les rebelles, qui n'entendent pas accepter une décision dont ils ont été exclus ou qui aurait été prise sans tenir compte de leurs avis. Comme l'analyse judicieusement l'anthropologue américain David Graeber : « Le vote divisé. [...] La recherche d'un consensus, d'un accommodement ou d'un compromis réciproque pour en arriver à une décision collective, à laquelle personne ne s'oppose catégoriquement, est beaucoup plus judicieuse dans les situations où la mise en œuvre de telle décision ne s'appuie pas sur une bureaucratie centralisée ni sur la contrainte systématique pour forcer une minorité frustrée à se conformer à une décision qu'elle trouve idiote, odieuse ou injuste²². » Donc le choix de l'organisation et de la prise de décision par consensus au sein du mouvement des places s'explique autant par le fait de vouloir impliquer tout le monde dans le processus de discussion démocratique que par le fait de s'assurer que les accords obtenus après débat n'auront pas besoin d'une autorité pour être appliqués par les participants.

22. *Ibid.*, p. 172.

Lors d'une rencontre à Barcelone avec d'anciens Indignés, Sergio Salgado témoigne du pouvoir du processus consensuel sur l'organisation du 15-M: « Durant ce mois dans la rue, moi qui suis un militant aguerrri, j'ai aussi dû désapprendre, me défaire de réflexes, de marqueurs identitaires, de façons d'aborder les débats et la contradiction, bref d'une structure idéologique qui s'apparente à du prêt-à-penser. En réalité, ce désapprentissage idéologique est un réapprentissage politique à travers l'action, le débat public et la recherche de consensus²³. » Pour illustrer son propos, il nous donne un exemple qui interroge fortement les postures trop dogmatiques qui empêchent le dialogue: « Si je me mets dans la peau d'un anticapitaliste et que toi, tu es en faveur de ce système, soit, nous avons nos divergences, mais nous nous mettrons sûrement d'accord pour dire qu'il faut lutter contre la corruption, car personne n'aime se faire voler. Nous avons donc notre consensus. À bien y regarder, mettre un terme à la corruption serait une entaille profonde au système, un acte véritablement révolutionnaire. Peut-être même d'ailleurs que le système actuel ne résisterait pas à la fin de la corruption, que le capitalisme s'écroulerait. Donc, en permettant ce dialogue entre des points de vue *a priori* opposés, on crée de nouvelles hypothèses de travail beaucoup plus fertiles ou concrètes qu'un simple "Finissons-en avec le capitalisme!" » Une certaine approche pragmatique semble ainsi apparaître, dont l'objectif serait avant tout d'agir sur le réel en redéfinissant les bases de l'action et, plus largement, les conditions pour une alliance populaire au socle plus large, moins dogmatique politiquement, et déterminée à avancer collectivement en vue de transformer la société, dans un élan où se mêleraient idéal démocratique et pragmatisme radical.

CONFRONTER L'IDÉAL ET LA PRATIQUE

Le consensus est-il une fin en soi pour les mouvements des places? Serait-il l'objectif préfiguratif d'une société démocratique

23. Sergio Salgado, Xnet, propos recueillis le 10 juin 2015 à Barcelone.

où le conflit politique aurait été banni pour être remplacé par la coopération et l'intelligence collective ultime? Ces questions reviennent à déterminer si la démocratie est un mode de résolution des conflits, dont elle se nourrirait, ou s'il s'agit d'un système purement rationnel qui tendrait à les faire disparaître et dont l'idéal consisterait en une forme de consensus universel. Redécouvertes au cœur de l'expérience des mouvements d'occupation de places, ces questions occupent l'esprit des philosophes depuis la Grèce antique, mais elles s'imposèrent empiriquement aux manifestants faisant face aux difficultés d'organiser un mouvement sur des bases idéalement démocratiques, confrontant en permanence l'utopie et l'exigence éthique avec la réalité des pratiques et des individus. Dans cet ouvrage, loin de nous substituer aux philosophes, nous tâcherons de partager des éléments empiriques et partiels de réponses apparus grâce à ces nouvelles praxis démocratiques.

Questionnés sur leurs revendications, des Occupiers de Wall Street, qui fonctionnaient sur la base du consensus, répondirent : « Le processus est le message²⁴ », signifiant que la revendication se limitait à l'exemplarité d'une pratique démocratique conçue comme unique moyen de lutte. Critiqués pour la lenteur de leur processus décisionnel au consensus, les Espagnols rétorquèrent : « Nous allons doucement parce que nous allons loin. » Ces réponses sous-tendent, malgré l'apparence d'un même registre du mouvement, une vision différente de la place du consensus et du processus décisionnel comme moyen et objectif dans une dynamique de promotion d'une démocratie authentique. Pour les occupiers interrogés, ce slogan laisse entendre que le consensus et le processus pour l'obtenir seraient la fin en soi du mouvement. Le consensus n'est plus un mode d'organisation ou de décision pour orienter le mouvement dans une direction désirée, il devient immédiatement et de façon préfigurative « LA démocratie réelle ». Une citation tirée de la *Gazette debout*, l'automédia et blog non filtré du mouvement Nuit debout, illustre pleinement cette tendance qui traverse les mouvements des places : « L'action est nécessaire, mais elle paraît moins absolument

24. Meredith Hoffman, "Protesters Debate What Demands, if Any, to Make", *New York Times*, 16 octobre 2011.

urgente à ceux qui n'ont pas la frustration d'attendre que quelque chose se passe : l'utopie, pour eux, n'est pas pour demain, elle est là, tout de suite, jour après jour et nuit après nuit. [...] Dans le monde qu'est Nuit debout, le but est essentiellement de continuer, sans forcément de stratégie précise mais en faisant confiance à l'esprit de l'agora en train de se vivre pour conduire les Nuits debout à s'étendre, à évoluer naturellement et à remplacer, le temps venu, l'ancien monde au cœur duquel elles auront pris place²⁵. » Dans l'euphorie des deux premières semaines, il faut reconnaître que la richesse humaine qui s'offrait sur les places pouvait donner lieu à une immense satisfaction personnelle et à un sentiment de réussite collective qui purent, un temps, être confondus avec la fin en soi du mouvement. Un rêve éveillé que viendraient bientôt troubler les premières salves de lacrymogènes...

Comme le rappelait *Le Monde diplomatique*²⁶, le philosophe Slavoj Žižek, en visite à New York en octobre 2011, lança cet avertissement aux campeurs de Zuccotti Park : « Ne tombez pas amoureux de vous-mêmes. Nous passons un moment agréable ici. Mais rappelez-vous, les carnivals ne coûtent pas cher. Ce qui compte, c'est le jour d'après, quand nous devons reprendre nos vies ordinaires. Est-ce que quelque chose aura changé ? » Pour Thomas Franck, critique littéraire au très intellectuel *Harper's Magazine*, et qui reprend à son compte le mot de Žižek, la plupart des témoignages d'occupiers recueillis dans la littérature sur le sujet « donnent l'impression qu'Occupy Wall Street n'avait rien d'autre à proposer que la construction de "communautés" dans l'espace public et l'exemple donné au genre humain par le noble refus d'élire des porte-parole ». Comme cela a pu être constaté, après un certain temps de mobilisation, les occupations statiques organisées sur le seul exercice assembléiste font courir au mouvement le risque de s'autocentrer sur lui-même et sur ses pratiques délibératives. Les occupants se retrouvent ainsi à débattre longuement sur les conditions du débat ou à échanger des heures sur la nécessité d'une minute de silence.

25. Alina Reyes, « De l'agora... à l'itinérance ? », *Gazette debout*, 26 avril 2016.

26. Thomas Franck, « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013.

Ils semblent oublier alors la raison d'être du mouvement et l'enjeu d'agir sur la société pour en modifier les règles de fonctionnement démocratique.

D'une part, il est nécessaire de rappeler constamment que la démocratie expérimentée sur les places n'est pas parfaite par simple déclaration, affirmer l'inverse reviendrait à confondre les hypothèses de travail avec leurs conclusions. Elle permet certes la découverte d'une pratique nouvelle, ouverte et participative, qui modifie profondément les rapports au politique et à la collectivité, mais cette praxis doit sans cesse être ajustée, améliorée et contrôlée, faute de quoi elle figerait le mouvement et amenuiserait ses objectifs. L'autre erreur ici serait de confondre le groupe réuni avec « le peuple », même si la tentation en est grande, d'autant plus qu'elle apporterait avec elle l'ultime légitimation démocratique à l'ensemble des revendications émises sur la place. « Je tiens à dire à propos de ce sentiment de "faire peuple" qu'il y avait cette prise de recul dans les assemblées générales. Même si nous étions nombreux et euphoriques, il ne fallait pas tomber dans le piège de reproduire l'"accaparement de la représentation" que nous dénonçons, il fallait insister pour dire que les assemblées générales ne représentaient qu'elles-mêmes²⁷ », témoigne Pablo Lapuente Tiana. Une même prise de recul semblait également prévaloir lors de l'occupation de la place de la République à Paris durant les Nuits debout. Au vu des scores de l'extrême droite en France, et d'une certaine cohérence idéologique assumée chez les participants, il aurait été malaisé de se revendiquer d'une représentation populaire complète. En Espagne, pour Edgar Straehle, jeune enseignant à l'université de Barcelone, « l'une des forces du 15-M qui lui apportait une forte légitimité, c'était la présence d'électeurs de droite dans les premiers jours du rassemblement, puis le mouvement, soit par inertie, soit par une couverture médiatique partielle, s'est transformé en mouvement de gauche²⁸ », comme le fut largement Nuit debout. L'autre problématique à laquelle fut confronté le mouvement français était l'absence d'une représentation significative des

27. Pablo Lapuente Tiana, propos recueillis le 14 mars 2015.

28. Edgar Straehle, propos recueillis le 10 juin 2015 à Barcelone.

classes populaires issues de l'immigration sur les places occupées, avec néanmoins le désir d'y remédier en exportant, parfois maladroitement, le mouvement dans les banlieues des grandes villes. Quant à la population rurale, elle se trouvait obligée de rejoindre les centres-villes pour s'exprimer et se faire représenter, ce qui ajoutait une limite géographique à la limite sociologique de la représentativité populaire du mouvement.

En Grèce, la mobilisation sur les places recouvrait un spectre politique plus large grâce à un mouvement qui cherchait à sortir des carcans politiques d'organisations décrédibilisées qui ne reposaient plus sur aucune base sociale solide. « La réalité, c'est que la vaste majorité de la gauche traditionnelle grecque, des anarchistes aux différents partis politiques d'extrême gauche, n'a pas participé au mouvement des places. Le mouvement a même été regardé avec un certain dédain et méfiance, nous étions soit "non politisés", ce qui impliquait de se nous laisser prêcher la bonne parole, soit au pire "de la graine de nationalistes" car certaines demandes de souveraineté populaire étaient présentes sur les places », nous explique lors d'un entretien à Athènes à l'été 2016 Kristos Giovanopoulos, militant au sein de Solidarité pour tous et lui-même membre d'une organisation politique à tendance communiste (KOE). L'originalité grecque n'aura pas été de vouloir reconstituer un gouvernement populaire et central sur les places, mais au contraire d'expérimenter une démocratie directe, ce qui conduisit à une multiplication rapide des assemblées locales sur l'ensemble du territoire. Pour nombre de participants, il s'agissait de constituer un mode d'organisation collective dans un moment de fortes agitations sociales où une partie de la population s'inquiétait d'un possible effondrement de l'État. La pratique démocratique et coopérative des places s'apparentait donc à un réflexe anticipé de résilience face à un choc sociétal majeur, bien loin des idées de chaos et de désordre véhiculées par les récits anxiogènes d'un krach économique et politique. Il n'est donc pas surprenant que ce mouvement ait donné lieu par la suite à la construction de réseaux de solidarité pour pallier la défaillance de l'État.

Pour revenir à notre critique du consensus, il faut s'attarder un instant sur les propos d'Edgar Straehle qui souligne paradoxalement une forme d'inertie au sein du mouvement espagnol associée

à une perte de diversité des opinions représentées. À notre sens, il s'agit là d'une des conséquences négatives du recours permanent au consensus pour l'ensemble des prises de décision, à ne pas confondre avec le processus consensuel qui vise, lui, à agréger les avis. En effet, dans la pratique, il apparaît que la décision consensuelle absolue (tout le monde d'accord) sur de larges groupes aura tendance soit à repousser la décision, la proposition initiale étant sans cesse remise à l'ouvrage, soit à allonger considérablement les débats, ce qui ralentit le mouvement et peut provoquer une rupture parmi les participants en fonction de la patience de chacun. Cette impatience peut aussi être bénéfique, puisqu'elle laisse à chacun la liberté d'apprécier l'importance ou la nécessité de se positionner, écartant idéalement les prises de parole futiles, une hypothèse que la pratique tend néanmoins à infirmer.

Au fur et à mesure que les débats s'allongent dans le temps, il devient évident qu'un écart se creuse entre les participants disposant de plus ou moins de temps libre, créant ainsi une inégalité dans les conditions d'accès et de participation aux assemblées. Les Indignés espagnols reconnurent humblement que des réunions quotidiennes de plusieurs heures ne laissaient que peu d'opportunités à une femme avec des enfants ou à un travailleur salarié pour se joindre au mouvement. Progressivement, le recours unique au consensus perd donc en efficacité, et surtout, il finit par provoquer l'effet inverse de celui désiré, il devient plus excluant qu'il n'est inclusif. Il alimente une tendance à l'homogénéisation croissante des publics, phénomène qui provoque à la fois un renforcement du groupe restreint et son effet pervers, rendre l'opposition au groupe symboliquement ou moralement plus difficile et coûteuse pour l'individu. La fétichisation du consensus, en se confondant avec l'objectif de l'avènement d'une démocratie réelle, impose soudain une très forte rigidité à l'organisation du mouvement, en limite les contours à sa seule dimension préfigurative et impose un mode unique de résolution du conflit qui peut devenir paralysant, faussement inclusif et tout à fait fatal.

Enfin, la limite de la décision au consensus à l'unanimité est qu'il aura tendance à favoriser des thématiques qui bénéficient d'un ample soutien parmi ceux qui les débattent, mais rendra plus difficile l'émergence de propositions concernant des groupes

minoritaires. Ce procédé décisionnel finit ainsi par favoriser une autolimitation et une autocensure collectives du fait que puissent émerger seulement les propositions qui ne susciteront aucune controverse. En conséquence, « le mouvement finit par ne s'accorder que sur un consensus de mesures minimales réduites à des sujets très généraux, qui ne paraissent appeler aucune conséquence pratique pour le mouvement et laissent les manifestants mécontents²⁹ », avertit Carlos Taibo. Pour reprendre un exemple cité précédemment, il est clair que personne ne s'opposera à l'instauration de mesures pour lutter contre la corruption, mais une telle unanimité volerait probablement en éclats s'il s'agissait de décider collectivement des peines encourues. En fin de compte, nombre d'occupants de places, en particulier dès les débuts de Nuit debout, modifièrent leur pratique pour rompre avec la rigidité du consensus de décision et adoptèrent le vote majoritaire aux quatre cinquièmes, s'assurant ainsi que personne ne pourrait prendre le contrôle de la décision par des jeux de factions et de majorité faussée, tout en évitant les blocages. L'approche consensuelle reste cependant la norme dans la construction de la proposition qui sera, en fin de processus, soumise au vote de l'assemblée.

Chantal Mouffe, dans son ouvrage *L'Illusion du consensus*, apporte une réponse philosophique et politique tranchée au dilemme du consensus : « Je soutiens que la croyance en la possibilité d'un consensus rationnel universel a conduit la pensée de la démocratie sur une fausse route. Plutôt que d'essayer de concevoir des institutions qui, à travers des procédures prétendument impartiales, résoudraient tous les conflits d'intérêts et de valeurs, les théoriciens de la démocratie et les hommes politiques devraient travailler à la création d'un vibrant espace public agonistique de contestation, où différents projets politiques hégémoniques pourraient s'affronter³⁰. » Par *agonistique*, elle entend l'instauration d'un espace de lutte dont les conditions seraient encadrées, réglementées, par des procédures démocratiques qui assureraient la confrontation de projets de société. Quant à l'idée d'hégémonie, elle n'implique

29. Carlos Taibo, *El 15M en sesenta preguntas*, op. cit., p. 40.

30. Chantal Mouffe, *L'Illusion du consensus*, Albin Michel, 2016.

pas d'imposer un projet politique, mais plutôt de permettre à des acteurs politiques de construire un projet politique intégral capable de prendre en charge les différents secteurs de la société selon des principes cohérents, à l'inverse des girouettes idéologiques et opportunistes que sont nos politiques contemporaines. L'idée d'une nécessaire confrontation des idées est salutaire en ce qu'elle apporte une vitalité au débat et permet à chacun de participer à celui-ci dans la mesure où elle n'impose aucune nécessité d'homogénéité pour garantir la décision.

La décision par consensus ne peut donc être perçue comme un modèle préfiguratif valable pour le fonctionnement d'une société qui aurait magiquement été vidée de ses affects, de ses valeurs contradictoires ou de ses divergences culturelles. Le consensus est avant tout un processus, une façon d'organiser les rapports qui tendra à limiter les oppositions radicales et excluantes, et à apaiser les relations sociales en promouvant l'intelligence collective. Surtout, au sein d'un mouvement social, le consensus est et doit rester un outil de discussion inclusif facilitant la prise de décision collective afin d'assurer une exécution cohérente, et sans contrainte, d'actions concrètes servant les fins données. Faute de quoi, en se fétichisant, il devient excluant, énergivore et producteur d'un *statu quo* permanent qui fige le mouvement et risque de le condamner à l'insignifiance. La pratique de la démocratie des places a démontré que, associé à l'autonomie des individus et des commissions, le consensus restait une pratique en réalité plus théorique que stratégique, concernant les valeurs et l'éthique du mouvement, tandis que l'urgence des actions à mener n'attendait généralement pas l'unanimité absolue, ou que celles-ci se présentaient d'une façon si évidente qu'elles n'avaient pas besoin de longs débats. Inspiré de l'expérience de ses prédécesseurs, Nuit debout en France apparaît comme une forme renouvelée, et moins fétichisée, de démocratie des places où le mouvement s'est organisé autour de la nécessité d'articuler réflexion, décision et action. En évacuant la rigidité du consensus, le mouvement français a néanmoins dû affronter des problématiques nouvelles en termes d'organisation et de stratégies collectives, l'autonomie des commissions l'emportant parfois sur la décision d'une assemblée à la légitimité contestée.

IV. NUIT DEBOUT, INCUBATEUR D'UNE DÉMOCRATIE DÉSIRABLE

La revendication centrale de démocratie, son expérimentation et ses perspectives inscrivent indéniablement Nuit debout dans la continuité idéologique et pratique des mouvements d'occupation de places en Europe. L'aspiration commune à un nouvel idéal démocratique, perçu comme progressiste et porteur de valeurs réaffirmées ou émergentes (justice sociale, égalitarisme, valorisation des communs), résonne désormais dans le cœur des « Nuitdeboutistes » français comme dans celui des Indignados d'Espagne ou des Aganaktismeni (signifiant « en colère ») grecs. Néanmoins, il semblerait qu'en France le temps de l'indignation et de la colère soit dépassé au vu des poussées insurrectionnelles qui devancent désormais les manifestations dans les cortèges de tête et qui imprimèrent une certaine radicalité à Nuit debout. En comparaison avec l'Espagne, l'une des particularités du mouvement français a été de naître dans un contexte d'urgence sociale et de mobilisation contre la loi Travail, avec son calendrier législatif et la nécessité de mettre en échec les velléités libérales du gouvernement de Manuel Valls. Or, pour nombre d'acteurs engagés dans l'appel initial à « faire converger les luttes », Nuit debout s'inscrivait dans une stratégie préexistante de montée en puissance et d'articulation des différentes composantes du mouvement social, impliquant une synergie avec différents types d'organisations, dont les syndicats ou encore les collectifs de coordination des intermittents et précaires (CIP), mais dont l'originalité consistait aussi à ouvrir un vaste espace de rassemblement ouvert à tous, militants et citoyens, révoltés et simples curieux.

Dans ce chapitre, nous offrirons aux lecteurs une pluralité de points de vue, en articulant la dimension collective, à travers la parole de personnes rencontrées sur la place de la République à Paris, auxquels s'ajouteront des analyses personnelles, issues de la participation active à diverses commissions ainsi qu'au collectif initiateur Convergence des luttes. Rencontré au sein de la commission

accueil et sérénité à laquelle nous avons participé, Romain est un éducateur spécialisé d'une trentaine d'années qui a accepté de partager son témoignage. Il apporte des éléments de contexte et de resenti qui semblent embrasser le parcours d'autres participants et leur désir de s'engager dans la dynamique participative de Nuit debout : « J'ai découvert le terrain militant à travers Nuit debout. Jusqu'à maintenant, mon engagement, je le vivais à travers mon métier, je suis éducateur spécialisé dans les questions d'insertion des personnes handicapées. Nuit debout arrive après une année marquée par les attentats, pour moi, ça a joué un rôle dans mon engagement. Après l'attentat de novembre, j'ai été vraiment abasourdi. Puis, l'unique réponse donnée, l'état d'urgence, m'a mis en colère, j'ai senti comme une forme de radicalisation, j'avais atteint le seuil du supportable. Quand j'ai vu que l'état d'urgence était appliqué contre les militants écologistes lors de la COP21, dans un contexte de lois qui actaient la surveillance de masse, la répression contre les syndicalistes de Goodyear et d'Air France, j'ai compris qu'il fallait dépasser la crainte de se mettre en difficulté, sortir de chez moi et me mettre en lutte. J'ai dû vaincre une certaine résignation, le classique "À quoi bon manifester?" qui habite pas mal de monde, notamment depuis la mobilisation contre la réforme des retraites. Ensuite, j'ai vu *Merci Patron!* de François Ruffin, c'est sûr, ce film-là réveille, il dit quelque chose de son époque, il fédère une énergie. Je suis donc allé le 23 février à la Bourse du travail pour la soirée "Leur faire peur" organisée par l'équipe de *Fakir*, et à travers l'idée de convergence des luttes née de la réflexion collective, j'ai su que je pouvais trouver ma place. J'ai donc décidé de ne pas rentrer chez moi après la manifestation du 31 mars et de me joindre à Nuit debout dès la phase de préparation¹. »

Ils et elles ne voulaient pas rentrer chez eux après les manifestations syndicales du 31 mars 2016 contre la loi Travail, déterminés à se mettre en résistance contre « la loi El Khomri et son monde ». Première victoire, pendant trois jours, les places de la République française reprirent vie, les gens commencèrent à se réapproprier ces

1. Romain, membre de la commission accueil et sérénité, Nuit debout Paris, propos recueillis le 3 juin 2016.

espaces publics que les autorités voulaient transformer en mausolée post-attentat ou interdire à l'expression politique et populaire au nom de l'état d'urgence. Le philosophe français Jacques Rancière eut ce très beau mot pour qualifier Nuit debout, lui attribuant le mérite de « transformer une jeunesse en deuil en une jeunesse en lutte² », même si, bien entendu, tout cela dépassait largement les considérations de classes d'âge. Dans l'acte fédérateur des premiers jours de rassemblement réussi, une brèche temporelle s'est ouverte, les participants à Nuit debout refusèrent de clore le mois de mars et inventèrent leur « calendrier martien », les 32, 33, 34 mars remplaçant ainsi les premiers jours d'avril. Le vieux temps politique, des divisions et des polémiques stériles, s'est arrêté dans cet espace émancipé des contraintes d'une réalité devenue depuis trop longtemps synonyme de frustration et d'impuissance collectives. L'ambiance était désormais au « rêve général » et à la « convergence des luttes », au désir puissant d'avenir, subversion terrible dans cette époque de peurs et de divisions.

Le mouvement tire son nom d'une citation d'Étienne de La Boétie, « les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux », extraite de l'ouvrage *Discours de la servitude volontaire* (1576), devenu un pamphlet classique contre le despotisme. Pour décontenancer le pouvoir en place et mieux affirmer le leur, collectif et constituant, les occupants noctambules prirent d'abord le parti de ne rien revendiquer. Frédéric Lordon explicitait pleinement cette ambition dans le seul et unique discours du mouvement, le 31 mars : « Merci El Khomri, Valls et Hollande, pour nous avoir enfin ouvert les yeux et fait apparaître qu'au point où nous en sommes il n'y a plus rien à négocier, il n'y a plus rien à revendiquer. [...] Pour notre part, nous sommes maintenant bien décidés à emprunter une autre voie. La voie qui révoque les cadres, les rôles et les assignations. La voie du désir politique qui pose et qui affirme³ ! » Nuit debout s'installait alors sur la place de la République, non sous la forme d'un camp comme en Espagne ou en Grèce, mais sous celle d'une occupation

2. Joseph Confavreux, interview de Jacques Rancière : « La transformation d'une jeunesse en deuil en jeunesse en lutte », *Mediapart*, 30 avril 2016.

3. Erwan Manac'h, « Nuit debout, acte de naissance d'un mouvement inédit », *Politix*, 31 mars 2016.

nomade et intermittente, devant chaque soir réinstaller une véritable base logistique (accueil, cantine, infirmerie, Médias debout, etc.) pour accueillir les commissions et l'assemblée populaire qui attiraient déjà des milliers de participants et de curieux venus prendre la parole ou écouter attentivement celle de leurs pairs. Au soir du samedi 9 avril, après une semaine d'existence, le mouvement recensait plus d'une soixantaine de villes impliquées, dont la plupart des principaux centres urbains français. Le second succès fut donc celui de l'expansion d'un mouvement décentralisé et autonome où chaque ville était invitée à déterminer son fonctionnement sur les bases de l'autogestion et de l'horizontalité. Bien entendu, des liens et des outils de diffusion existaient pour relier les initiatives, notamment *via* les réseaux sociaux ou les outils numériques (wiki, forums, chats, Telegram, etc.) qui permettaient une mise en commun rapide des savoirs et des expériences. Les Nuits debout s'installaient alors pour près de trois mois dans le paysage français, la plus longue occupation à l'échelle européenne.

LIBÉRER LA PAROLE POUR SE PENSER ET AGIR

Dans leur ouvrage *Le Principe démocratie*, Albert Ogien et Sandra Laugier nous disent que « cette revendication de démocratie réelle, et de réappropriation de sa voix propre par le citoyen, se présente ainsi, tout comme la désobéissance civile, comme une critique des failles, des lacunes et des mésusages de la démocratie⁴ ». L'« idée de démocratie » se présente pour les participants comme la nécessité d'un « pluralisme radical » où toutes les opinions, collectives et surtout individuelles, doivent trouver à s'exprimer. Dans ce contexte privilégiant l'ouverture d'un espace de parole libre, les auteurs notent qu'il est parfois difficile de mesurer la possibilité de satisfaction de revendications généralistes, telles qu'« abolir la finance », « rendre la planète vivable », « annuler les discriminations ethniques ou sexuelles ». Cependant, ce n'est pas tant la satisfaction immédiate de

4. Albert Ogien et Sandra Laugier, *Le Principe démocratie*, La Découverte, 2014, p. 25.

ces demandes qui importe que leur positionnement comme constats d'une époque où tous ces maux s'accumulent, sans réponse, ni même, et de là vient la demande de démocratie, la possibilité de débattre de ces exigences dans un cadre institutionnel où la parole est capturée par la classe dominante. Les manifestants souhaitent que ces problématiques soient honnêtement débattues, et non plus ostracisées dans le silence et le mépris, tandis que les victimes et les premiers concernés voient leurs luttes être « invisibilisées », pour emprunter un élément de vocable commun aux mouvements féministes et LGBT.

Néanmoins, se concentrer uniquement sur l'expression du pluralisme comme le font ces philosophes ne restreindrait-il pas la revendication de démocratie à la seule liberté d'expression et d'opinion ? Les réclamations émises sur les places ne peuvent se limiter simplement à la défense d'un espace de dialogue, certes libre, mais totalement circonscrit. Elles appellent au contraire un élargissement de cette sphère délibérative à l'ensemble de la société et son institutionnalisation dans un nouveau cadre « réellement démocratique ». Tout en expérimentant cette libération de la parole, les personnes assemblées perçoivent également les limites performatives immédiates des mots et des slogans énoncés (« On parle beaucoup, mais on n'agit pas »). Notons à cette occasion que, dans tous les mouvements d'occupation, la parole précède et libère l'action, pour le moins, elle permet d'en exprimer le désir, là où hier encore tout n'était que silence et résignation chez beaucoup⁵. Réflexion et actions collectives sont donc intimement liées, la libération de la parole devant idéalement amener à établir une stratégie de lutte commune et convergente.

Cette liberté de parole conquise, la question centrale devient alors celle du pouvoir et de l'expression pleine et entière de la puissance populaire attribuée à la « démocratie réelle ». L'action, placée dans la continuité du discours, et non dans son opposition, est donc ce désir de puissance essentiel aux hommes et aux femmes, cette affirmation positive de leur existence qui dessine un destin devenu affaire de tous, c'est-à-dire un bien commun. Ce désir partagé de

5. « Nous sommes un peuple de casseurs-cueilleurs », tag inscrit sur les murs lors de la manifestation parisienne du 14 juin 2016.

puissance se traduit par un lien invisible entre les multiples formes d'expressions et d'actes sur la place occupée, que ce soit l'envie de faire masse pour expérimenter la force du nombre, à travers des « manifestations sauvages » et autres actes de défi de l'autorité, ou une dimension intellectuelle par le désir d'apprendre et de transmettre le savoir ou bien encore d'imaginer et d'expérimenter des contre-pouvoirs citoyens à travers les jurys ou l'écriture d'une Constitution. Après les attentats commis à Paris, nombreux furent les participants à témoigner, lors de Nuit debout, de leur « soulagement de se retrouver » et de leur joie de sortir de l'impuissance. Ils faisaient écho à un sentiment plus vaste éprouvé par les Français lors des marches hommages aux victimes des premiers attentats de janvier 2015. Des regroupements que le gouvernement s'empressa d'abord de récupérer, puis d'interdire après novembre 2015, présentant peut-être la menace que constituait cette nouvelle multitude, ce peuple embryonnaire, communiant dans les sentiments mais encore loin de penser, de se penser. Comme nous l'avons évoqué précédemment, la démocratie expérimentée sur les places ne peut être considérée que comme embryonnaire et imparfaite. De même, l'identité en construction d'un peuple démocratique doit elle aussi être restreinte à celle d'un « peuple des places », dont l'assemblée ne serait alors que partiellement représentative et partiellement préfigurative de l'idéal démocratique recherché.

LA DÉMOCRATIE, LE VOTE ET LE PROCÉDURALISME

Lors des veillées de Nuit debout, il est apparu avec évidence que nombre de participants avaient déjà conscience des limites que pouvait rencontrer le mouvement. Les expériences des Indignés en Espagne ou d'Occupy Wall Street aux États-Unis étaient, pour bon nombre, à la fois connues et analysées de façon critique en termes d'écueils à éviter. Prenant la parole, certains orateurs avertissaient qu'il fallait « éviter de tomber amoureux de soi-même⁶ », citant

6. Thomas Franck, « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même », art. cit.

un article sur Occupy, ou de s'autocentrer sur la dynamique interne. D'autres signalèrent aussi les risques de blocage inhérents à la procédure du consensus unanime. Dès le début, au sein de l'inter-commission, un organe parallèle à l'assemblée populaire où se réunissaient les délégués de commissions et « ceux qui font », se posèrent avec acuité les questions de la légitimité réelle des décisions prises en assemblée populaire. En effet, au fil des soirées, s'était imposée la nécessité du vote comme mode d'action et comme réponse à l'absence de résultats performatifs de la parole libérée pour changer les choses. La démocratie revendiquée n'était plus simplement liberté de parole, elle devenait intrinsèquement liée au droit de vote. Soudainement, le scrutin s'imposa comme une urgence, les orateurs s'enchaînant pour faire voter l'assemblée, dans des conditions de délibération aussi succinctes que peu satisfaisantes.

À ce rythme, il ne fallut pas plus d'une semaine pour s'apercevoir que ces votes sauvages posaient de nombreux problèmes stratégiques, en termes tant d'organisation que de positionnement politique du mouvement. Une dérive observée fut celle de voir apparaître quelques tribuns fort doués capables de conquérir la foule en deux minutes et de lui faire prendre des décisions qu'elle regretterait presque immédiatement, tel ce vote sur la liberté d'opinion visant à introduire dans son sillage la présence de militants d'extrême droite sur la place de la République. L'autre limite qui s'imposa fut celle de la non-applicabilité ou de la non-capacité d'exécution des décisions votées. Un bon orateur pouvait ainsi faire voter l'occupation permanente de la place par un bon millier de personnes qui, à l'heure du dernier métro, finissaient irrémédiablement par rentrer chez elles et déléguer aux « plus déterminés » le soin de l'occupation. Le vote ne semblait donc pas en mesure d'atteindre cet idéal démocratique performatif et transformateur tant recherché.

Si ce n'est pas dans la liberté de parole, ou le vote, la légitimité démocratique se dissimulerait-elle dans le procéduralisme de la prise de décision ? Ce fut l'option proposée par la commission démocratie sur la place à Paris, qui entreprit d'établir un processus formel de vote. Le scrutin devait être échelonné sur une semaine avec le mérite de permettre les débats sur la place et en ligne, l'amendement des propositions, et d'établir les conditions strictes et minimales pour que les décisions prises fassent loi, du moins revêtent

une dimension contraignante pour le mouvement en vue de le faire sortir de l'ornière du débat permanent. Le 22 avril 2016, le journal *Le Monde* publiait un article entrevoyant clairement le défi posé. Il y est fait mention du « piège de l'ultra-horizontalité » que souhaitait éviter la commission démocratie. Le journaliste souligne : « Ses participants savent que c'est cela qui a plombé le mouvement Occupy Wall Street. Pour éviter que les décisions ne soient soumises à la rigidité et à la lenteur du processus de vote, ils proposent donc de le limiter aux questions qui définissent les grandes revendications du mouvement et à celles concernant son fonctionnement interne. Les questions plus thématiques seraient quant à elles laissées à l'appréciation de chaque commission⁷. »

L'article du *Monde* laisse donc percevoir un recul critique sur les limites de l'expérimentation démocratique des occupations de places : « Le vote est l'un des outils du mouvement, l'un de ses modes d'expression, il n'est pas l'outil, ni le mode d'expression, suprême », précisait alors un participant. Malheureusement, les procédures de vote instaurées et le nouveau formalisme introduit n'eurent pas raison des blocages, la « procédure longue » retenue imposait qu'une proposition passe trois fois devant l'assemblée (présentation, discussion, vote) pour être validée. Rapidement, il fut évident que, mis à part les porteurs de propositions, peu de personnes avaient la capacité physique de suivre ces débats. Le vote continuait de se faire devant une assemblée circonstancielle qui découvrait, pour un grand nombre des présents, le sujet au moment du vote, tandis que la « discussion » n'était plus possible. Le modérateur s'arrachait alors les cheveux à expliquer que, « pour le débat sur la proposition, il fallait être à l'assemblée de discussion du mercredi », tandis que les interlocuteurs agacés bronchaient contre « le manque de démocratie et la censure des débats ».

Malgré l'expérience accumulée au fil des occupations de places, ce nouveau procéduralisme démocratique conduisit à un phénomène bien connu par ceux qui ont expérimenté ces mouvements : la passion assembléiste, équivalent de la « réunionite » au sein du

7. Violaine Morin et Camille Bordenet, « Le mouvement Nuit debout suspendu à son processus de vote », *Le Monde*, 22 avril 2016.

monde du travail ou associatif. Ce terme venu d'Espagne, répandu parmi ceux qui travaillèrent à dresser un bilan du 15-M, se caractérise par un virage nombriliste où l'assemblée se réunit pour discuter de son propre fonctionnement, de ses problèmes et des solutions à produire pour perdurer plutôt que du monde qui l'entoure. Le mouvement passe alors inexorablement d'une phase d'expansion à une phase d'atrophie vers un noyau dur si restreint qu'il n'est plus en mesure de revendiquer la légitimité démocratique et populaire tant recherchée.

DU LAISSER-FAIRE AU LAISSER-ALLER, DIFFICULTÉS D'UNE STRATÉGIE COLLECTIVE

La tension initiale entre nécessité de libérer la parole et nécessité de donner une direction précise au mouvement n'a jamais été vraiment résolue. Cette divergence stratégique a donné à voir un spectacle tantôt puissant, l'anonyme au poing levé haranguant une foule frissonnante plus efficacement que de vieux ténors politiques, tantôt tragi-comique quand la parole se faisait plus avinée, quand les incohérences succédaient aux incompréhensions. « Certes, l'AG est peu décisionnaire, mais pour en arriver là, il faut avant tout réussir le pari de la construction d'un collectif et de sa cohésion. [...] Nuit debout permet de récupérer ce qui a été volé au peuple, à savoir des liens de sociabilité forts et des outils intellectuels⁸ », affirmait Manuel Cerveral-Marzal, philosophe de la désobéissance civile, le 25 avril 2016 sur TV debout. Si l'autogestion paraissait parfois chaotique, les partisans de l'organisation, issus pour partie du collectif Convergence des luttes ou militant dans des organisations structurées, n'évitaient pas non plus de retomber dans les vieux travers avant-gardistes. Lors de la soirée « Nuit debout, l'étape d'après », organisée le 20 avril à l'initiative de François Ruffin notamment, les débats furent délocalisés vers la tribune de la Bourse du travail, et la parole réservée à quelques camarades triés sur le volet, universitaires en chaire et analystes au-dessus

8. Propos retranscrits pour cet ouvrage depuis la vidéo d'archive « TV debout live #53Mars Nuit debout ».

de la mêlée. « Est-on condamnés à une semi-improvisation, à des décisions au jour le jour, ou peut-on relever le nez du guidon, décider d'une orientation pour les semaines à venir⁹ ? », interrogeaient les organisateurs, tout en proposant de revenir à une « convergence des luttes » qui se concrétiserait sous la forme de « grèves sectorielles » ou « générales » en tendant la main aux syndicats.

Pour certains participants aux commissions de Nuit debout, cette soirée fut perçue comme une tentative de reprise en main du mouvement par les professionnels de la mobilisation et de la politique. Pour Pierre, membre de la commission numérique à Paris : « Nuit debout a permis de faire la démonstration que l'autogestion marche mieux que ces grands projets que les organisations nous sortent régulièrement du chapeau. Ces approches sont souvent trop verticales, hiérarchiques et programmatiques avec pour objectif de faire valider des idées préétablies. Ces méthodes ont prouvé leur dysfonctionnement à l'usage et leur incapacité à mobiliser au-delà des cercles concernés¹⁰. » Ces positions révèlent la confrontation manifeste de deux mondes séparés par des approches organisationnelles divergentes (centralisme démocratique *versus* autogestion) autant qu'un fossé générationnel marqué par des traditions politiques et des processus de politisation différents. Lors de cette soirée, les divisions apparaissaient également dans le rapport au leadership, avec la réaffirmation des figures tutélaires traditionnelles de la gauche française – l'intellectuel (universitaire ou journaliste), le syndicaliste (étudiant ou ouvrier) et l'homme d'action engagé dans le combat culturel –, figures masculines dont les « préconisations » sonnaient comme une « fin de récré » et la nécessité d'un retour à l'ordre disciplinaire. Tous ces doctes propos dissimulaient parfois maladroitement la volonté de faire accepter une décision prise en petit comité plus qu'ils ne visaient à alimenter un débat collectif qui se déroula à l'opposé des règles établies sur les places (non-écoute, non-parité, huées et sifflets, etc.). Ces disputes marquaient un désaccord de fond sur les objectifs politiques du mouvement, partagés entre renverser le capitalisme et imaginer

9. L'équipe de Fakir, « Nuit debout : l'étape d'après ? », *Fakir*, 17 avril 2016.

10. Pierre, commission numérique, Nuit debout Paris, propos recueillis le 2 juin 2016.

la démocratie idéale. Ces différences tendances ne s'affrontant pas ouvertement, préférant les débats et les escarmouches verbales, chacune d'elles continua à insuffler ses idées au mouvement sans pouvoir en prendre le contrôle.

Pendant Nuit debout Paris, les dysfonctionnements de l'assemblée populaire furent compensés par une plus grande autonomie des commissions qui pouvaient agir non à leur guise complète, mais dans le cadre de mandats plus ou moins implicites, plus ou moins soumis à l'assemblée, et dont les participants assuraient une forme de contrôle interne. Ces commissions étant principalement thématiques, la plupart fonctionnaient comme des espaces de réflexion et de discussion dont la teneur des propos informels était de la responsabilité des animateurs. Lorsque des contenus avaient besoin d'être publiés, ils étaient théoriquement soumis à l'assemblée. Cependant, on imagine difficilement que le brillant manifeste « Debout pour une démocratie écologique¹¹! », de la commission écologie/climat de Paris et long de six pages ait été validé mot à mot par l'ensemble de l'AG. Une partie du fonctionnement reposait donc sur une forme de confiance *a priori* servant de boussole politique pour le mouvement, avec, en cas de conflit, la possibilité d'arbitrage *a posteriori* de l'AG. Les commissions liées à des positionnements plus stratégiques, comme celle sur la convergence des luttes ou celle pour l'organisation d'actions directes, soumettaient leurs propositions à l'AG pour des débats et des votes consultatifs afin de s'assurer du consentement de la majorité.

Cette relative autonomie ainsi que l'absence de formalisme furent parfaitement comprises par des commissions déterminées à imprimer leur marque politique et leur agenda sur Nuit debout. La commission construction professa ainsi que « Nuit debout sera dure ou ne sera pas », cherchant à construire une occupation permanente et des structures solides sur la place. Publié sur le blog d'influence anarchiste « Lundi matin » (lundi.am), le manifeste de la commission indiquait : « Nous ne serons rejoints, nous ne serons véritablement nombreux, et d'un nombre dense et déterminé, qu'à

11. Commission écologie/climat de Nuit debout Paris, « Le manifeste écologique de Nuit debout », *Reporterre*, 26 avril 2016.

condition d'être sérieux. Être sérieux, ici, c'est décider nous-mêmes de l'aménagement de cette place, c'est construire en dur afin de dire notre intention de durer » et d'être ainsi « constructifs¹² ». Trois jours plus tard, le 28 avril 2016, un véritable château éphémère, fait de palettes et d'éléments assemblés, fut érigé sur la place de la République, mais rapidement rasé par la police après des affrontements soutenus une partie de la nuit. Il se trouvait que la construction de structures solides sur la place avait, depuis le début, été posée comme une ligne rouge qui entraînerait l'évacuation policière. Puisque tout était devenu prétexte à évacuation, la désobéissance n'apparut donc pas comme une réelle rupture du consensus d'action, bien qu'un tel projet n'ait jamais été soumis au vote.

Ces pratiques autonomes s'inscrivaient également dans la dynamique des actions spontanées et des « manifs sauvages » initiées dès le début de Nuit debout par un mythique « Apéro chez Valls » le samedi 9 avril 2016, où une foule de plus d'un millier de personnes quitta la place de la République pour rejoindre le domicile du Premier ministre, situé dans une rue proche de la Bastille. Annoncé quelques minutes seulement avant son départ au micro de Nuit debout, en ce premier samedi de grande affluence, le cortège prit de court les forces de l'ordre contraintes de le laisser avancer dans les rues de la capitale aux cris de « Paris, debout, soulève-toi ! » Un journaliste du magazine *Regards* qui assista à cette folle équipée nocturne raconte une anecdote significative sur la cohabitation des différents types de manifestants : « Lorsqu'un activiste cagoulé s'attaque à la façade d'une agence de la Société Générale, des huées s'élèvent du cortège. [...] Les deux groupes – ceux qui emploient la violence, soit quelques dizaines de personnes, et tous les autres – ne se désolidarisent pas totalement. Ils semblent, en fait, se tolérer mutuellement¹³. » Si le départ de la place fut réussi grâce à une manœuvre surprise et rapide, l'arrivée à la Bastille fut en revanche un véritable guet-apens pour les manifestants, dispersés dans un épais nuage de gaz lacrymogènes. D'autres actions coups de poing eurent ainsi

12. Commission construction, « Construire l'hacienda, brûler les palais », Lundi matin#58, 25 avril 2016.

13. Thomas Clerget, « "Apéro chez Valls" : comme un air de révolte », *Regards*, 11 avril 2016.

lieu tout au long des Nuits debout, qu'il s'agisse d'une manifestation au gala de Sciences Po pour perturber son inauguration par Emmanuel Macron, d'un « débat sauvage » avec Mme Hidalgo, maire de Paris, d'assemblées délocalisées à Stalingrad pour empêcher l'expulsion de migrants, ou de l'occupation de plateaux de télévision et de théâtres... Toutes ces actions ne peuvent être dissociées de Nuit debout, elles en étaient même une partie essentielle, à la fois bras et jambes de ce corps tentaculaire et multicéphale.

Si ce fonctionnement souple permettait de faire vivre au quotidien le mouvement sur la base de la première impulsion stratégique donnée par les initiateurs, après les premiers succès d'une convergence réussie (occupation, expansion), il s'avéra un véritable handicap pour penser collectivement la stratégie à suivre destinée à faire évoluer le mouvement. Lors du week-end du 1^{er} Mai, des délégués syndicaux ainsi que leurs dirigeants furent invités à participer au débat sur la place de la République, afin de rompre avec l'idée instillée dans les médias que Nuit debout serait en passe de s'autonomiser du mouvement social contre la loi Travail. Cette projection était aux antipodes même des objectifs de convergence et d'institution d'un nouveau rapport de force vis-à-vis du pouvoir où la société civile pourrait peser et s'organiser collectivement. La main tendue par Nuit debout fut franche et saisie par des syndicats comme Solidaires, Sud ou la CGT, dont les dirigeants se prêtèrent à une séance de débat public sur la place le 28 avril 2016 à la fin d'une journée de mobilisation. Après les grands rassemblements de mai avec les syndicats et le soutien aux grèves, une partie de Nuit debout se détacha néanmoins progressivement des ambitions initiales de convergence, parfois déçue de l'attitude paternaliste de centrales syndicales continuant à voir dans Nuit debout un « mouvement de jeunes qui se politisent¹⁴ », turbulents et incontrôlables. Malheureusement, plus les participants à Nuit debout semblaient incapables d'adapter leurs stratégies et de repenser leurs perspectives, plus ils semblaient se refermer sur un formalisme assembléiste soucieux de leurs pratiques internes. Il faut ajouter

14. Violaine Morin, « Entre Nuit debout et les syndicats, la difficile convergence contre la loi Travail », *Le Monde*, 28 avril 2016.

que, après plus de cinquante jours d'occupation, la fatigue se faisait ressentir, nombre de participants s'activant toute la journée pour mieux préparer les activités de la nuit. La dernière grande assemblée peut ainsi être datée au 15 mai 2016, jour où la commission internationale organisa avec brio un week-end de célébration des cinq ans du 15-M espagnol. Les semaines suivantes connurent encore des moments intenses de rassemblement, jusqu'aux manifestations de juin, mais déjà le mouvement était dans une dynamique de déclin, l'arrivée de l'été finissant de disperser les derniers occupants que la répression policière n'avait pas encore dégoûtés.

DÉBAT SUR LA VIOLENCE (SUBIE)

Après la phase d'autosatisfaction des débuts, il devenait manifeste que l'expérience de la puissance collective cédait la place à une forme de colère résignée face à la crispation autoritaire du gouvernement, déterminé à faire passer la loi El Khomri sans débat parlementaire grâce à l'article 49.3 de la Constitution. Par ailleurs, l'atmosphère et l'image des occupations s'étaient dégradées, le harcèlement policier quotidien ramenant les participants à une réalité bien plus concrète que l'utopie démocratique et fraternelle des premiers jours. Progressivement, une nouvelle problématique du rapport à la violence, produite ou subie, monopolisait les débats au détriment de la réflexion collective sur les stratégies contre la loi Travail et les propositions alternatives. Le rapport à la violence s'imposait également comme une question majeure dans l'idée de convergence des luttes, puisque nombre de celles-ci sont traversées par la même problématique. Par ailleurs, dans un contexte de répression, la difficulté à prendre des décisions stratégiques collectives devenait un véritable enjeu de sécurité et de pérennité du mouvement, l'organisation de la place comme espace de discussion ne pouvant se faire que dans un environnement sécurisé et accueillant. Au retour des manifestations ou au lendemain d'une évacuation agitée de la place, les prises de parole se focalisaient de plus en plus sur l'unique thématique de la violence et se transformaient en débats inextricables entre partisans de la violence et ceux d'un pacifisme immaculé. « Là où le pacifiste cherche à s'absoudre du cours

du monde et à rester bon en ne commettant rien de mal, le radical s'absout de toute participation à "l'existant" par de menus illégalismes agrémentés de "prises de position" intransigeantes. Tous deux aspirent à la pureté, l'un par l'action violente, l'autre en s'en abstenant. Chacun est le cauchemar de l'autre¹⁵», analysait avec brio le Comité invisible dans son opuscule *À nos amis* de 2014 où il tirait un certain nombre de leçons des occupations de places en 2011. Les différentes stratégies, loin de se soutenir, se mettaient désormais en échec et semblaient dans des travers contre-productifs. L'attaque et l'incendie devant les caméras d'une voiture de police, en marge d'une manifestation du syndicat policier Alliance (où des élus FN furent invités), fut probablement l'un des épisodes les plus dévastateurs pour l'image du mouvement. Cet acte inversait l'image de manifestants passés de cibles à auteurs de la violence, justifiant ainsi les discours répressifs, tout en faisant perdre une partie du soutien populaire, l'agression étant retransmise en boucle dans les médias... Cette violence offensive à l'encontre de personnes isolées n'a jamais été une position revendiquée ni même partagée au sein de Nuit debout, et resta l'apanage de petits groupes autonomes¹⁶. Il n'en fut pas de même pour la question du droit à la défense dans des situations d'agression, qui suscita beaucoup de débats et des positions plus nuancées affirmant le principe de « non-désolidarisation » envers des personnes agissant pour le même objectif.

La commission accueil et sérénité de la place de la République agissait en collaboration avec l'infirmier et ses « street medics », des secouristes bénévoles. Ces équipes, lors des manifestations ou des évacuations violentes de la place, coopéraient pour venir en aide aux manifestants en difficulté, asphyxiés par des gaz ou touchés par des projectiles, ce qui conduisit beaucoup de leurs membres à connaître un véritable baptême du feu. Romain raconte ainsi son expérience révélatrice de l'évolution d'une partie des participants au mouvement et de leur rapport complexe à la violence et à la défense légitime : « À la base, j'étais comme beaucoup d'autres à République sur

15. Collectif invisible, *À nos amis*, La Fabrique, 2014, p. 143.

16. Laura Raim, « Faut-il chanter "Tout le monde déteste la police" ou "CRS avec nous" ? », *Regards*, 2 mai 2016.

un positionnement de “gentil citoyen”, pas de violence, les conflits doivent se résoudre par le dialogue, etc. Mais, manif après manif, quand on subit des répressions injustifiées et l'arbitraire à répétition, tout cela finit par pousser de nombreuses personnes dans leurs retranchements et à franchir des étapes qu'elles n'imaginaient pas. La violence, beaucoup la craignent, mais quand tu l'as vécue, subie, tu revois ton jugement, ce n'est finalement plus un tabou. Enfin, il ne faut pas que cela fasse oublier les autres modalités d'action non-violente ou plus pacifiste, il faut un nécessaire respect mutuel, chacun apporte quelque chose au mouvement. À Nuit debout, j'ai le sentiment qu'on s'est fait piéger par le gouvernement sur la violence et le débat stérile que cela a engendré, ça nous a complètement fait sortir de nos objectifs de convergence. Il y avait encore beaucoup de monde à aller chercher, et la violence nous a coupés de ces personnes. C'est en ralliant cette multitude silencieuse que l'on arrivera réellement à donner un effet de débordement à nos mouvements pour obtenir les victoires nécessaires¹⁷. »

COMMUNICATION, MOBILISATION ET *BIG DATA*

Face aux choix stratégiques de communication, qui définissaient en partie l'identité du mouvement et son positionnement politique, un dilemme s'imposa aux participants et ouvre une nouvelle ligne de fracture. D'un côté, les tenants d'une « communication positive » misèrent sur un effet boule de neige en cherchant à impliquer les pans les plus larges de la société tout en gommant les facteurs identitaires traditionnels, au risque de « dépolitiser » le propos et de multiplier les lieux communs. De l'autre, les partisans d'une communication plus offensive, gardant en ligne de mire l'invitation à la « convergence des luttes » et le rejet de la loi Travail, s'adressèrent à une frange plus militante, habituée des rassemblements et usant d'un vocable politiquement marqué. Sur fond de ce dilemme, discuté en Assemblée, apparut un débat interne sur le contrôle de

17. Romain, membre de la commission accueil et sérénité, Nuit debout Paris, propos recueillis le 3 juin 2016.

la communication et de ses outils, alors que le « media center », à l'image d'autres commissions, était lui aussi tenté par l'autonomie.

Dans un premier temps, cette commission dédiée à la communication choisit ouvertement une stratégie de communication très positive et inclusive, irriguant les réseaux sociaux de messages d'autocélébration et d'appels à la population à rejoindre le mouvement pour élargir au maximum la base des participants et lui donner cette coloration populaire recherchée. Une stratégie directement importée avec l'aide d'Indignés espagnols venus en renfort dans les tout premiers jours. Un choix éditorial qui porta ses fruits, réussissant à élargir rapidement le mouvement et à lui donner une image sympathique dans l'opinion publique (60 % d'avis positifs au 8 avril)¹⁸. Or, au fur et à mesure que le mouvement diversifiait ses modes d'action (manifestations sauvages, occupations, soutien aux réfugiés, etc.), subissant également les premières répressions et expulsions par la force, un fossé se creusa et une dissonance apparut progressivement entre une communication à l'image médiatiquement standardisée (mimétisme 15-M et citoyennisme bon enfant) et une réalité moins idyllique, plus polymorphe et complexe, où cohabitaient un ensemble de stratégies et d'acteurs, portant différents projets politiques, entre idéal démocratique et désirs révolutionnaires.

D'abord évoquées en interne, ces tensions finirent par rejaillir sur la place publique lors de l'intervention le 21 mai d'un groupe de participants à diverses commissions actives sur la place, dont le porte-parole du soir s'enquit du « relatif dépeuplement de la place depuis quelques jours », qui, selon les mécontents de la communication officielle, serait « imputable en partie à la diffusion de messages apolitiques, inoffensifs, et pour tout dire démobilisateurs. La révolution des likes n'aura jamais lieu¹⁹ », tancèrent-ils, les « professionnels du marketing et du *community management* » étant responsables à leurs yeux d'avoir « accaparé » les outils et la ligne éditoriale (le *storytelling*) de Nuit debout. Ils fustigeaient en particulier l'usage

18. Sondage Odoxa, « 60 % des Français soutiennent le mouvement "Nuit debout" », I-Télé, 9 avril 2016.

19. Mathieu Dejean « "Récupération", "opportunisme" : à Nuit debout, la guerre des activistes est déclarée », *Les Inrocks*, 21 mai 2016.

fait des réseaux sociaux et la poursuite d'une stratégie de communication très grand public qui, pour ne fâcher personne, finissait par sombrer dans l'autocensure et la banalité des lieux communs. Ce conflit fut résolu par l'intégration de nouveaux participants au media center, ainsi que par la rédaction, en août 2016, d'une charte d'utilisation des réseaux sociaux²⁰ qui spécifiait et cadrerait les rôles de chacun, tout en explicitant l'usage des différents outils pour un accès facilité aux novices. L'organisation en réseau des multiples Nuits debout a contribué à créer des effets de synergie tout en assurant l'autonomie de parole de chaque lieu d'occupation, sans consigne ni contrôle. Les outils numériques, comme les wiki ou l'application Telegram pour la gestion en temps réel, ont permis de partager les bonnes pratiques et de favoriser un minimum de concertation.

Par ailleurs, face aux difficultés rencontrées pour transmettre des messages aux médias, du fait de l'absence de porte-parole, mais aussi d'un goulot d'étranglement au niveau du media center, les occupants de places se sont approprié leurs propres outils, multipliant les blogs et les supports alternatifs (fanzine *20 000 Luttés*, pastiche de *20 Minutes*, distribué à la sortie des métros) autant que les chaînes de diffusion vidéo, etc. La principale initiative dans ce domaine fut la création de la *Gazette debout*, véritable automédia participatif et horizontal, où chacun pouvait publier ses textes et faire vivre l'effervescence créatrice de Nuit debout, le reportage amateur y côtoyant le feuilleton d'improvisation, la tribune critique frôlant le poème enflammé. Sur la place de la République, deux équipes techniques autonomes vinrent également apporter leurs compétences pour créer la « TV debout », qui alternait entre retransmission de l'AG et interviews animées, ainsi que la « Radio debout », véritable studio éphémère monté sur la place. Ces outils d'information et de partage ont permis à un grand nombre de personnes, parfois loin ou dans l'incapacité de venir sur la place, d'avoir accès à une information non filtrée et non calibrée, contribuant certainement à la popularité de Nuit debout.

20. https://wiki.nuitdebout.fr/wiki/Villes/Paris/Media_Center/CR/Charte_de_fonctionnement

Au-delà des tensions sur les stratégies et le contenu de la communication, la question de l'information a laissé apparaître une nouvelle forme de récupération des mouvements sociaux par le contrôle des données générées par les différents outils et supports de communication. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il « hacke » le positionnement officiel d'un mouvement qui rejette les licences et les droits de propriété dans l'idée de promotion des logiciels libres et des communs numériques. Qu'il s'agisse d'un compte de réseau social cumulant des dizaines, voire des centaines, de milliers d'abonnés, ou bien de la direction d'un site et d'une application, cela donne de toute évidence un pouvoir d'influence sur l'agenda médiatique d'un mouvement à certaines personnes stratégiquement placées sur ce nœud d'informations. Plus subtilement, ce pouvoir est aussi celui d'un contrôle sur les données et les informations générées par les utilisateurs de ces plateformes numériques, qu'il s'agisse des réseaux sociaux ou des outils numériques (forums, chats, wiki). Bien évidemment, la gestion intelligente de ce flux de données et le développement de ses outils servent avant tout le mouvement et participe activement à l'amplifier, choses auxquelles sont dédiées les commissions concernées. Cependant, l'accès restreint aux données numériques, généralement sécurisées et accessibles aux seuls administrateurs, confère également un pouvoir plus important aux structures techniques qui gèrent les outils, alors que celles-ci apparaissent moins centrales, moins visibles et moins contrôlées collectivement que le simple quidam prenant la parole sur la place.

Plus inquiétant, une forme de récupération du mouvement par la voie du *big data* semble émerger, notamment à travers la gestion des pétitions en ligne ou de tout autre outil visant à collecter des adresses e-mails et autres données sur les individus soutenant la cause. Tout cela apparaît également comme un moyen de capitaliser sur un mouvement en amassant une masse importante de « contacts » et de données qui pourront, par la suite, soit être utilisés, dans le meilleur des cas, pour des campagnes liées au mouvement initial (Nuit debout, loi Travail, etc.), soit être illégalement privatisés par des acteurs extérieurs au mouvement (ici des ONG ou des partis, par exemple), ou encore faire l'objet d'une valorisation personnelle à des fins politiques. Dans une « lettre ouverte d'Occupy

Wall Street à Nuit debout²¹ », la militante Marisa Holmes avertit ainsi des risques de récupération des réseaux sociaux à des fins électorales, dénonçant les agissements troubles d'administrateurs d'Occupy qui mirent les outils numériques du mouvement au service de Bernie Sanders, puis du Parti démocrate, en échange d'emplois rémunérés. En Espagne, des membres du collectif initiateur Democracia Real Ya (DRY) « se sont approprié la page Facebook, qui comptait plus d'un demi-million de "fans", coupant l'accès à leurs camarades et créant l'association DRY sans le consentement du collectif », témoigne Emma Avilés, se réclamant du « 15-M Barcelone » et membre du media center parisien²². Dans un jugement inédit, la plateforme DRY, qualifiée de « groupe de citoyens » informel, obtint gain de cause contre l'« appropriation de sa marque », ainsi que son usurpation sur les réseaux sociaux, par l'association DRY qui dut changer de nom²³. Ces nouvelles formes de récupération 2.0 faites d'accaparement d'idées ou de données produites par un mouvement n'ont, semble-t-il, pas échappé à certains acteurs, internes ou externes, de Nuit debout. Certains acquièrent le nom de domaine du site, tandis que d'autres déposèrent le nom Nuit debout à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), pour ne donner que deux exemples. Quant aux listes de courriers électroniques issus de pétitions, ces données semblent désormais conservées par quelques sociétés privées dont les propriétaires surent habilement se placer au sein du mouvement, donnant raison aux craintes énoncées sur la place. Néanmoins, si cela peut servir de leçon et appeler à des innovations techniques adaptées, les choses n'auront pas été vaines et démontrent que l'outil numérique ne sera convivial que lorsqu'il sera totalement sous licence libre et susceptible de faire l'objet d'un contrôle démocratique par le plus grand nombre.

21. Marisa Holmes, « Lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit debout: Méfiez-vous! », Paris-luttes.info, 10 juin 2016.

22. Emma Avilés, « Réponse du mouvement du 15-M à la lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit debout », blog club Mediapart, 20 juin 2016.

23. Javier Maestre, « Los movimientos sociales también tienen derecho al nombre », blog Maestre abogados, 31 juillet 2015.

En mai 1970, la militante féministe américaine Joreen Freeman mettait en garde contre « la tyrannie de l'absence de structure » qui peut découler de l'absence de leadership ou d'organes de direction identifiables, rappelant que « l'ambition formelle de se départir des structures n'empêche pas leur apparition de manière informelle », mais que, bien au contraire, « l'absence de structure cache le pouvoir » et empêche pour partie son contrôle²⁴. Dans le cas qui nous intéresse, nous pourrions donc également avertir de la nécessité de ne pas choisir entre contrôle des hommes (règles strictes des temps de parole, responsabilités tournantes, etc.) et contrôle des outils. Si l'aspect technique de certains outils peut apparaître neutre, en réalité, ils dissimulent un pouvoir important et stratégique. L'autonomie des commissions, permise par l'organisation en réseau, peut entraîner la rupture de la chaîne des responsabilités et des contrôles, ce qui conduit à une potentielle concentration du pouvoir dans des structures techniques centralisatrices, qui, bien que moins visibles, sont pourtant maîtresses des flux d'informations et autres données numériques. Pour conclure, rappelons l'avertissement d'Ivan Illich dans *La Convivialité* sur le contrôle des outils : « Passé un certain seuil, l'outil, de serviteur, devient despote. L'individu devient de plus en plus dépendant de ce qu'il ne peut plus maîtriser²⁵ ». Comme s'il s'adressait aux participants de Nuit debout, il ajoute ensuite l'idée que « l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes », avant de couronner son propos par sa célèbre maxime : « Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil. »

NUIT DEBOUT, INCUBATEUR D'UNE DÉMOCRATIE DÉSIRABLE

Si la réussite de Nuit debout devait se juger à l'aune de sa capacité à renverser la loi Travail ou à déboulonner Manuel Valls de son

24. Joreen Freeman, extrait du discours de 1970, « Tyrannie de l'absence de structure », reproduit dans *Le Monde diplomatique*, janvier 2015, p. 19.

25. Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973.

poste de Premier ministre, alors le verdict serait simple, il serait celui de l'échec. Néanmoins, plusieurs points sont à porter au crédit de Nuit debout et de l'ensemble du mouvement social, porté par les syndicats, la société civile et la population française. En premier lieu, en obligeant le gouvernement à renoncer au débat parlementaire, en le forçant à « prendre ses responsabilités » par le recours au 49.3 dans l'isolement le plus total, alors que 70 % de la population²⁶ exprimait son désaccord contre ce projet de loi, la démonstration a été faite de façon spectaculaire que notre pays souffrait d'un grave problème démocratique. L'idée d'une « démocratie réelle », portée par les mouvements des places, est passée d'une revendication marginale, soutenue par quelques militants, à une affirmation populaire bien plus large. Alors que le discours autoritaire se répandait en France, le mouvement social aura également réussi à produire un discours novateur et inclusif sur les thématiques sociales et institutionnelles, inscrit dans une critique du capitalisme, capable de concurrencer et d'affaiblir la dynamique de l'extrême droite française, dont le programme social reste structuré autour de l'idée de préférence discriminatoire sans jamais évoquer frontalement les causes systémiques et économiques de la crise française.

L'hybridation des valeurs, comme plusieurs témoignages l'ont illustré, s'est réalisée dans la confrontation des idées sur les places occupées, ces espaces libérés des contraintes qui deviennent ainsi le creuset vivant d'une pensée créatrice. Cet imaginaire naissant, capable de se donner à voir, reste en même temps embryonnaire et protéiforme, plus liquide que solide. Son existence est pourtant authentique puisqu'il réussit à se doter d'une capacité réflexive collective capable de l'animer. Cette réflexivité, certes balbutiante, s'exprime tout de même par la capacité des participants à considérer collectivement les modalités de l'action et ses fins, tout en produisant, au long du cheminement, des savoirs nouveaux qu'ils cherchent à rendre compréhensibles et accessibles, intellectuellement comme techniquement parlant, au plus grand nombre, au-delà des cercles d'occupants. Ce travail de capitalisation et de

26. Sondage Odoxa, « 70 % des Français opposés à la loi El Khomri », *Le Parisien*, 6 mars 2016.

diffusion des savoirs émergents demande un effort constant et de longue haleine, alors même que l'occupation s'est déjà éparpillée depuis longtemps. Ce travail est non seulement accompli par les passeurs traditionnels du savoir, chercheurs et auteurs, mais il se poursuit également dans une dimension plus horizontale, moins élitiste sans doute, grâce aux nouveaux outils de communication, notamment les blogs, et par la transmission orale des expériences dans les cercles militants.

Nuit debout apparaît donc comme le lieu d'incubation d'un projet qui ne porte pas encore de nom : pour certains, la convergence des luttes ; pour d'autres, l'expérimentation démocratique, sans qu'aucun des deux apporte une réponse pleinement satisfaisante à l'ambition qui couve. Ces deux dimensions, loin d'être antagonistes, se rejoignent dans une même volonté de faire émerger une nouvelle praxis politique capable de rompre les barrières institutionnelles et identitaires qui s'érigent entre représentés et représentants, mais également entre militants et citoyens, dont l'objectif commun devient la redistribution du pouvoir d'agir à l'ensemble des membres d'une société démocratique désirable par sa capacité d'agir et de transformer les rapports sociaux.

V. QUI POUR DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ? RÉFLEXION SUR LES IDENTITÉS MILITANTES ÉMERGENTES

Plaça Catalunya à Barcelone, une soirée de mai 2011, quelques jours après le lancement des Indignés. Un homme venu avec son drapeau communiste, portant l'emblème de la faucille et du marteau, se fait notifier la volonté collective de ne pas afficher de marqueurs identitaires au sein de l'espace occupé. Vexé, il s'en va, non sans avoir exprimé son ressentiment face à ces personnes « en train de ruiner la grande opportunité de mener la révolution communiste », comme nous le raconte une militante barcelonaise. Cette anecdote, qui confine à la légende urbaine au sein du 15-M, est cependant révélatrice d'une rupture importante introduite par le mouvement dans son ensemble : celle d'en finir avec les symboles partisans et les identités affinitaires au sein d'un mouvement social décidé à rompre avec le cloisonnement idéologique et les grands dogmes politiques du ^{xx}e siècle.

Cette stratégie a pu être perçue comme une volonté d'émancipation du mouvement social vis-à-vis des structures politiques traditionnelles espagnoles, en particulier le parti Izquierda Unida et les syndicats, une jeune génération d'activistes souhaitant rompre avec leur tutelle sur le mouvement social. De la même façon, en Grèce, un militant interrogé nous rapporte que les organisations politiques, syndicats compris, ont été écartées des places car perçues comme « appartenant à l'establishment ». Là encore, les simples militants étaient acceptés s'ils renonçaient à leurs étendards politiques, mais pas les têtes médiatiques ni les porte-parole. À Nuit debout, si la logique apolitique du mouvement est professée pour en établir l'indépendance vis-à-vis des partis et des centrales syndicales engagés dans le mouvement, la chasse aux particularismes ne sera pas

poussée au même degré d'intensité, elle se limitera à une absence d'affichage de « couleur politique » par le port de drapeaux ou autres signes franchement distinctifs, tandis que les militants se mélangaient à la foule et intégraient les commissions sans problème. De fait, Nuit debout s'est rapidement compris comme un mouvement inscrit à gauche, certes une gauche en crise, mais qui refuse malgré tout de rompre avec la polarisation politique traditionnelle et se cherche une nouvelle identité, à la fois radicale et démocratique, inspirée par les événements grecs ou espagnols récents.

En Espagne comme en Grèce, la critique s'est portée ouvertement contre le « sectarisme » de certaines mouvances, notamment la mouvance anarchiste, jugées trop cloisonnées et donc incapables de produire le nécessaire travail de politisation des citoyens. Dans l'ouvrage *À nos amis*, le Comité invisible note que les groupes révolutionnaires, comme la gauche marxiste radicale, « semblent comme voués à une sorte d'autosabordage permanent¹ » du fait de l'éternelle course à la radicalité, souvent confondue avec la violence des propos, d'individus s'opposant les uns aux autres au sein de la même mouvance. Dans *Constellations*, un recueil de paroles et de pratiques militantes rédigé par le collectif Mauvaise Troupe, un militant anarchiste nommé Marco fait cette analyse : « [Le 15-M] a eu la force de sa faiblesse politique de base. Nous, en tant que militants aguerris avec notre vocabulaire si précis dont se foutent les gens qui n'ont pas ce parcours, on aurait eu beaucoup plus de mal à toucher de manière large². » Pour Inès, qui partage les affinités politiques de son camarade, le 15-M a marqué des points en démontrant qu'« il y avait plein de manières de se réapproprier l'espace politique qui n'étaient pas marquées par un cadre dogmatique ». En l'absence de rigidité idéologique, chacun pouvait faire valoir librement sa conception du politique sans risquer l'exclusion tant qu'il respectait les règles établies sur la place à partir du consensus collectif, en premier lieu l'absence de jeux de factions et la mise en retrait des symboles politiques. Les idées plutôt que les identités, c'est en partant de ce présupposé que

1. Comité invisible, *À nos amis*, op. cit., p. 145.

2. Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations, trajectoires révolutionnaires du jeune XXI^e siècle*, Éditions de l'Éclat, 2014, p. 675.



les Indignés ont cherché à construire une égalité entre les participants, quel que soit leur degré de politisation, en affirmant la liberté d'opinion et en assurant une neutralité visuelle de l'espace occupé. Pour Marco : « Ce grand coup dans la gueule de l'identité militante a remué tout ce prêt-à-penser, toutes ces projections fermées sur la manière de changer le monde qui sont au fond assez méprisantes.[...] Si le 15-M a bouleversé l'identité des révolutionnaires, on sent bien qu'il a fait de même avec l'identité des réformistes et des non-politisés. » En retour, cette remise en cause, acceptée et prise comme une bouffée d'air frais par nombre de militants, aura permis de transformer le rapport aux habitants de la ville et, réciproquement, de mieux faire accepter ces groupes radicaux et leurs méthodes au sein tant du mouvement que d'une partie de la population.

La mouvance squat ou *okupa* espagnole s'est ainsi ouverte à la population afin d'offrir des lieux de réunion pour les assemblées de quartier après la délocalisation du 15-M. En retour, de nombreux « néo-militants » politisés durant le 15-M se sont engouffrés dans le mouvement pour faire vivre des alternatives au système financier, notamment en développant des « services publics coopératifs » portés par des coopératives décidées à « vivre sans capitalisme ». Fondée en 2010, la Coopérative intégrale catalane (CIC) compte ainsi plus de 2 000 membres et un impressionnant bilan à son compteur. Le journaliste Emmanuel Daniel en dresse une liste rapide dans *Reporterre* : les membres de la CIC « ont financé ou facilité la création de deux logements sociaux coopératifs, d'une école libre, de deux ateliers de machines-outils collectivisées, d'un centre de santé, d'une colonie éco-industrielle qui travaille sur la souveraineté technologique, d'une banque autogérée sans intérêts et sa monnaie parallèle ». Puisque la coopérative se dit « intégrale », elle souhaite répondre aux différents besoins d'un individu pour s'épanouir. Elle propose donc également « un atelier de transformation de produits écologiques, des greniers alimentaires et une centrale de distribution de nourriture biologique couvrant toute la Catalogne. La CIC a aussi permis à une dizaine de communautés de trouver des terres pour s'installer en zone rurale³ »

3. Emmanuel Daniel, « Ni capitalisme, ni État – la Coopérative intégrale s'épanouit à Barcelone », *Reporterre*, 18 mai 2015.

et propose même des solutions mécaniques pour rouler sans essence avec des moteurs à eau comprimée!

De façon plus générale, et pour reprendre une analyse partagée par les militants grecs, ce positionnement contre les identités est aussi une volonté de rompre avec les théories avant-gardistes et programmatiques portées par une gauche d'influence marxiste ou radicale. Quand chacun vient avec ses idées préconçues sur ce que devrait être ou non une révolution, où tout ce qu'il y aura à faire serait prédéterminé par des écrits savants et rondement mené par des leaders à suivre, c'est aussi là une grande source de dissension et d'exclusion qui provoque presque invariablement la scission et l'éparpillement de tout mouvement pour finalement alimenter les éternelles guerres de factions. À l'inverse, pour le chercheur Edgar Straehle ayant participé au 15-M à Barcelone, « le mouvement des Indignés se situait dans l'action, au temps présent, et dans l'inclusivité, or cela se fait par la construction collective de la décision qui se réalise à chaque instant, c'est une sorte de respiration du mouvement⁴ ». L'appartenance au 15-M se traduit aujourd'hui autant par une façon de se comporter et d'interagir avec les autres que par la manière de s'organiser sur la base de plateformes d'action. Le 15-M a dissous les logiques identitaires, libérant le militantisme des cadres traditionnels de l'engagement sur l'appartenance à un groupe fondé sur des critères socio-économiques, d'âge ou de sensibilité politique qui, avec le temps, avaient favorisé l'homogénéisation croissante des profils militants.

Poussée jusqu'à la caricature, l'image du militant traditionnel ou radical est utilisée comme repoussoir par les opposants politiques et les tenants du système pour décrédibiliser les mouvements sociaux. Ainsi, lorsque la présidente de la Communauté de Madrid, membre du Partido Popular, traita de « punks à chien » et d'« antisystème⁵ » les occupants de la Puerta del Sol, elle incarna à ses dépens l'image de la politique coupée de la réalité, incapable de voir ou d'entendre le peuple. Au-delà des clichés, c'est cette nouvelle identité populaire, et

4. Edgar Straehle, propos recueillis en juin 2015 à Barcelone.

5. Esperanza Aguirre, « No sé qué hace Zapatero prolongando esta agonía hasta el 20-N », *ABC.es*, 18 août 2011.

donc nécessairement plurielle, que les Indignés ont toujours cherché à revendiquer. Néanmoins, face à la montée en puissance du « principe démocratie » porté par le mouvement des places, Albert Ogien et Sandra Laugier rappellent que cette « sensibilité nouvelle » reste « rejetée par ceux qui pensent que la politique est une affaire de techniciens et de professionnels qui maîtrisent les ficelles du métier, voire un domaine réservé aux visionnaires ou aux leaders charismatiques⁶ ».

« Bisounours ou djihadiste vert ! » L'extrême binarité de ces figures du militant ne relève en substance d'aucune appréciation objective des différentes formes que peut prendre l'action revendicative, dont les possibilités sont multiples et s'inscrivent dans une longue histoire (non-violence, désobéissance civile, occupation, etc.). Au contraire, cette caricature binaire doit être comprise comme l'énonciation simple de la posture étatique à l'égard du militant, à savoir le mépris lorsqu'il ne menace pas son pouvoir ou, à l'inverse, la criminalisation et la répression lorsque l'autorité est défiée ou le rapport de force menacé. L'image du bisounours vise avant tout à dénigrer une organisation, une action, et à décourager par le mépris. C'est le fantasme d'un citoyen profane dont la revendication peut être réduite à un enfantillage utopique qui l'oppose au monde des « responsables », ceux qui savent et qui énoncent la réalité, et dont la moindre contestation est perçue comme une remise en cause personnelle de l'autorité. Dans le meilleur des cas, les revendications sont considérées comme un malentendu politique, un besoin de « pédagogisation » – « S'il n'est pas d'accord, c'est qu'il n'a pas compris » – qui justifie l'intervention de professionnels de la communication et de l'ingénierie sociale. Une stratégie désormais commune à tous les grands projets controversés, et qui aboutit presque systématiquement à des consultations sans lendemain ni prise réelle sur les leviers de la décision.

À l'opposé se trouverait la figure repoussoir du radical dangereux, du marginal politique prêt à user de la violence pour arriver à ses fins. Quelques jours avant la mort de Rémi Fraisse fauché par une

6. Albert Ogien et Sandra Laugier, *Le Principe démocratie*, op. cit., p. 135.

grenade militaire le 26 octobre 2014, Xavier Beulin, président du syndicat agricole FNSEA, assimilait les opposants au barrage de Sivens à des « djihadistes verts⁷ ». Durant la COP21, l'opinion découvre que des militants écologistes sont fichés S pour « sûreté de l'État » et assujettis aux mêmes mesures de surveillance, de perquisition et d'assignation à résidence que les extrémistes religieux. La remise en cause des identités militantes par les mouvements d'occupation de places permet aussi de dénoncer ceux qui voudraient en redéfinir les contours de l'extérieur pour justifier des doctrines répressives. Il s'agit donc là d'une volonté de se réapproprier ces identités militantes pour permettre aux premiers concernés, militants d'organisations, activistes ou citoyens engagés, de se définir par eux-mêmes et d'affirmer la pluralité des formes et des pratiques qui expriment ce désir commun de progrès démocratique et humain.

Si le mouvement espagnol avait affiché une remise en cause frontale des identités militantes, du fait d'une décrédibilisation des grandes organisations traditionnellement associées aux mouvements sociaux, Nuit debout, dans sa version parisienne, aura été marqué par la présence, voir la prévalence, des identités militantes traditionnelles. Cela faisait écho aux difficultés stratégiques déjà évoquées et à l'affrontement larvé entre les tendances avant-gardiste et horizontaliste de Nuit debout portant chacune leur conception du mouvement et de ses fins. Nuit debout, du moins à Paris, a eu du mal à dire ce qu'il était et à affirmer ses principes. Un débat interne au sein de l'« inter-com », organe de coordination entre les différentes commissions, a été mené pendant plusieurs semaines pour déterminer « les valeurs et les principes » de Nuit debout. Il fut l'objet de batailles symboliques et structurelles entre les différentes composantes du mouvement, chacune essayant d'intégrer, voire de faire prévaloir, ses valeurs politiques dans la future charte de Nuit debout. Deux tendances s'affrontaient dans cet espace de discussion : d'une part, les partisans d'un marquage identitaire fort qui, sous l'idée d'une « convergence des luttes », souhaitaient agréger les différentes identités militantes existantes

7. « La FNSEA dénonce les "djihadistes verts" du barrage de Sivens », *L'Express*, 29 octobre 2014.

(anticapitaliste, anti-discriminations, féministe, etc.); de l'autre, les partisans d'une « identité light » et « ouverte » qui regroupait les aspects politiques les plus consensuels et les moins marqués politiquement pour « ratisser large au sein de la population » et qui pourrait être qualifiée d'approche citoyenniste. Faute de consensus, et du fait d'une méthode d'intelligence collective chronophage, aucun document ou charte ne réussit à sortir de ces rencontres. Enfin, la création de plus de quatre-vingts commissions thématiques a globalement reproduit la cartographie politique et militante française, une reproduction des chapelles qui n'a pas facilité le melting-pot des idées et des compétences observé ailleurs.

Selon Pablo Lapuente Tiana, observateur et participant aux deux rassemblements français et espagnol, « il y a en France des intellectuels organiques au sein de la mouvance radicale, je pense par exemple au Collectif invisible et au blog Lundi matin (lundi.am), qui ont su se mettre en position d'influencer les esprits de la jeunesse mobilisée, notamment à travers des discours esthétiquement puissants, avec leurs mythes révolutionnaires et une héroïsation de la lutte⁸ » dont l'application dans la rue donna naissance à des « cortèges de tête » autonomes et mouvementés. Avec la pénétration de ces mouvances radicales au sein de Nuit debout, le mouvement apparaît comme une tentative d'hégémoniser des idées et des pratiques politiques plus radicales.

Néanmoins, là où les pratiques de rue visaient hier le rapport de force avec un gouvernement, qu'il s'agisse du retrait d'une loi ou de la démission d'un ministre, l'occupation de places prend une dimension destituante plus large, d'une part en ajoutant les dimensions critiques sur la démocratie représentative, et d'autre part en permettant aux personnes assemblées de penser collectivement le projet de substitution désirable. La dynamique d'occupation de places reste largement portée par des conditions extérieures qui permettent de réunir un maximum de personnes sur la base d'un sentiment commun et non plus d'une appartenance politique. Les occupants parviennent ainsi à faire entendre un message plus

8. Pablo Lapuente Tiana, ancien 15-M Madrid, membre de la commission assemblée et modération, Nuit debout Paris, propos recueillis le 29 avril 2016.

complexe en promouvant une alternative au système. Le mouvement porte cette radicalité, cette analyse à la racine du problème, qui infirme le récit sur le changement par l'individu, et affirme au contraire la prévalence de la dimension systémique et sa complexité en reliant les problématiques institutionnelle, économique et politique pour accréditer l'idée d'un nécessaire renversement du système afin d'instaurer un nouveau cadre démocratique.

ENTRE DÉSOBÉISSANCE ET SOLIDARITÉ EN ACTION, LES PRATIQUES MILITANTES ÉMERGENTES

Apparition d'un citoyennisme « neutre » et déconstruction/reconstruction de l'identité militante, ces deux tendances semblent avoir polarisé l'attention des débats dans les différents mouvements des places. L'occupation de places a aussi permis une mise à jour des idées et du vocabulaire militants, entre transmission d'un savoir militant plus ancien et apport de nouveaux concepts, comme nous avons pu le voir dans le chapitre consacré à Nuit debout. Quelles sont donc ces identités embryonnaires qui surgissent de la remise en cause des formes de mobilisation classique du xx^e siècle? Quelle sera, dans ces conditions critiques, la figure du nouveau militant porté par l'idéal démocratique? Nous tenterons d'apporter à ces questions, par une expérience militante et une pratique des occupations de places, des réponses représentatives des lignes de fracture qui courent sous le vernis du récit idéalisé de ces mouvements qui ont bouleversé l'action militante autant que ses fins.

Les sociologues Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius expliquent dans un article sur la « résonance des mouvements des places » que leurs animateurs ont « accordé une large place aux dimensions subjectives et culturelles⁹ » des participants. Cela s'est exprimé plus particulièrement à travers la libération de la parole individuelle non formatée, permettant d'exprimer des désirs, mais aussi par la capacité à réunir et à enrichir plusieurs univers politico-culturels

9. Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des "mouvements des places": connexions, émotions, valeurs », *Socio*, n° 2, 2013, p. 59-80.

ou sociologiques. Pleyers et Glasius considèrent que « l'une des caractéristiques partagées par ces mouvements réside dans l'articulation étroite et la "fertilisation réciproque" (crossfertilization) de considérations culturelles et socio-économiques », dont font partie les représentations militantes, sur le monde et sur elles-mêmes. Or c'est bien à travers ce processus de croisement et d'enrichissement des identités qu'il faut penser l'émergence des nouvelles identités militantes, non pas comme des abstractions surgissant *ex nihilo*, mais comme une forme de « mise à jour » de ces identités à l'aune des nouvelles problématiques systémiques évoquées. Les différentes identités politiques, lorsqu'elles peuvent cohabiter dans un même espace et débattre, auront ainsi tendance à s'influencer mutuellement et à se transmettre des éléments idéologiques, stratégiques ou tactiques qui favoriseront une mise en commun, comprise comme la revendication collective et commune d'un même désir de démocratie.

Les occupations de places appartiendraient donc, selon ces chercheurs, à « une nouvelle génération de mouvements qui dépasse la dichotomie entre les "nouveaux mouvements sociaux", mobilisés autour de revendications culturelles, formulées en termes de reconnaissance et de valeurs postmatérialistes, et les "anciens" mouvements davantage orientés vers des considérations matérialistes et axés sur la redistribution¹⁰ ». Cette idée de dépassement conforte celle d'une nécessaire transcendance de la convergence, des luttes et des individus, dépassant le stade de la simple accumulation de revendications, pour construire un « projet politique hégémonique » tendant à revendiquer une « démocratie radicale », pour reprendre le concept développé par Chantal Mouffe et Ernesto Laclau dans l'ouvrage *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*¹¹. C'est en professant une nouvelle identité militante plus ouverte, moins stigmatisée, que les militants, dont l'exercice politique est menacé, tentent d'intégrer et de politiser de larges pans de la société. L'idée centrale est que la pratique de l'engagement et de la revendication politique ne soit plus perçue comme

10. *Ibid.*

11. Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires Intempestifs, 2009.

l'affaire d'une minorité agissante, mais bien que chaque individu, en vue d'intégrer l'idéal démocratique, devienne un acteur politique conscient de son pouvoir d'agir.

Dans les pays étudiés, deux initiatives militantes d'envergure semblent émerger en portant les caractéristiques d'ouverture, de gouvernance démocratique et de mélange des pratiques ou des publics de ce nouveau militantisme issu des places occupées. Il s'agit en Grèce du mouvement de solidarité contre la paupérisation, structuré autour de la coordination *Solidarity for All* (Solidarité pour tous), et en Espagne de la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH, Plateforme des victimes du crédit hypothécaire).

CHANGER LE SYSTÈME PAR LA SOLIDARITÉ ET LA POLITIQUE, L'EXEMPLE GREC

Née de la réflexion menée sur les places sur les moyens d'agir face à la crise, la dynamique de solidarité qui se développe en Grèce à partir de 2011 s'organise autour du triptyque fondateur « solidarité – résistance – autogestion ». Le mouvement comporte plusieurs composantes, toutes autonomes, visant à répondre aux besoins fondamentaux d'une population affectée par la paupérisation, la désocialisation qui en découle et le déclin des services publics dont les budgets sont rognés par les politiques d'austérité. Les premiers grands centres solidaires à se développer sont les cliniques et les centres de soin solidaires (environ une quarantaine dans le pays¹²) qui distribuent gratuitement soins et médicaments. Les cuisines populaires et les banques alimentaires, véritables supérettes où le « client » paye en monnaie locale (et gratuite), voient aussi le jour, notamment grâce à la solidarité du monde agricole qui met en place des coopératives de vente directe « du champ à l'assiette » et fournit gratuitement les cantines après les marchés¹³. Plus avancés

12. Emmanuel Daniel, « En Grèce, la clinique solidaire soigne les blessés de la guerre économique », *Reporterre*, 18 septembre 2015.

13. Roxanne Mitralias, « Du champ à l'assiette, en Grèce les initiatives se multiplient ! », Association Autogestion, 7 mars 2013.

encore, les Grecs inventent une forme de « solidarité circulaire » fondée sur les circuits courts sans intermédiaires pour réduire le prix de vente et augmenter la marge des producteurs qui, en échange, reversent un pourcentage de cette plus-value à une caisse de solidarité pour les familles les plus pauvres¹⁴. Ce sont aussi des organismes de partage et de troc ainsi que des entreprises inscrites dans une démarche d'économie sociale et solidaire promouvant le modèle coopératif. C'est enfin la multitude de lieux occupés qui offrent à la population des événements culturels alternatifs, de l'aide à la scolarité, mais aussi un soutien légal avec l'aide d'avocats solidaires donnant leurs conseils aux Grecs comme aux réfugiés. Le réseau Solidarity for All est créé durant l'été 2012 pour faciliter la coopération et le transfert d'informations entre ces différentes initiatives et disséminer les savoir-faire développés par la population grecque dans une optique de résilience et de construction d'une alternative à la fois sociale, marchande et politique. Entre 2012 et 2013, les structures de solidarité doublent dans le pays, passant de 200 à 400 grâce à la facilité de répliquer un modèle fondé sur la démocratie directe et l'autogestion.

Au-delà de la nécessité d'apporter aux personnes affectées par la crise les ressources de première nécessité (nourriture, vêtements, etc.), l'un des objectifs initiaux est d'impliquer les bénéficiaires de l'aide dans l'action de la coopérative, en écho au slogan « Personne ne reste seul pendant la crise ». Il s'agit ainsi de rompre l'isolement social et économique, mais aussi de proposer un soutien psychologique en valorisant l'action des participants. À la différence de la charité, dont les animateurs de coopératives se détachent ouvertement du fait d'un rejet de l'Église orthodoxe dans ces milieux, ces cercles de solidarité agissent dans une perspective de renforcement du pouvoir d'agir (*empowerment*) et de mise en place d'une organisation sociale qui dépasse la simple perspective palliative ou alternative. « D'après des sondages, 58 % des Grecs ont apporté leur soutien au mouvement de solidarité. Le secret du succès et de la participation des premiers concernés à ces projets, c'est qu'il faut

14. Alexander Kolokotronis, "Building Alternative Institutions in Greece: an Interview with Christos Giovanopoulos", CounterPunch.org, 11 mars 2016.

nécessairement expérimenter et construire en fonction des besoins réels exprimés sur le terrain. Il faut garder un esprit ouvert et ne pas essayer de plaquer des théories politiques sur le sujet¹⁵», témoigne Kristos Giovanopoulos, cofondateur de la coordination Solidarity for All.

Dans les faits, Solidarity for All apporte également une aide financière et logistique (achat de matériel informatique, véhicules) aux coopératives affiliées, notamment grâce à des fonds obtenus auprès du parti Syriza, dont les élu-e-s se sont engagés à reverser 20 % de leurs indemnités au réseau de solidarité, mais le fonctionnement quotidien repose uniquement sur l'autofinancement, les dons et le bénévolat. Interrogé sur ce lien financier avec le parti Syriza, Kristos Giovanopoulos, lui-même adhérent au parti, répond : « En Grèce, le mouvement de solidarité n'est pas une chose à séparer de la conquête du pouvoir politique par le peuple, il s'inscrit dans une même dynamique. Il ne s'agit pas d'un énième "mouvement social" ou de "développer des alternatives" au milieu du chaos libéral. Il ne faut pas qu'il y ait de malentendu là-dessus, il s'agit bien d'une option stratégique pour reconquérir un pouvoir d'agir depuis la base, à destination de la base et contrôlé par la base à travers un système de réseaux. »

En septembre 2012, Dionissis Kantiotos fonde avec plusieurs membres de Syriza un groupe de solidarité au Pirée. Peu adepte de la langue de bois, il reconnaît « la nécessité de prendre une distance de façade avec le parti¹⁶ » puisque certains nouveaux bénéficiaires ne souhaitent pas être affiliés au parti. « Lorsqu'on s'est mis à servir des repas chauds dans la rue, tous les bénévoles venaient dîner. Les activités partagées devenaient des espaces de discussion entre différents types de personnes qui subissaient une même réalité », se souvient-il. Ces espaces conviviaux sont ainsi transformés en opportunité « pour partager des éléments de compréhension économique ou politique, ou pour discuter sur les valeurs du mouvement, comme

15. Kristos Giovanopoulos, cofondateur de Solidarity for All, propos recueillis le 27 juin 2016 à Athènes.

16. Dionissis Kantiotos, membre du groupe de solidarité du Pirée, ex-Syriza, membre d'Unité populaire, propos recueillis le 28 juin 2016 à Athènes.

l'antiracisme ou l'anti-homophobie, la nécessité de redonner le pouvoir au peuple ainsi que l'accès au logement, au travail, etc. Tout cela ancrerait notre discours très à gauche tout en évitant les discours politiques ». Une règle fondamentale du mouvement est « être aidé, aider les autres », confirme le militant. Il y a une nécessité de réciprocité et une obligation de participer dans la mesure de ses moyens, tandis que tous sont invités à prendre part aux décisions les concernant, notamment en reprenant le modèle des assemblées et les outils de facilitation expérimentés sur les places occupées. La stratégie politique ancrée derrière cette dynamique est qu'une personne socialement isolée est plus susceptible de se désintéresser du jeu électoral ou de voter sur des arguments de rejet et de peur favorisant l'extrême droite. Au même titre qu'il ne cache pas son plaisir d'avoir milité en aidant les gens, Dionissis savoure le succès de cette stratégie dans la victoire de Syriza. « Parmi les fondateurs du groupe, deux membres du bureau sont devenus députés et un autre est désormais ministre de la Mer », nous avoue-t-il. Mais la mine se renfrogne aussi vite : « Le but de notre création était d'arriver au jour où nous mettrions la clé sous la porte car les Grecs n'auraient plus besoin de nous. Après la prise du pouvoir par Syriza, nous pensions qu'il ne nous restait que quelques mois d'existence. Malheureusement, nous attendons toujours que ce jour arrive. »

Les structures de solidarité existent toujours, de nouvelles voient également le jour avec le mouvement "Refugees Welcome", mais la croissance du mouvement n'est plus comparable avec les années précédant le changement de cap de Syriza et l'acceptation d'un troisième mémorandum en août 2015. Le sentiment qui prime désormais dans la population, après la capitulation face aux créanciers européens, est celui d'« avoir tout tenté pour que rien ne change ». En l'absence de nouveaux projets politiques, les troupes sont démoralisées et « la Grèce est entrée dans une phase de basse intensité politique en termes de mobilisation¹⁷ », concède Tassos Varounis, ancien membre de la jeunesse de Syriza. Dans le mois suivant le revirement de Tsipras, 60 % des membres de l'organisation

17. Tassos Varounis, membre de la KOE, ancien membre de la jeunesse de Syriza, propos recueillis le 30 juin 2016 à Athènes.

de jeunesse, la plupart intégrés après le mouvement des places, ont rendu leur carte du parti¹⁸. Leur départ a permis « le retour d'une gauche bureaucratique et centralisatrice aux responsabilités, ce qui explique l'absence de perspective participative au sein du parti ou dans son programme politique », analyse Tassos. Rencontrée dans une école occupée par des migrants, une jeune femme nous confie : « En tant que journaliste et militante de Syriza, cela fait six ans que je n'ai pas connu un été normal, il y a toujours eu des mouvements sociaux, des grèves, des luttes, donc finalement, le côté positif de la baisse de mobilisation, c'est que nous allons enfin pouvoir profiter normalement d'un été. » Rapportés à un autre militant ayant quitté Syriza, ces propos sont pour lui « à la fois choquants et symptomatiques du repli individualiste sur la sphère privée, surtout chez les mieux lotis, provoqué par le revirement de Tsipras. L'alliance qui s'était nouée entre les différentes classes sociales est en train de tomber en miettes, cela risque d'isoler d'avantage les plus précaires ».

« La déception à l'égard du pouvoir de Syriza a provoqué au sein du mouvement de solidarité une déconnexion avec le projet politique. Nous ne pouvons pas rester qu'à servir la soupe, il faut quelque chose de plus, un projet politique, sinon ça ne fonctionnera pas », tonne Dionissis Kantiotos qui a rejoint Unité populaire, né de la scission de Syriza en août 2015. « Ce que nous souhaitions, c'était la construction d'un réseau visant à se répandre dans la société et à prendre le pouvoir. Notre projet à plus grande échelle était de changer les structures institutionnelles et de modifier les conditions d'exercice du pouvoir en le rendant plus horizontal. En fait, après le revirement de Syriza, le mouvement n'a pas souhaité ouvrir de débat sur les perspectives politiques car il avait peur que cela ne crée de nombreuses scissions, mais en étouffant ce débat, c'est toute la discussion sur les nécessaires objectifs politiques du mouvement qui a été mise sous le tapis », reconnaît avec amertume Kristos Giovanopoulos qui a également quitté le parti en 2015. N'ayant pas su ou voulu saisir cet enjeu, qui imposait aussi une modification

18. Amélie Poinssot, « Chez les jeunes de Syriza, c'est l'hémorragie », Mediapart, 18 septembre 2015.

dans la façon de faire de la politique et une réforme démocratique interne du jeune parti, Syriza et son Premier ministre, Alexis Tsipras, se retrouvent dans la même situation que leur prédécesseur avec une opinion insatisfaite de l'action menée qui dépasse les 85 % de la population grecque à la rentrée 2016, d'après une enquête menée par le parti¹⁹.

LA PLATEFORME ESPAGNOLE DES VICTIMES DU CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE : « SI SE PUEDE! »

Dans un contexte d'explosion de la bulle immobilière, la Plateforme des affecté-e-s par l'hypothèque naît à Barcelone en février 2009 avec « l'intention de donner une réponse citoyenne à la situation de personnes qui commencent à ne plus pouvoir payer leur hypothèque et voient comment les banques peuvent leur réclamer une dette hors de prix, même une fois leur logement confisqué²⁰ ». La genèse de ce « mouvement pour la dignité et le logement en Espagne » est tout à fait fondamentale à la compréhension de l'apparition du mouvement du 15-M, non seulement parce que la PAH était partie prenante, mais également parce que le 15-M reproduisait largement le mode d'action et de mobilisation mis en place depuis 2005 par les collectifs participant à la « Plataforma por una vivienda digna » et à la campagne « V de Vivienda ». Cette campagne est née peu avant l'éclatement de la bulle, lorsque le système bancaire arrivait à saturation et que les premières victimes d'hypothèques et d'expulsion se faisaient de plus en plus nombreuses. Là encore, ce mouvement est apparu de manière décentralisée sur la base de multiples collectifs, associations, syndicats et partis s'engageant dans plusieurs villes d'Espagne, qui se sont ensuite regroupés autour d'une plateforme de coopération pour établir des revendications communes. Parmi celles-ci, les militants réclamaient un accès facilité à la location, une augmentation de la pression fiscale sur les propriétaires laissant vacants des logements, la lutte contre

19. Panagiotis Grigoriou, *De la guerre*, blog Greek Crisis, 3 octobre 2016.

20. Traduction du *Petit Livre vert* de la Plataforma de Afectado/a/s por la Hipoteca.

la spéculation immobilière et pour un urbanisme durable. Mais après l'éclatement de la bulle, la priorité est devenue la lutte contre les expulsions et la mise en place d'un soutien juridique, militant et humain pour les familles menacées.

En de nombreux points, ce mouvement pour la dignité et le logement est le précurseur du 15-M, avec des convergences chronologiques et factuelles aussi évidentes que surprenantes. Ainsi, la première grande manifestation organisée pour la campagne «V de Vivienda» a lieu le 14 mai 2006, lancée par un appel anonyme, relayé par e-mails et SMS, à occuper les places des grandes villes. Deux grands sit-in se tiennent sur la Puerta del Sol à Madrid et sur la Plaça de Catalunya à Barcelone, deux lieux emblématiques du 15-M. Pendant un mois, les places sont occupées tous les dimanches et le mouvement gagne d'autres villes du pays. À Madrid et à Barcelone, ces occupations donnent lieu à l'organisation des premières assemblées populaires sur les places «contre la précarité» et «pour la dignité et le logement». Par la suite, des manifestations sauvages et des occupations de lieux publics (cinéma, magasins, administrations) sont organisées, déclenchant parfois des confrontations avec les forces de police. Dans le cadre d'une «semaine pour le logement» décrétée par les associations, culminant avec une grande marche le 23 décembre 2006, sont également établies les premières tentatives de créer des comités et des assemblées de quartier pour mobiliser les quartiers populaires. Enfin, en mai 2007, le mouvement appelle à organiser un campement sauvage (*acampada*) sur une place madrilène à l'occasion des élections municipales et autonomes. Finalement, le campement s'installera sur le campus de la cité universitaire et durera cinq mois jusqu'à expulsion des occupants.

Les actions se poursuivent, avec une montée en puissance et une résonance médiatique notable à partir de la fin 2008. En 2009 est créée la Plateforme des affecté-e-s par l'hypothèque (PAH) dont Ada Colau, l'actuelle maire de Barcelone, fut l'une des porte-parole médiatiques. L'apparition de cette dernière coalition décentralisée de collectifs relève de deux choix stratégiques en rupture avec les positionnements du mouvement social : d'une part, la volonté d'une autogestion et d'une auto-organisation des personnes affectées, afin d'éviter toute logique d'assistanat et de favoriser une logique de pouvoir d'agir (*empowerment*); d'autre part, la volonté d'un

positionnement apatridaire et d'une autonomie politique complète vis-à-vis des syndicats et des partis qui chapeautaient jusqu'alors le mouvement. Là encore, ces positionnements radicalement nouveaux, qui ne manquèrent pas de susciter des critiques virulentes parmi les « militants professionnels », deviendront pourtant en l'espace de deux ans la norme établie par le 15-M qui reprendra à son compte les codes, dans l'organisation comme dans l'action, établis par ce nouvel activisme né autour des questions du logement et de la dignité dans une Espagne ravagée par la crise. Aujourd'hui, la PAH se définit comme « un mouvement citoyen apatridaire, articulé en plus de 190 nœuds (les assemblées locales) répartis sur l'ensemble du pays, dans lequel les personnes directement affectées et des personnes solidaires s'organisent ensemble pour dénoncer et changer la situation », selon le *Petit Livre vert* de ce réseau militant.

« Nous sommes tous experts de nos vies », rappelle en début d'assemblée une animatrice dans cette grande salle occupée par une soixantaine de personnes, majoritairement des femmes, venues participer à l'une des trois rencontres hebdomadaires organisées par la PAH dans ce quartier populaire de Barcelone. L'organisation des assemblées est rodée après six années d'existence, la session s'ouvre sur l'annonce des bonnes nouvelles, principalement des personnes qui ont obtenu un rejet de leur expulsion, une requalification bancaire de leur dette ou une solution de relogement. Une femme et sa fille adolescente, aux allures de punkette, semblent aussi intimidées qu'émues avant de prendre la parole. « Le système m'avait détruite, et la PAH m'a apporté le nécessaire pour reconstruire ma vie. La lutte a été une chose merveilleuse, ç'a été une expérience qui a changé toute la famille et a resserré nos liens, cela nous a permis de retrouver espoir et nous a donné du pouvoir. Oui, nous pouvons réussir », conclut la mère avant de tomber en larmes dans les bras de sa fille²¹. Les statuts même de la PAH insistent sur le « support émotionnel » que s'apportent mutuellement ses membres, laissant aussi entrevoir un mode de militantisme où les rapports de pouvoir et de domination interne sont remplacés par des liens

21. Propos retranscrits sur la base de l'observation d'une assemblée de la PAH à Barcelone, le 10 juin 2015.

sociaux plus intimes et plus humains avec une grande place laissée aux émotions. L'*empowerment* façon PAH apparaît alors comme une expérience de transformation personnelle capable de libérer les participants de leurs angoisses paralysantes et de reconstruire du lien à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté des membres. Par ailleurs, ce processus repose sur l'articulation de plusieurs publics : les concernés, « experts de leur vie », et les « personnes solidaires » qui se mettent au service des besoins et des demandes des premiers. Il peut ainsi s'agir de spécialistes du droit, d'étudiants comme de retraités du milieu bancaire, mais aussi de simples citoyens qui accompagnent les moins favorisés dans leurs démarches administratives, jusqu'à des groupes de personnes du troisième âge chargées de faire face aux forces de l'ordre en cas d'action directe.

En effet, la PAH s'est aussi distinguée par ses pratiques désobéissantes, comme les occupations de banques ou des concerts nocturnes de casseroles sous les fenêtres de dirigeants bancaires, pour attirer l'attention sur les responsables et faire levier directement sur eux, une pratique connue sous le nom d'*escrache*, que l'on pourrait traduire par « éraflure » ou « balafre » portée à la réputation. Cette contestation collective, qui se mène par des actions directes non-violentes comme des blocages d'expulsion, permet aux supposées victimes du système de devenir actrices et activistes tout en renforçant les liens de confiance et de solidarité au sein du groupe. L'historienne Jeanne Moisand souligne que « la PAH a aussi contribué à réactiver l'activisme de quartier, ce qu'on appelle en Espagne le "mouvement *vecinal*" (des habitants/quartiers)²² », avec lequel s'est articulée la décentralisation des Indignés pour ses assemblées de quartier. Il s'agit là d'une inspiration directe de la méthode dite du *community organizing* pensée par Saul Alinsky au milieu du xx^e siècle et popularisée dans l'ouvrage *Rules for Radicals* publié en 1971²³. Cette méthode professe de « prendre le monde tel qu'il est » pour commencer à agir, tout en y ajoutant une dimension d'émancipation et d'éducation populaire tournée vers le « pouvoir d'agir »

22. Jeanne Moisand, « Espagne : de l'indignation à l'organisation », *La Vie des idées*, 20 mars 2015.

23. Traduction française : Saul Alinsky, *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Aden Éditions, 2012.

(*empowerment*)²⁴. Là encore, la dimension émotionnelle est importante puisque, avant d'exprimer des demandes articulées, les animateurs encouragent les personnes concernées à faire entendre leur colère. Surtout, cette méthode travaille à identifier précisément les responsabilités des acteurs dans une situation donnée afin d'exercer différentes pressions sur ces personnes physiques. Elle contribue ainsi à donner du pouvoir aux personnes touchées face à des administrations déshumanisées et bureaucratisées en rappelant que, derrière chaque décision, il y a toujours un homme ou une femme à qui demander des comptes. Ces méthodes sont aujourd'hui appliquées en France par le collectif Pouvoir d'agir ou l'Alliance citoyenne de Grenoble, qui invita par exemple en novembre 2012 des enfants à faire classe devant le conseil municipal pour obtenir la reconstruction de leur école incendiée.

Loin de se contenter de coups d'éclat et de l'accompagnement de populations en difficulté, la PAH a aussi entamé un travail de plaidoyer associatif classique pour faire réviser la loi espagnole sur les hypothèques qui permettait que, même une fois expulsée de son logement et celui-ci revendu, une famille continuait à rembourser les traites hypothécaires à sa banque pour combler le manque à gagner du fait de la baisse des prix immobiliers. En 2013, le réseau militant réunit 1,4 million de signatures en faveur d'une initiative législative populaire (ILP) fondée sur une proposition de réforme du droit au logement réclamant un moratoire sur les expulsions, la donation des logements à l'organisme prêteur en échange de l'annulation de la dette avec effet rétroactif sur tous les logements saisis (*dación en pago*²⁵), le relogement des expulsés et la conversion des habitats vides (13 % du parc en 2012) en logements sociaux. « Suite à cette action, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé le 14 mars 2013 que la loi espagnole relative aux prêts hypothécaires était contraire au droit de l'Union », précise l'historienne Jeanne Moisand. Si en mai 2013, sous la pression, le Partido Popular

24. Lire à ce sujet Julien Talpin, "Community organizing". De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis, Raisons d'agir, 2016 ; coll., « Ma cité s'organise. Community organizing et mobilisations dans les quartiers populaires », *Mouvements*, n° 85, 2016.

25. <http://afectadosporlahipoteca.com/category/propuestas-pah/dacion-en-pago/>

consentit à réviser la loi, les changements ne furent que cosmétiques et ne reprirent pas les préconisations de la PAH. Là encore, le parti conservateur préféra, quelques mois plus tard, en novembre, proposer un « projet de loi organique sur la sécurité citoyenne », renommée « loi bâillon » (*ley mordaza*), qui criminalisait les différentes luttes, restreignait le droit de manifester et proposait d'imposer des amendes dissuasives (plusieurs centaines à plusieurs milliers d'euros) à toute personne occupant illégalement l'espace public ou s'interposant lors d'une expulsion. Cette loi fut finalement largement amendée au Parlement avant d'entrer en application en juin 2015.

Après deux années de mobilisation intense, où est apparu plus encore le dédain gouvernemental des conservateurs pour la société civile, un débat traverse les sphères militantes : si nous ne pouvons influencer le pouvoir de l'extérieur, doit-on envisager de le conquérir pour le changer de l'intérieur ? La première réponse à cette question viendra de Pablo Iglesias, politologue à l'université Complutense de Madrid, et de son entourage, qui lancent en janvier 2014 le parti Podemos à partir du manifeste « Avancer nos pions : transformer l'indignation en changement politique²⁶ », avec l'intention de « récupérer la souveraineté populaire » et de restaurer la démocratie en se présentant aux élections européennes en mai. Refusant la logique des partis, qui tendent toujours à aspirer les forces vives de la société civile, Ada Colau décline l'offre de Podemos et se lance en 2014 dans une stratégie de « convergence » des acteurs et des luttes en vue de créer la plateforme citoyenne « Guanyem Barcelona » (Gagnons Barcelone), renommée ensuite « Barcelona en Comú », fondée en vue des élections municipales de mai 2015. Devenu un concept central lors des municipales, le terme de convergence (« confluence ») désigne une logique de coalition citoyenne fondée sur la rupture des clivages politiques et sur des alliances novatrices entre partis, associations ou simples citoyens, reposant sur une organisation horizontale et participative. Nous reviendrons sur cette aventure politique réussie.

26. « Intelectuales y activistas llaman a "recuperar la soberanía popular" con una candidatura para las europeas », *Público.es*, 14 janvier 2014.

LE CITOYENNISME ET LES *CIVIC TECH*, OU LA TENTATION DE L'INDIVIDUALISME POLITIQUE

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de souligner la nouvelle logique « citoyenne » qui s'exprime au sein des mouvements des places et se confronte avec les discours et les identités des militants traditionnels. Malgré l'usage commun du terme « citoyen », de la définition antique de celui jouissant du droit de cité, par opposition à l'étranger, à celle plus moderne de l'individu disposant de droits civils et politiques dans l'État, la dénomination prend aujourd'hui un sens nouveau impliquant l'attention et la participation à la chose publique. Ce terme, dans sa confrontation avec les autres identités partisanes interagissant aussi dans l'espace concurrentiel pour le pouvoir, exprime également un double rejet des affiliations et des discours partisans, valorisant au contraire la capacité d'expression de l'opinion personnelle des individus. Il s'articule en cela avec une tendance à l'engagement politique plus porté par l'individualisme et l'autonomie personnelle. Une logique qui semble aussi, par un effet de « fertilisation croisée », telle qu'exprimée par Geoffrey Pleyers, déteindre sur les identités militantes émergentes.

Dans l'un de ses essais sur la jeunesse engagée, le sociologue Geoffrey Pleyers s'intéresse attentivement aux modalités de l'engagement politique « marquées par une plus grande individuation et une distanciation face aux organisations²⁷ ». Cette individuation est comprise comme la volonté d'affirmation et de réalisation du soi, de l'individu, cherchant à se distinguer du groupe et poursuivant une quête plus personnelle à travers son engagement politique. Il s'agit donc de transformer autant le monde que son rapport au monde et à soi, dans une dimension où se mêlent émancipation collective et émancipation personnelle. Le chercheur souligne que ce rapport à l'individuation révèle que « la démocratie ne se limite pas à la sphère de la politique institutionnelle. Elle se réalise et s'expérimente dans la participation dans tous les lieux et espaces de la vie²⁸ ». Apparaît

27. Geoffrey Pleyers « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », in Valérie Becquet (dir.), *Jeunes engagées*, Syllepse, 2014, p. 51-68.

28. *Ibid.*

alors la figure de l'électron libre, de l'« alter-activiste » tel qu'il le nomme, qui évolue dans un environnement social dominé par les logiques individualistes : « Soucieux de rester maîtres de leur expérience militante, nombreux sont ceux qui préfèrent participer activement à une campagne, un projet ou une mobilisation sans pour autant faire partie d'une organisation », analyse Geoffrey Pleyers, reprenant l'idée des plateformes activistes apparues en Espagne, même si celles-ci restent largement composées de militants affiliés à des groupes ou à des organisations. Effectivement, ces nouvelles logiques de l'engagement à la carte, parfois qualifiées de « consumérisme politique », peuvent poser problème sur le plan stratégique et le développement collectif d'une vision à long terme. Cependant, les observations du chercheur sont effectuées depuis le terrain des places occupées, or ce nouveau mode de mobilisation entendait précisément toucher un public d'individus nouvellement concernés par l'engagement, à travers l'ouverture d'un espace de socialisation par la politique, répondant à un besoin individuel tout en promouvant la construction du collectif. Les occupations ne constituent finalement que le premier jalon d'un engagement qui est appelé à se transformer et à s'intégrer à des dynamiques collectives car, sans cela, ces individus risquent l'isolement, l'impuissance et la démobilisation.

Par ailleurs, il y a dans ce rapport individualiste à la démocratie une contradiction apparente avec la logique du « vivre ensemble » professée dans des espaces organisés sur la base de la communauté et de l'encadrement des rapports inter-individus soumis aux principes d'égalité et de consensus. Dans la suggestion de cette course à l'ego pointe l'idée que l'absence de leader reviendrait en réalité à formuler un « tous leaders ». Cette affirmation problématique impliquerait alors la reconduction des oppositions identitaires, non plus groupes contre groupes, mais individus contre individus. Si cette hypothèse devait se vérifier, il y aurait là une barrière quasi insurmontable à l'objectif d'un idéal politique convergent et destituant capable de transformer le système. L'agrégation de milliers d'intérêts personnels apparaît comme la reproduction tacite du concept libéral de « main invisible » proposé par Adam Smith, selon lequel la recherche de l'intérêt personnel de chacun concourt à l'intérêt général. Comme nous l'a enseigné le xx^e siècle, il s'agit là d'une

croissance trompeuse et d'une projection promue par les élites visant à reproduire les inégalités, l'accaparement des richesses et du pouvoir. Un raisonnement antithétique à l'affirmation des occupants de places qui marque une rupture entre « ceux d'en bas » et les « élites oligarchiques » dont les intérêts seraient strictement opposés.

Le mouvement des places est parfois qualifié de « mouvement citoyen », sans que jamais ce terme fasse l'objet d'une définition précise, au point que ce flou se confond désormais avec son identité. Cependant, en laissant sciemment ce « signifiant vide²⁹ », comme le font certains animateurs du mouvement, cela permet certes d'affirmer la volonté d'ouverture et d'inclusivité laissant à chacun le loisir d'y apporter la signification désirée, mais l'indétermination de la définition laisse aussi la porte ouverte à une réappropriation du concept par des forces politiques réactionnaires fondamentalement opposées au renouveau de l'idéal démocratique. Tentons néanmoins de donner une définition (artisanale) aux termes « mouvement citoyen » et « citoyennisme » qui, s'ils se confondent parfois, n'en restent pas moins distincts, le second véhiculant une connotation péjorative. Logiquement, un mouvement citoyen désignerait l'ensemble des réflexions et des actions en faveur des droits civils et politiques des individus. Il se caractérise politiquement par son positionnement apartisan marqué par une large ouverture aux individus hors des structures politiques traditionnelles (partis ou syndicats). S'il évoque l'idée d'une mobilisation large et plurielle d'acteurs en faveur d'une démocratie participative, il comporte également une dimension anti-idéologique marquée. En ce sens, le citoyennisme s'oppose activement aux doctrines confisquant les représentations du monde, souvent perçues comme conflictuelles, pour y substituer l'idée d'une réorganisation consensuelle et pacifiée des rapports aux institutions et à l'État dans une forme d'apologie de l'approche procédurale de la démocratie.

De ce rejet des idéologies semble s'esquisser un concept qui se définit par la négative plus que par l'affirmative, au point de donner au mot « citoyennisme » la définition d'une idéologie rejetant

29. Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Seuil, 2008.

les idéologies. Ce terme intègre deux faces distinctes : d'une part, celle revendiquée d'un concept fourre-tout pour intégrer des initiatives en faveur de la démocratie participative ; de l'autre, une connotation plus péjorative, portée par l'extrême gauche qui voit dans cette « non-idéologie » un rejet de la lecture classiste des luttes et des rapports de force qui structurent la société. En s'appuyant sur la démocratie, ce concept réaffirmerait le rôle central de l'État dans l'organisation des citoyens, ce qui ferait du citoyenisme un étatismisme en puissance. Par ailleurs, si le terme « citoyen » semble véhiculer une image positive et idéalisée, celle d'un individu à la fois éduqué, informé de ses droits et concerné par la chose publique, il gomme aussi les inégalités (race, genre, accès aux ressources, etc.) en décrétant une égalité de fait entre tous les individus. Le terme « citoyen » comporterait une seconde dimension discriminante car associé à la communauté des électeurs. Or, du fait d'un recul ou d'un rejet de la participation électorale, mais également d'une inégalité des droits civiques, la communauté des électeurs n'intègre pas toutes celles et tous ceux exclus de droit, qu'il s'agisse des mineurs, des ressortissants étrangers ou de personnes ayant reçu une peine d'interdiction des droits civiques, civils et de famille. Rejetant non seulement les idéologies, les promoteurs du citoyenisme remettent également en cause les « clivages traditionnels » et les valeurs qui structurent la vie politique, d'abord dans un refus de se positionner sur l'axe « gauche-droite », mais plus insidieusement en prônant une « neutralité » politique conçue comme évacuant toute dimension conflictuelle et donc excluant les groupes revendiquant cette conflictualité. Enfin, sa volonté militante de « dialoguer avec tout le monde » favoriserait la récupération du mouvement par la mouvance autoritaire et complotiste qui use de la dynamique citoyenne comme d'un cheval de Troie pour introduire ses idées antidémocratiques (discrimination, racisme, etc.) au nom du libre choix des électeurs.

Les 16 et 17 avril 2016, plusieurs organisations liées à la « démocratie réelle » animaient en Île-de-France le week-end « Synergie(s) démocratique(s) » regroupant une quarantaine d'initiatives citoyennes et quelque 200 personnes. Avant la tenue de cette rencontre, une polémique enfla en raison de la présence validée de plusieurs « cercles citoyens » ostensiblement liés à l'extrême droite

parmi les participants. Dans une lettre ouverte, deux chercheurs avertissent que « l'extrême droite, explicite ou masquée, se situe hors champ des mouvements citoyens et démocratiques parce qu'elle conteste l'idéal démocratique de commune humanité, de tolérance, d'ouverture, de solidarité, de refus de toute discrimination, parce qu'elle refuse de condamner sans ambiguïté les errements de l'histoire, parce qu'elle cultive la soumission à l'autorité et aux figures de chefs³⁰ ». Les animateurs campèrent sur leur position d'inclusivité et avancèrent que la présence de plusieurs cercles citoyens patriotes et souverainistes se justifiait *a priori* par la nécessaire « neutralité » de l'organisation « hors des clivages traditionnels qui ont perdu, aujourd'hui, beaucoup de leur signification³¹ ». La participation de ces groupes contestés fut encore réaffirmée *a posteriori* au nom du résultat obtenu : « Des membres d'organisations, dont la réunion aurait pu sembler improbable, [ont pu] dialoguer et se trouver des points communs, au-delà de tout clivage politique et idéologique », ce qui « prouve l'efficacité des règles d'échange et des prises de décisions collectives³² ». Des questions pressantes se posent néanmoins aux animateurs de ce mouvement. Que vaut la neutralité revendiquée quand certaines des personnalités présentes soutiennent ouvertement des candidats Front national aux élections³³ ? Obliger des groupes citoyens à dialoguer avec des initiatives d'extrême droite dans un processus supposément producteur de consensus, n'est-ce pas déjà assumer la nécessité d'un compromis démocratique avec l'extrême droite et les ennemis de la démocratie ?

Au sein de la branche électoraliste du mouvement avec ses diverses « listes citoyennes », parfois formées sur la base de primaires menées sur Internet, nombreuses sont les initiatives personnelles

30. Antoine Bevort et Philippe Saugier, « Ne laissons pas l'extrême droite infiltrer les mouvements citoyens », *Reporterre*, 13 avril 2016.

31. Document en ligne « Stratégie » de Synergie(s) démocratique(s) sur <http://site2-syndem.rhcloud.com/documents-2/>

32. Compte rendu, « Week-end Synergie(s) démocratique(s) », Agora2017.

33. Alain Sandler, « Un précieux soutien pour Muriel Coativity à Sainte Foy-lès-Lyon », FN infos, 15 octobre 2013.

portées par des outsiders politiques, quelquefois issus des grands partis, qui cherchent à profiter d'un positionnement de niche pour exister sur l'échiquier électoral. C'est là l'une des plus grandes ambiguïtés de ce microcosme du citoyennisme électoraliste qui voit dans le discours « anti-partis » l'opportunité pour ses membres de lancer leur propre parti. Tous ces non-partis adossés à des non-idéologies et à quelques mots-programmes finissent par présenter des non-candidats largement non élus. Tout cela démontre à nouveau les limites d'une approche politique individualiste où chacun se perçoit en leader, ou, pour reprendre quelques barbarismes en vogue, en *maker* ou « faiseurs³⁴ ». Loin d'amalgamer un mouvement en plein essor et prometteur, pour peu qu'il travaille à se définir et à se coordonner, ces dérives individuelles participent à la folklorisation et rendent illisibles les discours portés par la majorité des acteurs en faveur d'un renouveau de l'idéal démocratique compris, certes, comme une réorganisation des institutions, mais également comme la réaffirmation de valeurs fondamentales.

L'autre tendance du mouvement citoyen serait celle qui souhaite « hacker » les institutions par le recours aux technologies numériques citoyennes et participatives connues sous le nom de *civic tech*. Là encore, l'intention n'est pas de critiquer une tendance de fond irréversible et souhaitable à l'ouverture numérique des affaires publiques, à la consultation et aux contrôles citoyens, voire à la participation directe à la décision. Les *civic tech* font partie intégrante de la promesse démocratique à venir. Néanmoins, plusieurs questions se posent aux jeunes créateurs de solutions démocratiques numériques. La plus importante est celle qui semble assumer pleinement le nouveau rapport individualiste à la politique et souhaiterait résoudre la crise de confiance entre élus et citoyens en instaurant des outils de dialogue, voire de « pilotage » du représentant, grâce à des plateformes numériques de consultation des citoyens. L'intention est louable, mais la pratique montre quelques limites.

34. Barbarisme d'Alexandre Jardin, de l'initiative Bleu-Blanc-Zèbre, qui valorise les « faiseurs » (ceux qui font) à l'inverse des « diseurs » (ceux qui parlent).

Ainsi, les premières consultations menées démontrent que ces outils sont principalement utilisés par les intermédiaires traditionnels des décideurs, notamment les associations et les lobbies, et plus faiblement par les citoyens, sauf ceux directement concernés par le futur texte législatif. Paradoxalement, si ces acteurs de la participation et autres corps intermédiaires s'en emparent, ces outils représentent aussi une menace pour eux, car, dans l'idéal, ils suppriment l'intermédiation pour la remplacer par un rapport direct représenté/représentant. Or, en écartant ces acteurs, en particulier associatifs, on accentue plus encore le risque de voir invisibiliser les intérêts des plus fragiles, des moins connectés, et de favoriser la création d'une nouvelle bulle décisionnelle, certes connectée numériquement, mais déconnectée humainement des réalités de terrain. La Quadrature du Net, association de défense des libertés numériques, dénonçait également en 2016 l'usage palliatif des outils numériques dans une démocratie décrédibilisée et accaparée: « Ce n'est pas la multiplication des consultations et autres embryons de processus participatifs qui redressera le cap, tant que les logiques politiques d'autrefois continueront de prévaloir. [...] La logique participative a été constamment instrumentalisée pour masquer la persistance de la mainmise de la machine administrative et des lobbies installés³⁵. » C'est là l'un des risques majeurs qu'encourent les *civic tech* à s'associer à l'administration et aux décideurs pour mener des démarches participatives sans lendemain ni lisibilité sur le processus décisionnel hors ligne, et qui pourrait conduire les citoyens à se détourner de ces solutions comme ils se défient aujourd'hui des décideurs.

Il existe en toile de fond un problème lié à l'accessibilité des publics à ces plateformes (« Comment élargir les communautés d'utilisateurs ? »), mais plus encore de définition des publics eux-mêmes. En partant à nouveau d'une image idéalisée d'un citoyen nécessairement connecté, mais surtout capable d'émettre une opinion et de construire un raisonnement susceptible d'influencer le décideur, certaines *civic tech* risquent d'exclure de la décision des

35. Communiqué de la Quadrature du Net, « La Quadrature du Net sort de l'état d'urgence », 17 mai 2016.

citoyens de plein droit, mais dénués des capacités techniques et intellectuelles nécessaires pour intervenir dans un espace numérique de débat. Face à cet enjeu complexe, certains acteurs sont tentés par une simplification extrême qui tendrait vers la mise en place d'une démocratie d'opinion exprimée en temps réel. Un jeune entrepreneur présente ainsi son application : « Demain vous pourrez télécommander vos députés. Le principe est assez simple, chaque jour une question est posée à la communauté des utilisateurs et les citoyens donnent leur avis en utilisant les quelques minutes ou quelques secondes à leur disposition chaque jour pour s'engager³⁶. » Ce que laisse entendre ce jeune *maker*, c'est que chaque personne disposerait d'une capacité à émettre un avis en quelques minutes sur une question donnée, sans préparation ni contextualisation, si ce n'est l'environnement informatif dans lequel baigne ledit citoyen. On voit ainsi se construire l'idée tout à fait biaisée d'une démocratie ne reposant plus sur une prise de décision réfléchie, résultant de la confrontation d'informations et de l'élaboration de propositions fondées sur une expertise tenant compte des parties prenantes, mais au contraire sur une tyrannie de l'instantané et de l'égotisme où chacun devrait être en mesure d'opiner sur tout, en quelques secondes, sans même envisager ses responsabilités.

Les *civic tech* gagneraient à s'intéresser davantage à la formation de l'opinion à travers l'articulation entre la création d'informations (*crowdsourcing* et *fact-checking*) et le partage d'expériences de terrain exprimant la diversité des points de vue. Cette idée d'une approche ascendante (*bottom-up*, de bas en haut) vise en premier lieu à renforcer la capacité de construction collective d'une information utile à la décision avant même de penser la prise de décision, qui se fera dans un second temps et nécessitera d'autres outils participatifs. À l'inverse, certaines applications semblent tentées par la promotion d'une participation assimilée à un « brouhaha citoyen » où chacun est invité à crier isolément vers le sommet de la tour d'ivoire où se sont enfermés les élus. Comme le rappelle le

36. Thomas Gouritin, « Les Français veulent plus de démocratie participative ! », civictechno.fr, 1^{er} juin 2016.

chercheur Clément Mabi, spécialiste des outils de participation numérique, « le risque de ces applications qui veulent transformer la démocratie est de tellement mettre l'accent sur la manière de faire, qu'elles risquent de se couper des enjeux sociopolitiques qu'elles sont censées défendre. Attention à ne pas céder à l'illusion qui consiste à croire qu'un outil peut à *lui seul* incarner une procédure démocratique³⁷ ».

L'idée que la technologie va « hacker la politique et les institutions » semble parfois ignorer le processus social et historique plus profond qui traverse et transforme nos sociétés en quête d'un renouvellement démocratique. En ignorant ce processus, ou en avançant parallèlement à lui, les *civic tech* encourent le risque de s'isoler dans une bulle numérique et de produire une nouvelle « techno-élite » déconnectée des bases sociales. Quant aux tentations citoyennistes, ni le neutralisme ni le consensualisme ne préserveront le mouvement démocratique de se faire des ennemis. Bien au contraire, ces deux tendances risquent même d'en multiplier le nombre en ajoutant aux ennemis traditionnels de la démocratie, aussi anciens que son invention depuis l'Antiquité, tous ceux dont l'engagement politique se situe dans la revendication d'un projet de société fondé sur des valeurs morales et éthiques. L'horizon du mouvement démocratique s'ouvre donc avec la nécessité de mettre en lumière les conservatismes et les résistances au progrès démocratique. Il ne doit pas les occulter, mais les confronter et assumer ouvertement le conflit de valeurs entre les camps pro- et antidémocratique. Sans cela, les partisans de la démocratie risquent de perdre la bataille qui est menée contre eux. La leçon apportée par le mouvement des places est donc à réaffirmer : l'enjeu n'est pas institutionnel ni processuel, il est fondamentalement sociétal et systémique. Seule une description juste de la société et des maux qui la hantent, adossée à une méthodologie innovante de la délibération et de l'action (praxis), suscite l'intérêt de la population et favorise la promotion d'un projet alternatif de société qui tendrait vers l'idéal démocratique.

37. Clément Mabi, chercheur à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) au sein du laboratoire Costech, propos recueillis le 21 novembre 2016.

DE PODEMOS AU MUNICIPALISME DÉMOCRATIQUE : LA CONVERSION POLITIQUE DE L'INDIGNATION

Pablo Iglesias, « l'enfant terrible de la politique espagnole », comme il se décrit en introduction de son livre-programme, ouvre son propos par une citation de Robespierre : « La démocratie est un État où le peuple souverain, guidé par des lois qui sont son ouvrage, fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, et par des délégués tout ce qu'il ne peut pas faire lui-même³⁸. » Il donne ensuite sa définition revisitée de la démocratie, celle d'« un mouvement destiné à arracher le pouvoir des mains de ceux qui l'accaparent (le souverain ou les élites) pour le redistribuer au peuple qui est appelé à l'exercer par lui-même ou ses délégués ». Une tentative de synthèse où la démocratie directe et la démocratie représentative s'imbriquent et se complètent, dans l'idée d'une nécessaire « socialisation du pouvoir ». Il dénonce la mascarade démocratique de la « caste » des élites qui se réduit à un « processus de sélection entre élites pour exercer le contrôle de l'administration » tentée par les logiques technocratique et bureaucratique. Réaffirmant la critique des identités portée par le 15-M, il s'en prend ouvertement au « gauchisme », reprenant les termes de Lénine, en faisant de ce courant puriste d'une gauche intransigeante et sectaire, arc-boutée sur ses symboles (langage, figures, etc.), une « maladie infantile » dont les affectés « s'érigent en gardiens de vérités révélées » et ne voient dans les grands mouvements sociaux du 15-M ou des marées citoyennes que des « traîtres à la pureté révolutionnaire³⁹ ». Pablo Iglesias aime aussi donner des leçons, à commencer par ses élèves marxistes ; dans sa « leçon de stratégie politique à l'attention des gens qui veulent changer le monde », il fait cette analyse : « Les gens, les travailleurs, ils préfèrent l'ennemi plutôt que vous. Ils croient à ce qu'il dit. Ils le comprennent quand il parle. Ils ne vous comprennent pas, vous. [...] Le "sens commun" des gens est différent de ce que nous pensons être juste. Mais ça n'est pas nouveau. Les révolutionnaires l'ont

38. Pablo Iglesias, *Disputer la democracia*, Akal, 2014, p. 13 (traduction française : *La Démocratie face à Wall Street*, Les Arènes, 2015).

39. *Ibid.*, p. 29.

toujours su. La clé est de réussir à faire aller le “sens commun” vers le changement⁴⁰. »

Pour le philosophe et leader communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), le pouvoir s'exerce non seulement dans le contrôle des instruments coercitifs de l'État, dans sa capacité à fonder des règles ou encore à orienter les relations économiques, mais plus largement encore dans la capacité à contrôler et à hégémoniser une vision culturelle permettant de régir la société et d'être acceptée, de façon quasi inconsciente, par l'ensemble de la population. C'est précisément ce qu'entend Iglesias par l'idée d'influencer le sens commun. Pour Gramsci, l'hégémonie culturelle est ce pouvoir dont jouit un groupe dominant pour diriger la société dans une direction qui sert ses intérêts mais, dissimulé et assimilé, il donne à croire à la majorité que ce projet politique est également conforme à ses propres intérêts. L'intérêt des élites se confondrait ainsi avec l'intérêt du peuple, et justifierait donc également de déléguer le pouvoir à cette même élite pour faire fructifier l'intérêt devenu général. C'est précisément cette dimension hégémonique qui est remise en cause à travers la dénonciation de l'accaparement de la démocratie représentative, les partisans de la « démocratie réelle » introduisant à juste titre une nouvelle dichotomie entre « la caste » et le « peuple », reprise par Pablo Iglesias. Avec sa queue-de-cheval et son look d'éternel étudiant, il inscrit cette démarcation jusque dans ses références culturelles populaires (la série *Game of Thrones*) et son look vestimentaire décontracté, loin des très chics costumes si chers à l'élite. Dans le paysage médiatique espagnol, Pablo Iglesias bénéficie, avant même le lancement de Podemos en janvier 2014, d'un statut d'intellectuel médiatique moderne et de « bon client » des émissions politiques télévisées (*tertulias*). Une discipline à laquelle il s'est rodé en animant les talk-shows en ligne *La Tuerka* et *Fort Apache* destinés à populariser, dès 2010, une pensée de gauche (auto)critique et tournée vers le public télévisuel.

« Les personnes qui ont lancé Podemos ont su être au bon endroit au bon moment », nous raconte Victor Garcia, membre barcelonais

40. *Ibid.*

du parti, rappelant que la politique est aussi affaire de timing et de stratégie, comme l'avaient déjà démontré les initiateurs du 15-M. Dans un contexte de frustration populaire et une phase de doute du mouvement social confronté à l'aveuglement du parti conservateur, une partie importante de la population rejette le bipartisme incarné par le PP et le PSOE. Lorsque Podemos propose de rompre avec le « système PPSOE » pour une meilleure représentation en introduisant plus de proportionnelle, il offre un véritable espoir et ouvre une large dynamique participative dans ce processus de prise de pouvoir des institutions pour les transformer. L'équipe qui entoure Pablo Iglésias, dont ses lieutenants Juan Carlos Monedero et Íñigo Errejón, s'appuie sur une base militante solide et acquise, de jeunes intellectuels issus de l'université Complutense de sciences politiques de Madrid, devenue l'épicentre de Podemos, ainsi que sur une partie des militants du parti « Izquierda Anticapitalista » qui ne comptait aucun élu. Cette base militante leur a permis de bénéficier d'une implantation locale qui permettra de donner vie aux premiers « cercles citoyens », ces organes de participation investis par les participants du 15-M, qui voient dans les cercles des « assemblées 2.0 » ayant vocation à construire le projet politique resté au milieu du gué.

Pourtant, depuis sa création, si Podemos emprunte les codes culturels du 15-M, le parti ne se revendique pas d'une filiation au 15-M, certains des fondateurs allant même jusqu'à rejeter l'« idéalisme inutile » du mouvement se refusant au jeu politique. L'un des revirements stratégiques de Podemos est d'avoir restauré la figure du leader charismatique, en l'occurrence celle de Pablo Iglesias, qui fut aussi le plus fervent théoricien de ce retour en grâce du leadership. Selon sa vision stratégique, les clés du succès politique sont la capacité à incarner un leadership, une figure du chef inspirée de la gauche latino-américaine qu'il prend pour exemple, et la capacité à introduire des discours « anti-élites » dans les médias dominants en déployant un langage accessible et populaire. Enfin, il assène une critique forte à la « gauche perdante⁴¹ » qui a brisé les

41. Luis Giménez San Miguel, « Alberto Garzón y Pablo Iglesias: "la ilusión es un elemento indispensable para ganar" », *Público.es*, 6 février 2014.

espoirs et « n'a pas su trouver les clés pour ouvrir les portes du pouvoir⁴² », mais il reconnaît la légitimité de l'ensemble des luttes tout en imposant la méthode partidaire et électorale comme la seule et unique « solution de rupture ». Le succès aux européennes (8 % des votes et cinq élu-e-s), quelques mois après le lancement de Podemos, finit de convaincre une large partie des « Indignés » de l'opportunité de construire cette alternative électorale pour « récupérer la démocratie ».

Ce n'est qu'après ce premier succès européen que Podemos se structure réellement en parti politique. « C'est une étape cruciale, car je pense que la forme que se donne un parti, qu'elle soit plus horizontale, expérimentale ou révolutionnaire, préfigure une future propagation au sein des institutions de cette même culture et des modes d'organisation associés. Cette phase constitue les bases de la culture démocratique d'un parti, mais représente également un moment d'éducation collective, de pédagogie, où tout le monde apprend⁴³ », analyse Victor Garcia qui proposa à l'occasion du congrès de fondation une motion nommée « Approfondir la démocratie » réaffirmant les principes d'horizontalité et insistant sur le tirage au sort des représentants. Cette idée d'un parti expérimental et inspiré du 15-M fut néanmoins combattue par l'équipe d'Iglesias, déclarant que « le ciel ne se conquiert pas avec le consensus, mais d'assaut », tout en insistant sur l'urgence de la situation et sur le fait que la « fenêtre d'opportunité » pour conquérir le pouvoir était étroite et nécessitait donc un parti classiquement organisé en machine électorale⁴⁴. La motion « Sumando podemos », qui finira deuxième, portée par plusieurs élus européens du parti, dont Pablo Echenique, Lola Sanchez et Teresa Rodriguez, proposait un porte-parolat tournant, moins iglesio-centré, et remettait également en cause la structure trop verticale et monolithique proposée par Pablo Iglesias. Dans sa motion « Claro que podemos », ce dernier reprenait la forme classique d'un parti, avec au sommet

42. Manifeste « Mover Ficha: convertir la indignación en cambio político », 14 janvier 2014.

43. Victor Garcia, Podemos Barcelona, propos recueillis le 8 juin 2015 à Barcelone.

44. Hedwig Marzolf et Ernesto Ganuza, « Les Indignés au pouvoir ? Le cas de Podemos en Espagne », revue *Dormira jamás*, 22 janvier 2015.

son secrétaire général, puis les différentes commissions organisées en « conseils citoyens » élus à partir de listes fermées, ce qui garantissait à Pablo Iglesias une chambre interne acquise à sa cause puisque liée à sa candidature.

Dans une manœuvre qui laissa un goût amer à nombre de militants du parti, Pablo Iglesias fit modifier, quelques jours avant l'élection, les conditions du vote qui devait porter à la fois sur les documents politiques (programme et liste), sur les modalités d'organisation et de structuration ainsi que sur les instances en charge du contrôle interne (document éthique)⁴⁵. Ces trois dimensions du parti appelaient normalement un vote distinct, or Iglesias réussit le coup de force de lier tous ces points en un seul « vote en bloc », sans possibilité de croiser les différentes propositions et listes des concurrents. Cerise sur le gâteau, il n'hésita pas à mettre sa démission dans la balance si la motion qui devait le porter au poste de secrétaire général n'était pas victorieuse. Le 26 octobre 2014 au soir, la motion de Pablo Iglesias fut plébiscitée par 80 % des votants, soit 110 000 participants sur Internet⁴⁶. Pour ce qui est de l'implication des cercles, dont la création s'inscrivait dans une démarche de démocratie participative, après le congrès, les statuts du parti ne leur ont pas véritablement donné de pouvoir dans la proposition d'idées ni même la possibilité de soumettre des référendums internes. Ces prérogatives ont été transférées aux conseils citoyens élus régionalement à partir de listes locales validées par la *cúpula*, la « coupole » du parti, comme a été surnommée la direction de Podemos.

C'est de la déception née de ce processus organisationnel, qui reproduit largement les tares des organisations politiques traditionnelles et des partis dénoncées par le 15-M, que va se renforcer, à l'occasion des municipales de juin 2015, une nouvelle dynamique de plateformes citoyennes à vocation électorale. Dans le manifeste

45. Pablo Machuca, « La votación del modelo de partido en Podemos arranca con polémica », *El Huffington Post*, 26 octobre 2014.

46. Aitor Riveiro, « Podemos confía en Pablo Iglesias: su modelo obtiene el 80,7% de los votos », *eldiario.es*, 27 octobre 2014.

« Guanyem Barcelona⁴⁷ » publié le 15 juin 2014, soit juste après la première victoire électorale de Podemos, Ada Colau, porte-parole de la PAH, et une trentaine de personnalités du mouvement social barcelonais appellent à fonder une « candidature de convergence » qui « ne soit pas une soupe de sigles ni une coalition classique », car les initiateurs « souhaitent fuir les vieilles logiques de parti et construire de nouveaux espaces qui iraient au-delà de l'addition arithmétique des parties qui l'intégreraient ». Il faut pour cela construire un « espace de rébellion démocratique » autour d'un projet politique ouvert et participatif cherchant à réformer les institutions et à les soumettre au contrôle des citoyens. Le texte tente de répondre au dilemme militant de l'autonomie du mouvement et de la prise du pouvoir : « s'il est nécessaire de renforcer le tissu social et les espaces d'auto-organisation », dans la logique du 15-M, néanmoins « l'heure est arrivée de se réapproprier les institutions » et de développer une nouvelle culture démocratique. Loin d'une initiative isolée, le collectif appelle les « initiatives sœurs » dans les autres villes à reprendre le modèle et la dynamique pour « rompre par en bas avec le régime politique et économique ».

L'idée principale de ce mouvement original est de construire sa candidature autour d'un programme participatif, où toutes les parties à la plateforme participeront à égalité, sans considération de leur poids électoral, mais auquel les citoyens de la ville seront aussi associés à travers des consultations numériques ou plus classiquement des réunions de quartier. Le premier document collectif fait à la fois office de guide éthique et de programme pour réformer la vie politique institutionnelle, chaque membre de la coalition devant s'y soumettre. Environ 300 personnes contribuèrent au code éthique, rédigé dans la foulée d'une réunion publique participative et au consensus, en utilisant l'outil numérique DemocracyOS permettant une corédaction collective ainsi qu'un vote de validation sur le texte final. À la suite de ce processus, les partis écologistes Initiative pour la Catalogne Verts (ICV) et ECHO, Gauche unie et alternative (EUiA), Procés Constituent a Catalunya (Initiative constituante et

47. Marià de Delàs, « Un espacio decisivo para la rebelión democrática », *Público.es*, 15 juin 2014.

anticapitaliste, emmenée par la sœur Teresa Forcades), Podemos et le Partido X (sans présenter de candidats) rallient la plateforme Guanyem Barcelona, renommée Barcelona en Comú, soulignant ainsi l'esprit de défense des communs autant que celui de représentation de l'intérêt général⁴⁸. C'est à partir de la rédaction de ce document, dont le fond et la forme furent applaudis, que la légitimité de la liste fut acquise. Le processus se poursuivit ainsi pour la rédaction du programme, largement fondé sur la réduction des inégalités, le logement et l'urbanisme, et comportant une critique du tourisme de masse. Puis, une fois ce programme validé par des citoyens connectés, ce ne fut qu'en dernier recours qu'une primaire permit d'établir les têtes de liste qui portèrent Ada Colau en haut de l'affiche électorale.

Dans un pays marqué par la corruption et les pratiques clientélistes, le code éthique cherche à définir les bonnes pratiques des élus et à instaurer des contrôles citoyens fondés sur la transparence et la redevabilité des élus, notamment pour ce qui concerne l'utilisation des fonds publics (budget participatif, notes de frais limitées, etc.). Le texte promeut la création d'« espaces réels de participation et de prise de décision par les citoyens concernant les affaires publiques » dans une optique de « coresponsabilité politique de toutes et tous ». Rappelant les mesures de contre-lobbying suggérées dans notre premier ouvrage⁴⁹, ce code réclame également que les futurs élus « rendent publics les agendas des représentants, afin d'informer sur l'identité des personnes avec qui ils se réunissent et sur les sujets traités. Il rendra également publics les ordres du jour et les procès-verbaux des réunions » avec les lobbyistes. De la même manière, les conflits d'intérêts sont encadrés par des déclarations d'intérêts strictes, et des dispositions interdisent les portes tournantes dans un délai de cinq ans dans toutes « les entreprises créées, réglementées ou supervisées par la ville, ou bénéficiaires de contrats municipaux, dans le domaine ou le secteur dans lequel [les élus] ont exercé leurs fonctions de représentants ». Enfin, une série

48. EFE, « ICV, EUiA, Podemos, Guanyem y Procés Constituent avanza hacia una lista conjunta », *Público.es*, 25 novembre 2014.

49. Benjamin Sourice, *Plaidoyer pour un contre-lobbying citoyen*, op. cit.

de mesures anticorruption interdit le cumul des mandats, des fonctions et toute rétribution ou cadeau pour des activités connexes ou extérieures. Un cumul de deux mandats successifs est autorisé sans dérogation possible. Le salaire est par ailleurs limité à 2 200 euros net « notes de frais incluses », avec néanmoins une possibilité de variabilité en fonction des responsabilités. Sur les 100 000 euros de salaire annuel que touche Ada Colau, la maire de Barcelone, celle-ci s'est engagée à en reverser 60 000 euros à des œuvres sociales durant son mandat. Dans son introduction, le guide éthique, dont le sous-titre est « Gouverner en obéissant », affirme ainsi que l'objectif à atteindre est que « chacun puisse consacrer le temps nécessaire à la gestion politique et aux fonctions publiques, tout en mettant fin aux privilèges dont a bénéficié pendant de nombreuses années une grande partie de la classe politique, et qui ont eu pour conséquence de l'éloigner gravement des intérêts des citoyens ».

Plus moderne encore, et constituant la dernière étape de la réappropriation des identités militantes, la liste Barcelona en comú a gommé toute trace des logos des membres de cette coalition, préférant lancer pour la campagne une « marque » éphémère inscrite dans une image beaucoup plus moderne. La campagne se fait sous le sceau de l'autogestion et de la créativité sur une base d'autonomie des initiatives locales portées par les associations et les conseils de quartier qui se sont joints à la coalition. D'un point de vue financier, la plateforme s'engage à ne pas recourir à des emprunts bancaires pour financer sa campagne, ni à dépendre de dons privés importants, afin de privilégier le « financement participatif par objectif (*crowdfunding*) », comme cela se fait dans le milieu associatif. La logique participative va jusqu'à lancer des concours de design artistique pour créer des affiches et des slogans sans contrôle ni licence. Ces supports créatifs sont largement diffusés sur les réseaux sociaux, mais surfent aussi sur la vague du *street art* et de l'affichage sauvage très dynamique dans les rues barcelonaises. De même, la plateforme utilise des outils numériques participatifs (*civic tech*), comme DemocracyOs, pour auditionner les citoyens, les faire participer à la construction du programme et leur faire valider des points étapes. Enfin, afin de faciliter les contrôles citoyens, la plateforme s'engage à fournir, même une fois élue, tous les documents ressources sous format ouvert (*open source*) avec des données sous un

format libre permettant leur appropriation dans une logique dite de « gouvernement ouvert » (OpenGov).

Lors des élections municipales du 24 mai 2015, la liste Barcelone en comú arrive en tête des suffrages exprimés avec 25,21 % des voix et remporte onze sièges au conseil municipal, une victoire notamment permise par une participation en hausse de 10 % dans les quartiers populaires (+ 8 % pour la ville)⁵⁰. À Madrid, le séisme est tout aussi retentissant : la liste Ahora Madrid menée par l'ancienne juge Manuela Carmena détrône la maire sortante Esperanza Aguirre, au cœur de plusieurs scandales de corruption, et fait perdre au Partido Popular son plus ancien fief, détenu depuis 1991. Avec Valence et Saragosse, quatre grandes villes sont désormais dirigées par des élus issus de plateformes citoyennes. Partout les candidats des deux grands partis sont mis à mal tandis qu'un nouveau venu, le parti libéral Ciudadanos d'Albert Rivera, fait également une percée électorale avec 6,4 % des voix recueillies dans tout le pays⁵¹. Le bipartisme espagnol est à terre, le camp démocratique a gagné cette bataille. « *Si se puede!* » (« Oui, c'est possible ! »), le cri de victoire des sympathisants d'Ada Colau, emprunté à la PAH, résonne toute la nuit dans les rues des grandes villes conquises au nouveau municipalisme démocratique. Les citoyens peuvent enfin passer de l'indignation à l'action et s'impliquer dans une démocratie devenue réalité.

50. João França, « La victoria de Ada Colau en los distritos populares de Barcelona », *El Diario*, 24 mai 2015.

51. Ludovic Lamant, « Espagne : les "Indignés" remportent Barcelone, la droite dégringole », *Mediapart*, 25 mai 2015.

CONCLUSION

La subversion démocratique

En France, d'après le « Baromètre 2016 de la confiance politique¹ » réalisé par le Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po associé au CNRS, quelque 7 % des sondés s'affirmeraient « non démocrates » et favorables à une dictature de type militaire. Ils sont 14,5 % à s'envisager comme des « démocrates autoritaires » favorables à l'élection d'un « homme providentiel » ou à l'option technocratique d'un « gouvernement des experts » libéré des contre-pouvoirs démocratiques. Si ces chiffres peuvent inquiéter, 80 % de la population reste attachée à la démocratie, et 56 % des personnes se considèrent comme des « démocrates insatisfaits ». Pour Bruno Cautrès, qui a dirigé le « baromètre » du Cevipof, « le pourcentage élevé de “démocrates insatisfaits” confirme qu'un large segment de la population française exprime un rapport à la démocratie à deux niveaux : attaché au principe de la démocratie, mais critique et insatisfait vis-à-vis de son fonctionnement ». Ce sondage annuel reflète parfaitement la nouvelle dualisation entre les camps pro- et antidémocratique qui structure de plus en plus la vie et les idées politiques, et ce, largement au-delà des frontières hexagonales. Ces chiffres démontrent également que le mouvement des places, dans sa tentative d'expérimenter et d'approfondir les pratiques démocratiques, répond à une attente légitime portée par la majorité des individus. Surtout, face à ces tentations autoritaires, il convient de se rappeler que si la démocratie est un système politique qui peut parfois se montrer décevant, il est probablement le seul à avoir la capacité de reconnaître ses erreurs et de les corriger. La démocratie est donc ce système en perpétuelle évolution qui tend vers un idéal type sans cesse repoussé, là où, à l'inverse, les forces réactionnaires

1. Bruno Cautrès, « Retour vers l'insatisfaction démocratique », Baromètre de la confiance politique – vague 7, Cevipof, 17 janvier 2016.

souhaitent figer les identités et les rapports sociaux dans des mythes passésistes, rigides et non discutables.

Émergeant dans un contexte de crise systémique, le mouvement des places s'est montré fondamentalement résilient grâce à sa capacité à entrecroiser les besoins, les désirs et les émotions des individus. Il promeut une volonté puissante de résistance et de changement en permettant au public participant de devenir actif et créatif, facilitant son intégration tant au mouvement qu'aux nouveaux réseaux militants. C'est également dans ce contexte que l'horizontalisation des rapports et des individus a été utilisée pour rompre avec les logiques avant-gardistes et celle du leadership afin de libérer, à travers l'autogestion et la responsabilisation collective, le potentiel d'une population demandeuse d'émancipation et d'autonomie. Ces nouveaux rapports égalitaristes imposent ainsi une logique d'immédiateté à la revendication de démocratie qui doit se réaliser dans toutes les organisations sociales et politiques. Il n'est désormais plus possible de parler de démocratie sans la faire. En 1999, le manifeste du Réseau de résistance alternatif, auquel participa le philosophe Miguel Benasayag, défiait déjà l'autorité des « maîtres libérateurs », qualifiés de « commissaires politiques, dirigeants et autres militants tristes », pour rompre avec la promesse des lendemains qui chantent et proposer que se fassent « la libération ici et maintenant et l'obéissance... demain²! »

Néanmoins, ce rejet de l'aveuglement doctrinal et des leaders autoritaires ne doit pas conduire à une survalorisation de l'individu dans un contexte social d'atomisation des rapports sociaux et de rupture du sentiment d'appartenance collective. Le mouvement des places réaffirme donc, en tout premier lieu, un sentiment de communauté fondé sur un volontarisme de l'inclusivité et sur la libération de la parole, donnant à voir et à entendre la diversité autant que les inégalités, tout en s'attachant à promouvoir l'égalité. C'est dans l'effort de repolitisation des individus afin d'en faire un peuple que les subjectivités et les identités militantes ont su se renouveler et se diffuser rapidement en dehors des espaces occupés

2. « Résister, c'est créer ! », manifeste du Réseau de résistance alternatif, Buenos Aires, 1999.

afin de s'adresser à tous ces « démocrates insatisfaits » parfois tentés d'abandonner la politique aux politiciens. Apparaît alors une nouvelle façon d'aborder la politique sur un mode hybride où l'instinct du novice et la pensée de l'expert se rejoignent dans un processus expérimental et itératif pour penser et faire vivre une alternative embryonnaire mais déjà tangible.

Comme le souligne un militant grec, le mouvement de solidarité né de la dynamique des places occupées « a posé les bases de la lutte pour le pouvoir politique à travers des combats quotidiens et l'expression des besoins sincères du peuple, en même temps qu'il mettait en lumière la centralité d'une lutte pour retirer le pouvoir à ceux qui étaient la source de nos malheurs, afin d'ouvrir à nouveau le champ des possibles vers une alternative³ ! » Ce mouvement réaffirme ainsi que le jeu politique ne peut se limiter à un exercice de critique idéologique sans se soucier de la création collective des conditions matérielles nécessaires pour faire advenir concrètement le projet de société désiré. L'intelligence politique des occupants de places aura ainsi été de créer aujourd'hui les conditions pour rendre possible demain ce qui ne l'est pas maintenant, à savoir la démocratie comme système d'expression d'un pouvoir rendu au peuple.

La recherche de l'idéal démocratique ne pose donc pas comme finalité du mouvement la nécessité de prendre le pouvoir, comme le voudraient les tenants de la logique partidairiste et électoraliste, mais bien celle de construire une alternative capable de redonner le pouvoir au plus grand nombre pour qu'il soit en mesure d'exprimer et d'appliquer ses volontés, ses envies, ses besoins. À la différence des logiques de parti qui réclament d'être élu pour agir, les nouvelles logiques de l'action militante ou citoyenne, pour ceux qui préfèrent ce titre, se réclament d'une praxis immédiate de la transformation des rapports sociaux. Ce n'est qu'ensuite, sur la base d'une légitimité acquise par l'action et la capacité démontrée de répondre aux besoins exprimés par la population, que certains cercles militants s'essayent au jeu électoral, à l'image des plateformes citoyennes espagnoles, tout en cherchant, là encore, à en modifier profondément

3. Alexander Kolokotronis, "Building Alternative Institutions in Greece: an Interview with Christos Giovanopoulos", CounterPunch.org, 11 mars 2016.

la pratique. Le code éthique qui annonce les valeurs de Barcelona en comú porte ainsi comme devise « Gouverner en obéissant ». De même, certaines initiatives électorales proposent désormais d'user des *civic tech* pour « piloter son représentant », l'individu élu n'étant plus qu'un exécutant de la volonté populaire. Cette subversion se réalise par l'application des principes démocratiques d'égalité des participants, de liberté des actions entreprises sous contrôle de l'auto-gestion et de la fraternité dans la recherche d'un intérêt commun. S'il fallait hier des élections pour faire la démocratie, il faut donc désormais faire la démocratie pour être élu.

LE PACTE DÉMOCRATIQUE COMME REFONDATION DU CONTRAT SOCIAL

Dans un contexte de démantèlement de l'État accaparé par les élites néolibérales, le gouvernement se réduit progressivement à un rôle fiscal et policier largement impopulaire. Au vu des difficultés rencontrées par le gouvernement Tsipras en Grèce, contraint de signer un mémorandum ôtant presque toute souveraineté au Parlement hellénique, il semble légitime de s'interroger sur le pouvoir réel de transformation de l'État et de ses institutions par la prise du pouvoir électoral. Par ailleurs, le développement de réseaux de solidarité et de services d'aide à la population par la base, hors des circuits capitalistes et des logiques bureaucratiques, convertit un réflexe de résilience en une véritable offensive contre un État réduit à son rôle de gendarme social. Ainsi, plutôt que d'attaquer tout ce que l'État a de détestable, en particulier son monopole de la violence tant physique que judiciaire et économique, le mouvement démocratique s'empare des côtés désirables de l'État. Dans cette dynamique de construction des conditions matérielles de substitution de l'État et du système représentatif failli, ce qui semble se construire n'est pas tant la disparition de l'État que la mise en place d'un contrat social renégocié en faveur d'institutions démocratiques innovantes capables de garantir les droits fondamentaux et de protéger l'intérêt commun de la population. De la sorte, le modèle démocratique s'impose également comme système collectif de gestion des biens communs de l'humanité accaparés par les

mêmes élites au pouvoir. Le « peuple des places » exprime ainsi, dans l'articulation de toutes ses composantes, cette double aspiration, destituante, celle du renversement des élites oligarchiques, et constituante, visant à définir les contours institutionnels de l'idéal démocratique dans le cadre d'un État reconfiguré à l'image du mouvement, c'est-à-dire décentralisé, participatif et plus égalitaire.

Dans une époque d'accumulation des peurs et des crispations identitaires entraînant replis nationaliste et individualiste, l'idéal démocratique porté avec espoir sur les places occupées d'Europe laisse apparaître la possibilité d'un avenir tourné vers le progrès humain et l'émancipation collective. Si les obscurantismes et les thèses antidémocratiques menacent à nouveau de faire vaciller la flamme de la liberté, la nouvelle exigence démocratique qui se répand conjointement n'est pas une utopie, mais la réponse résiliente et collective d'une humanité décidée à ne pas sombrer dans la dystopie d'un retour au totalitarisme. Avec la multiplication de mouvements similaires (Hong Kong, Brésil, Burkina Faso) dans le monde entier, la démocratie ne se présente plus désormais comme une idéologie occidentale et procéduraliste, une simple organisation rationnelle de la chose politique, mais prend les atours d'une revendication d'émancipation populaire globale et universelle. Les mouvements d'occupation de places, ainsi que les nouvelles pratiques militantes et citoyennes qui y sont associées, s'exportent, s'enrichissent et forment désormais un réseau d'espoirs ouvrant la voie à une humanité tournée vers le progrès démocratique et le bien commun. Vive la commune, place à la démocratie !

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE par Loïc Blondiaux	7
-----------------------------------	---

INTRODUCTION - L'immédiateté de la revendication démocratique	11
--	----

I. CRISE ET IMPASSE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

> Le pouvoir abîmé et la contestation des élites	33
> Affaire bankia en Espagne : « ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie ! »	34
> La Grèce, la dette et l'irresponsabilité générale	38
> Brûlures et stigmates de la crise économique en Grèce et en Espagne	42
> Les indignés français de 2011, une approche mimétique vouée à l'échec	45
> Le mouvement social français entre 2010 et 2015 : tirer les leçons, repenser la mobilisation	51
> Entre résilience et résistance, faire émerger une forme nouvelle de mobilisation	54

II. IDENTIFIER ET COMBATTRE LE CAMP ANTIDÉMOCRATIQUE

> La technocratie, cheval de troie de l'autoritarisme	65
> « Post-démocratie » ou capitalisme autoritaire ?	73
> Lutter pour la démocratie, vaincre l'autoritarisme	77
> Déléguer n'est pas penser, l'émancipation démocratique	80

III. EXPÉRIENCES ET PRATIQUES DÉMOCRATIQUES SUR LES PLACES OCCUPÉES

> Prendre la rue, occuper l'espace public, organiser l'alternative	87
> La « démocratie des places » en pratique	93
> La démocratie est-elle consensuelle ?	98
> Confronter l'idéal et la pratique	102

IV. NUIT DEBOUT, INCUBATEUR D'UNE DÉMOCRATIE DÉSIRABLE	111
> Libérer la parole pour se penser et agir	114
> La démocratie, le vote et le procéduralisme	116
> Du laisser-faire au laisser-aller, difficultés d'une stratégie collective	119
> Débat sur la violence (subie)	124
> Communication, mobilisation et <i>big data</i>	126
> Nuit debout, incubateur d'une démocratie désirable	131

V. QUI POUR DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ? RÉFLEXION SUR LES IDENTITÉS MILITANTES ÉMERGENTES	135
> Entre désobéissance et solidarité en action, les pratiques militantes émergentes	142
> Changer le système par la solidarité et la politique, l'exemple grec	144
> La plateforme espagnole des victimes du crédit hypothécaire : « <i>si se puede!</i> »	149
> Le citoyennisme et les <i>civic tech</i> , ou la tentation de l'individualisme politique	155
> De <i>podemos</i> au municipalisme démocratique : la conversion politique de l'indignation	164

CONCLUSION - La subversion démocratique	173
--	-----